

Paul Mattick

Crises et théories des crises

Titre original :

Krisen und Krisentheorien

Traduit de l'allemand avec le concours de Serge Bricianer

Paul Mattick, 1974. Fischer Verlag, Francfort/M., 1974, pour l'édition allemande.

Editions Champ Libre, Paris, 1976, pour la traduction française.

« Jamais une grande période de l'histoire mondiale n'expire aussi vite que ses héritiers ne se plaisent d l'espérer, voire ne sont tenus de l'espérer pour pouvoir lui donner l'assaut avec toute l'énergie requise. »

Franz Mehring.

Table des matières

I. L'économie politique bourgeoise.....	3
Notes	26
II. La théorie des crises chez Marx	29
Notes	50
III. Les épigones	51
Notes	78
IV. Splendeurs et misères de l'économie mixte	81
Notes	103
Index des noms cités.....	104

I. L'économie politique bourgeoise

L'expansion progressive de l'économie bourgeoise fut d'emblée marquée par de brusques à-coups. Il y avait des hauts et des bas : on leur chercha une explication. La production sociale étant encore très largement à base agricole, il était possible d'établir une relation de cause à effet entre les caprices de la nature et la misère économique. On imputait la pénurie générale à de mauvaises récoltes. Qui plus est, le rendement du travail agricole restait faible, alors que la population allait croissant ; d'où la crainte de voir le développement du système capitaliste se heurter à des limites naturelles, avec pour conséquence inéluctable la stagnation de la société. L'économie politique bourgeoise se caractérisa d'abord par un profond pessimisme, qui ne fut surmonté qu'avec le développement accéléré du capital.

Tout en professant que les rapports sociaux étaient des rapports naturels, les Classiques ne se privèrent pas de recourir spécifiquement aux rapports sociaux, dès qu'il s'agissait de distribution. Selon la théorie classique, l'échange assurait l'équilibre des intérêts divergents entre eux, puisqu'il était fonction de la quantité de travail contenue dans les marchandises; mais, par ailleurs, cet équilibre était mis en question. A considérer de façon purement formelle les rapports d'échange et l'hypothèse de la libre concurrence, les intérêts individuels semblaient coïncider avec ceux de la société et la loi économique de l'échange d'équivalents paraissait justifiée. Que le produit social fût réparti sur une base de classe en rente foncière, salaire et profit, montrait cependant que le processus formel d'échange ne constituait nullement une abstraction correcte de la réalité.

La théorie de la valeur-travail émise par les Classiques considérait les situations et leurs perspectives de développement du point de vue du capital et, par là même, du point de vue de l'accumulation capitaliste. Presque sans exception, quoique à l'aide d'arguments variés, les Classiques admettaient que l'accumulation capitaliste connaît des bornes dont la chute des profits serait l'expression. Selon David Ricardo, l'inévitable limite de l'accumulation se trouvait dans la productivité décroissante de l'exploitation du sol. L'écart, appelé à grandir, entre le rendement de l'industrie et celui de l'agriculture, accroît les coûts salariaux, d'où une baisse des taux de profit et une hausse corrélative de la rente foncière. Cette théorie reflétait manifestement les rapports existant à l'époque entre les propriétaires fonciers et les capitalistes et elle ignorait les tendances évolutives inhérentes à la production de valeur. Pour Marx, ce fut l'incapacité de Ricardo à expliquer les lois du développement du capital à partir de la production de capital elle-même qui le conduisit à « fuir l'économie dans la chimie organique ».

Toutefois, Marx interpréta l'anxiété des économistes anglais devant la baisse du taux de profit comme « une intelligence profonde des conditions de la production capitaliste ». Ce qui inquiétait par exemple Ricardo, c'était de voir « le taux de profit, stimulant de la production capitaliste, condition et moteur de l'accumulation, menacé par le développement même de la production [...]. Ce qui se révèle ici de manière purement économique, c'est-à-dire du point de vue bourgeois, dans les limites mêmes de la compréhension capitaliste, c'est la limite de la production capitaliste elle-même, sa relativité : elle n'est pas un mode de production absolu, mais un système historique qui correspond à une époque déterminée et restreinte du développement des conditions matérielles de la production² ».

Si la tendance des profits à baisser fut d'abord imputée tant à l'exacerbation de la concurrence qu'à une élévation de la rente foncière, liée à la croissance démographique, le salaire ne tarda pas, de son côté, à entrer en conflit avec les exigences de l'accumulation en matière de profit. Par ailleurs, l'extension du travail salarié incita à s'interroger, par le biais de la notion de valeur liée au temps de travail, sur l'origine du profit ; la réponse vint lorsque les producteurs

revendiquèrent le produit intégral de leur travail. On comprit que le capital accumulé, aussi bien que le profit, n'était qu'une somme de travail non payé. Pour réfuter l'accusation d'exploitation capitaliste, il fallait donc abandonner la théorie de la valeur-travail. En revanche, le problème de l'accumulation pouvait être négligé, puisque les craintes qui s'y rapportaient se révélaient sans fondements. Au lieu de diminuer, l'accumulation augmentait et, indubitablement, le capital dominait toute la société. Travail salarié et capital, ces notions désormais conçues comme l'expression des antagonismes de classes fondamentaux, déterminèrent l'évolution ultérieure de l'économie bourgeoise.

Certes, il n'était pas nécessaire que les économistes bourgeois eussent conscience du caractère apologétique, toujours plus marqué, de leur discipline. Le seul système économique concevable étant à leurs yeux le capitalisme, ils considéraient les critiques qu'on lui adressait comme autant de déformations subjectives, illégitimes, de l'état de choses réel. L'apologétique se disait objective, un savoir scientifique que les déficiences avérées du système ne sauraient ébranler. Au reste, la généralisation du système capitaliste réclamait un mode d'observation anhistorique et exigeait des catégories de l'économie politique qu'elles fussent converties en lois générales du comportement humain, semblables à celles qui régissent toutes les formes sociales. De même qu'il faut partir du présent pour saisir le passé, c'est également l'économie bourgeoise qui, selon Marx, donne la clef des formations sociales antérieures ; « mais nullement à la manière des économistes qui effacent toutes les différences historiques et voient la forme bourgeoise dans toutes les formes sociales ³ ». Les déterminations générales et abstraites, plus ou moins présentes dans toutes les formes sociales, revêtent néanmoins au sein de chaque société particulière un caractère qui ne correspond qu'à celle-ci. L'argent comme moyen d'échange et l'argent comme capital expriment des relations sociales différentes, et les moyens de travail mis en œuvre dans le passé ne peuvent se comparer au capital se valorisant lui-même. A elles seules, les déterminations générales et abstraites des transactions commerciales entre les hommes ne permettent pas de comprendre la société capitaliste ; en rester là ne peut procéder que de l'ignorance des rapports sociaux réels ou du désir d'échapper aux problèmes qui leur sont liés.

Selon Marx, la théorie classique de la valeur commettait l'erreur de confondre, en matière de production, l'aspect naturel et l'aspect économique. C'est pour cette raison que, partant du travail, elle concevait le capital comme une chose, au lieu d'y voir un rapport social. Cependant, « pour dégager le concept de capital, il faut partir non pas du travail, mais de la valeur, et plus exactement de la valeur d'échange telle qu'elle est déjà développée dans le mouvement de la circulation ⁴ ». C'est sur la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage de la force de travail que repose l'existence et le développement de la société capitaliste, distinction ayant comme préalable la séparation du travailleur d'avec les moyens de production. Le travail lui-même n'a aucune valeur, tandis qu'en qualité de marchandise la force de travail engendre, outre sa valeur propre, une plus-value qui donne naissance aux diverses catégories de l'économie de marché, telles que prix, profit, intérêt et rente foncière, en même temps qu'elles lui servent de voile. La critique marxienne de l'économie politique bourgeoise se poursuit donc sur deux plans. Elle consiste, d'une part, à appliquer avec une logique rigoureuse la théorie de la valeur-travail au développement du capitalisme; tout en se situant sur le terrain des catégories fétichistes de cette économie ; d'autre part, à dévoiler sous ces catégories l'existence de rapports de classes et d'exploitation spécifiques à la production capitaliste de marchandises. Les Classiques ne parvenaient pas à élucider les difficultés croissantes du capital ; c'est Marx qui le fit en partant du trait distinctif du mode de production capitaliste, l'antagonisme entre production de valeur d'échange et production de valeur d'usage, révélant du même coup que les limites du capital étaient posées par le capital lui-même. Dès lors que les

catégories économiques masquaient des rapports de classes concrets, les contradictions économiques propres au capital s'avéraient être des oppositions effectives, donc susceptibles d'être surmontées par des moyens révolutionnaires.

Laissant ainsi de côté l'antagonisme des classes entre travail et capital alors en voie de formation, l'économie classique pouvait se permettre de poser à la science impartiale, sans pour autant tomber dans le positivisme pur. En même temps, et dans la mesure où elle se répandait en propositions censées remédier aux anomalies qui subsistaient ou resurgissaient, elle prenait un caractère normatif. Seule - disait-on - la politique mercantiliste des monopoleurs et des financiers persistait à faire obstacle à l'harmonie future de l'économie de marché. Mais déjà, on commençait à douter de la concurrence universelle comme panacée des injustices économiques. La paupérisation manifeste des ouvriers amena John Stuart Mill à vouloir pallier les conséquences économiques de la production capitaliste par une répartition plus équitable, à mettre en place par des moyens politiques. Aux yeux de Marx, le rapport de la production à la distribution était posé par la production elle-même. Selon lui, l'« ineptie » de Mill résidait dans le fait qu'il « s'imaginait que les rapports de production bourgeois sont éternels, mais que leurs formes de distribution sont historiques [et donc qu'il] ne comprend ni les uns ni les autres ⁵ ». Les éléments normatifs de l'économie classique ne faisaient que manifester une méconnaissance de la société capitaliste.

En général pourtant, l'économie politique, née en même temps que le capitalisme, s'efforça d'appréhender et de décrire, dans l'optique bourgeoise, la production de marchandises, qui permettait aux possesseurs des moyens de production, par le truchement de l'échange, d'enranger du profit. La critique pratique de l'économie politique était elle-même encore de l'économie politique, mais du point de vue des ouvriers, et se confondit comme telle avec leur lutte pour des conditions de vie meilleures. Partant, l'économie politique était la lutte des classes, la lutte du Travail et du Capital, mais voilée par des catégories économiques. Tant que la bourgeoisie resta fidèle à la théorie de la valeur basée sur le temps de travail, elle tint compte à sa manière des données objectives, même si elle passait sous silence la réalité de l'exploitation. En se détournant de cette théorie, elle s'ôta elle-même la possibilité de juger objectivement du contexte économique et abandonna à la critique marxienne l'observation scientifique de la société bourgeoise.

Mais il serait faux de supposer qu'en se détournant ainsi de la théorie de la valeur-travail, la bourgeoisie n'a exclusivement cherché qu'à nier l'exploitation. Le sens véritable de la théorie de la valeur-travail, à savoir la double nature de la force de travail, à la fois valeur d'échange et valeur d'usage, lui échappait ; en outre, cette théorie n'avait à ses yeux pas le moindre intérêt pratique. C'est qu'en pratique on rencontrait non pas des valeurs-temps de travail, mais des prix, détachés des valeurs et établis par le jeu de la concurrence. Rien n'empêchait les Classiques, qui prenaient comme point de départ la société globale, de prouver la validité de la théorie de la valeur, et ils se sont même vigoureusement employés à le faire ; pourtant, c'est à Marx que revint le soin de résoudre le problème de la valeur. Il est certain que les difficultés inhérentes à la théorie de la valeur-travail contribuèrent également à en détourner les économistes.

En tout état de cause, faire découler de la loi de la valeur le profit, l'intérêt et la rente foncière, ne pouvait manquer de rendre intelligible le fait qu'en plus de leur valeur, les ouvriers produisent une plus-value que s'approprient les catégories sociales improductives. Il fallut renoncer à l'idée que seul le travail crée de la valeur, pour légitimer des revenus empochés sous forme de profit, d'intérêt et

de rente. Cela n'était pas seulement nécessaire, c'était aussi « éclairant », étant donné que dans les conditions capitalistes les ouvriers ne peuvent pas davantage produire sans le capital que celui-ci sans eux. Si la production capitaliste avait pour préalable des prolétaires, des ouvriers non propriétaires, l'existence des prolétaires avait à son tour pour préalable la propriété du capital. Puisque le Capital et le Travail étaient aussi indispensables l'un que l'autre, et que l'homme ne vit pas au ciel, on pouvait parler de trois facteurs intervenant pareillement dans la production : la terre, le travail et le capital. C'est ainsi que, dans un premier temps, la théorie de la valeur céda la place à une théorie des coûts de production déterminée par ces facteurs.

Tout incompatible qu'elle fût avec la loi de la valeur, la théorie des coûts de production demeurait un concept « objectif », car elle tenait compte de divers apports censés entrer dans la production sociale et leur assignait une valeur. Selon cette théorie, la valeur des marchandises résultait non seulement du travail directement employé à les fabriquer, mais encore des conditions de production sans lesquelles ce travail n'eût pas été possible. L'intérêt, que souvent on ne distinguait pas du profit, trouvait ainsi, dans la productivité du capital, son interprétation capitaliste. Le profit « pur » correspondait à la rémunération des entrepreneurs, car leur activité avait prétendument pour effet de créer une certaine fraction additionnelle de la valeur sociale totale. Pourtant, cette théorie n'était satisfaisante ni en théorie ni en pratique. Elle conservait même un caractère louche du fait qu'elle posait la propriété en soi comme créatrice de valeur. Mais identifier le prix de marché de la force de travail avec la valeur de celle-ci contribuait à raffermir l'illusion selon laquelle le bénéfice obtenu sur le marché ne doit rien à l'exploitation. Dès qu'on perdait de vue la production pour se limiter au marché, les problèmes de l'économie bourgeoise semblaient disparaître. La concentration exclusive sur le marché eut comme conséquence la métamorphose du concept objectif de valeur en un concept subjectif.

La belle idée qui veut que les marchandises tirent leur valeur de l'utilité qu'elles présentent aux yeux de l'acheteur, n'était pas, elle non plus, restée étrangère aux Classiques. Déjà, Jean-Baptiste Say avait tenté de ramener directement la valeur à l'utilité, mais pour en tirer la conclusion que l'utilité ne se laissait pas mesurer. Elle n'était mesurable qu'au moyen de la quantité de travail qu'un individu est disposé à fournir pour acquérir telle ou telle marchandise utile. Pour Marx également, la valeur d'usage des marchandises est le présupposé de leur valeur d'échange. Seulement, chez lui, il ne s'agit pas d'échange de produits du travail les uns contre les autres pour satisfaire des besoins individuels, mais d'échange de valeurs d'usage données, apparaissant comme valeur d'échange, contre une quantité plus élevée de valeur d'échange sous forme de monnaie ou de marchandises. Pour que soit possible l'échange, exprimé en équivalents de temps de travail, il faut qu'il existe une marchandise dont la valeur d'usage soit supérieure à la valeur d'échange, et cela dans un sens objectivement mesurable. La marchandise force de travail remplit cette condition. Pourtant, si on laisse ce fait de côté, l'échange apparaît effectivement comme un processus servant à satisfaire des besoins individuels et l'évaluation des marchandises comme déterminée par la multiplicité des propensions subjectives des hommes :

Une fois détaché de la production, le problème du prix pouvait passer pour un pur phénomène du marché. Si l'offre dépassait la demande, le prix des marchandises tombait ; si c'était l'inverse, il montait.

Malgré tout, le mouvement des prix n'expliquait pas le prix lui-même. On avait beau repousser le concept objectif de valeur, il fallait bien admettre le concept de valeur pour faire en sorte que le prix ne fût pas déterminé par le prix. On trouva la « solution » en passant de l'économie à la psychologie. Les prix - c'est ce qu'on prétendait maintenant - avaient pour base l'estimation personnelle des consommateurs telle qu'elle s'exprime à

travers la demande. Dès lors, ce fut la rareté par rapport à la demande qui servit à expliquer les relations des prix entre eux. Conception subjective de la valeur, *la théorie de l'utilité marginale* ne tarda pas à devenir partie intégrante de l'économie bourgeoise, ou peu s'en faut.

Avec le marginalisme, le concept d'économie politique perdit toute signification : on le troqua contre celui d'économie « pure ». Cette théorie se distinguait de l'économie classique quant au contenu, non quant à la méthode. Cessant de s'intéresser aux problèmes sociaux, elle s'attachait, en effet, au comportement de l'individu face aux biens disponibles, ainsi qu'aux effets de ce comportement sur le processus d'échange. Bien entendu, l'économie classique s'intéressait-elle aussi à l'individu qui, en tant *qu'homo economicus*, s'efforce, en concurrence avec d'autres individus, de gagner le plus possible. Mais c'était pour voir dans cette concurrence un processus : de péréquation et de mise en ordre ayant pour effet d'adapter la production et la répartition aux besoins sociaux. Comme guidé par une main invisible, ce processus s'effectuait certes à l'insu des producteurs, mais il s'effectuait tout de même et assurait l'indispensable jonction de l'intérêt privé avec l'intérêt général. Il ne pouvait venir à l'esprit des marginalistes, cela va de soi, de nier l'existence de la société. Mais les relations sociales n'étaient à leurs yeux rien d'autre que les moyens de réaliser le « rapport économique » de l'individu aux choses qui lui paraissent utiles. Ce rapport s'appliquait à chaque membre d'une société quelconque aussi bien qu'aux individus qui ne lui appartenaient pas, de sorte que la question de la nature d'une société déterminée restait pendante.

Le marginalisme reposait sur une découverte d'un esprit assez voisin - il peut y avoir trop de bonnes choses comme trop de mauvaises - et sur l'application de ce constat à la recherche économique. En Allemagne, Hermann Gossen fut le premier à défendre et illustrer ce principe ⁶. N'ayant tout d'abord rencontré aucun écho, il connut une fortune tardive grâce au succès du concept d'utilité marginale, élaboré de façon indépendante par l'anglais Stanley Jevons ⁷. A la même époque, Karl Menger ⁸ fonda l'école d'économie politique dite « école autrichienne » qui prit pour base la conception subjective de la valeur et à laquelle se rattachent notamment Friedrich von Wieser ⁹ et Eugen von Böhm-Bawerk ¹⁰. Bien que leurs travaux diffèrent quelque peu entre eux, ces cofondateurs du marginalisme sortent du même moule.

Le point de départ de cette théorie, ce sont les besoins individuels. Affaire de jugement humain, l'estimation de ces besoins est donc subjective. Liées à la pénurie ou à la pléthore des biens de consommation, valeur d'échange et valeur d'usage ne sont que des formes différentes du phénomène général de la valeur déterminée par le jugement. Le besoin d'un bien particulier est toutefois limité. C'est le degré auquel le désir d'un bien est assouvi, suivant une échelle fictive de saturation, qui détermine son utilité marginale et donc sa valeur. Du fait de la multiplicité de ses besoins, l'homme fait un choix parmi les différents biens de manière à en obtenir un maximum d'utilité marginale. Nombre de plaisirs immédiats comportant de fâcheuses conséquences, il met en balance jouissance momentanée et privation ultérieure afin de perdre le moins de plaisir possible. Au niveau du marché, chacun mesure la valeur d'une marchandise en fonction de l'utilité limite qu'elle présente à ses yeux, et l'utilité optimale est atteinte lorsque toutes les marchandises acquises par lui ont une utilité limite de même ordre.

Qui ne sait que la vie humaine est scandée de déplaisirs et de plaisirs et que tout un chacun essaie de réduire les uns pour accroître les autres ? A l'instar de Jeremy Bentham, le philosophe de l'utilitarisme et réformateur social, suivant lequel joies et peines étaient quantifiables, Jevons disait possible de chiffrer le plaisir et le déplaisir, ce qui permettait de réduire l'économie politique à une série de formules mathématiques. Mais Jevons et les marginalistes ne réussirent pas là où J.-B. Say avait déjà échoué et on cessa bientôt de

chercher à mesurer l'utilité subjective. On s'accorda à penser qu'elle peut bien faire l'objet de comparaisons, mais non de mesures exactes.

L'apologétique bourgeoise s'était fixé deux tâches. D'une part, elle estimait nécessaire de présenter le profit, l'intérêt et la rente foncière comme des parties intégrantes de la création de valeur et, d'autre part, elle jugeait bon d'asseoir l'autorité de l'économie sur les sciences de la nature. Ce fut cette seconde exigence qui gouverna la recherche de lois générales, indépendantes du temps et des circonstances économiques. Que ces lois fussent vérifiables et du même coup serait légitimée la société en place et réfutée toute idée de la changer. Ces buts semblaient être atteints tous deux par la doctrine de la valeur subjective. Dédaignant les rapports d'échange particuliers au capitalisme, il lui était loisible de faire dériver la répartition du produit social, sous quelque forme qu'elle ait lieu, des besoins des échangistes eux-mêmes.

Nassau W. Senior ¹¹ avait déjà devancé ces tentatives ; ne faisait-il pas du profit et de l'intérêt la rémunération du sacrifice consenti par le capitaliste qui, en s'abstenant de consommer, avait favorisé la formation du capital ? Voilà qui permettait de regarder le coût du capital aussi bien que celui du travail - au sens de la peine qu'il coûte - comme autant de fruits de l'abstinence, et de mettre sur le même plan profit et salaire. Abstraction faite de cette abstinence, l'échange servait à faire face aux besoins des échangistes, par une opération à laquelle ne pouvait que gagner quiconque recevait des biens ou des services prisés manifestement plus haut que ceux qu'il avait donnés à la place. Le capitaliste achète la force de travail parce qu'elle a plus d'importance à ses yeux que la somme qu'il débourse en salaires, et l'ouvrier vend sa force de travail parce qu'elle a moins d'importance pour lui que le salaire qu'il en obtient. C'est ainsi que l'échange profite à tous deux sans qu'il puisse être question d'exploitation.

Vu l'impossibilité de mesurer la valeur subjective, il fallut bientôt renoncer à donner des fondements psychologiques à l'utilité marginale, mais sans abandonner pour autant la théorie elle-même. Délaissant l'utilité, on s'attacha désormais aux estimations subjectives telles qu'elles ressortent du jeu de la demande. On mit alors l'accent sur le fait que l'utilité se rapporte moins à une marchandise déterminée qu'au nombre de marchandises entre lesquelles l'acheteur se dispose à choisir. On représentait ces échelles de préférence du consommateur sous forme graphique, à l'aide de courbes dites d'indifférence. Elles permettaient de distinguer entre l'utilité absolue (cardinale) et l'utilité relative (ordinaire). Le concept d'utilité marginale fut converti en celui de taux marginal de substitution. La quantité de telle marchandise diminuant, la quantité de telle autre augmente en compensation jusqu'au moment où leurs taux marginaux d'interchangeabilité procurent une satisfaction maximale des besoins. En d'autres termes, l'acheteur répartit son argent de façon à ce que toutes les marchandises acquises aient pour lui la même valeur, les choix qu'il a opérés lui ayant donné satisfaction. Les marginalistes n'étaient pas tous disposés à abandonner le concept d'utilité cardinale ; d'autres étaient d'avis que celui d'utilité ordinaire, qui se référait encore à la valeur subjective, n'allait pas assez loin. Et ces derniers, puisque l'utilité marginale ne se révèle que dans le prix, optèrent finalement pour une théorie des prix à cent lieues des problèmes de valeur, une théorie « pure ».

Il n'était pas non plus possible de considérer les prix comme uniquement déterminés par la demande, puisqu'en fin de compte on produisait aussi et qu'il existait des prix d'offre tout autant que des prix de demande. Tout naturellement, on se mit à associer la théorie de la valeur subjective à la théorie des coûts de production qui l'avait précédée. Née de ces efforts, la théorie dite néo-classique allait trouver en Alfred Marshall ¹² son principal représentant. Au demeurant, les coûts de production furent eux-mêmes conçus de façon subjective, comme abstinence des capitalistes et pénibilité du travail. Selon cette thèse, de même que la demande est déterminée par l'utilité marginale, l'offre recouvre le degré marginal de la propension à

travailler davantage ou à s'abstenir de consommer pour créer du capital. Toutefois, Marshall se rendait parfaitement compte que les facteurs déterminant l'offre et la demande ne pouvaient pas être reconnus comme tels et que ces facteurs « réels » ont pour seule base les relations de prix effectives. C'est le système monétaire qui convertit les estimations subjectives en prix dans lesquels se reflètent les besoins et renoncements « réels ». La valeur subjective non quantifiable devient, par le détour du prix, une valeur mesurable. L'offre et la demande ont un effet régulateur sur les prix et concourent à un équilibre, de telle sorte que le rapport entre l'offre et la demande détermine la valeur des marchandises, sinon à chaque instant, du moins à échéance plus longue.

Une autre variante de la théorie marginaliste faisait de la production une condition implicite des relations d'échange, qui ne méritait pas une attention particulière. Pour Léon Walras ¹³, fondateur de l'« école de Lausanne », l'économie politique tout entière n'était qu'une théorie de l'échange des marchandises et de la détermination du prix.

Lui aussi voyait l'origine de la valeur dans la pénurie des biens par rapport aux besoins existants, l'utilité marginale servant à expliquer les variations d'intensité des besoins ressentis. Mais la même tendance qui vise à établir un équilibre dans la satisfaction des divers besoins de l'individu à travers les choix qu'il opère sur le marché se retrouve, au niveau de l'ensemble de la société, dans l'échange : ce dernier tend à un équilibre général, dans lequel la valeur globale des biens et services demandés correspond à la valeur globale de ceux qui sont offerts.

L'hypothèse d'une -tendance à l'équilibre de l'offre et de la demande par le biais de l'échange était d'ailleurs sous-jacente à toutes les théories du marché. Or, cette hypothèse, Walras tenta d'en démontrer la validité en procédant à la manière des sciences exactes. Selon lui, non seulement l'utilité marginale allait de soi, mais on pouvait la mesurer : en appliquant le principe de substitution à l'ensemble du marché, où les prix s'imbriquent les uns dans les autres de manière indissociable. Les prix lui semblaient être inversement proportionnels aux masses de marchandises échangées. Les coûts de production étaient, à ses yeux, constitués par le salaire, l'intérêt et la rente foncière qui s'y trouvent incorporés et qu'il plaçait tous sur le même plan en tant que services productifs. L'échange procure à chacun les biens de consommation qui correspondent à ses services productifs. Et la « réalité » de la valeur subjective, qui a pour manifestation des prix d'équilibre, se fait sentir dans l'équilibre de l'économie, lequel démontre de son côté la validité du concept de valeur subjective. Valeur et équilibre se conditionnant l'un l'autre, la théorie de la valeur se ramène à celle de l'équilibre général et il suffit de démontrer théoriquement la possibilité d'un tel équilibre pour faire la preuve de la théorie de la valeur subjective.

Malgré ce cercle vicieux, la notion d'équilibre, qu'elle s'applique à l'économie dans son ensemble, ou à des secteurs ou cas particuliers de celle-ci, demeura l'un des principes méthodologiques de base de l'économie politique bourgeoise, serait-ce uniquement parce que, dans son optique, tout mouvement quel qu'il soit - économique ou autre - tendait à un état d'équilibre. Bien entendu, le système walrasien de l'équilibre général - représenté à l'aide de la méthode des variations concomitantes- n'était qu'un modèle, non la photographie de situations concrètes. Cela n'empêchait nullement Walras de prétendre rendre compte de la réalité ; d'après lui, en effet, même si l'économie était aux antipodes de l'équilibre, elle tendait inmanquablement à retrouver cet état. Vu la fluidité et la complexité des phénomènes économiques, leur inextricable enchevêtrement, seules les mathématiques permettaient de démontrer théoriquement la possibilité de l'équilibre, mais à un niveau d'abstraction tel que, tout en étant indiscutablement conforme à la théorie, il avait perdu toute espèce de rapport avec la réalité.

L'hypothèse selon laquelle la valeur marchande est déterminée en dernière instance par les consommateurs, ne tenait pas du tout compte de la répartition du revenu social. John

Bates Clark ¹⁶ essaya d'y remédier en appliquant l'analyse marginaliste aux facteurs de production. De même qu'au niveau de la consommation les utilités limites étaient induites d'une échelle de saturation, de même la croissance régulière de la masse du travail avait, selon lui, comme effet d'en abaisser le degré de productivité marginale, degré ayant pour expression les salaires effectifs. La relation d'identité, ou équilibre, entre salaire et productivité marginale peut certes être perturbée, mais ce n'est que pour mieux se reconstituer. Que, par exemple, la productivité marginale excède le salaire, et la demande de travail baisse jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli entre les deux facteurs. Que le salaire soit inférieur à la productivité marginale, et la demande de travail augmente jusqu'à ce que soit rétablie la relation d'identité entre l'un et l'autre. Ce qui vaut pour le travail salarié concerne également, chez J. B. Clark, tous les autres facteurs de production, de sorte qu'en situation d'équilibre tous ces facteurs concourent au revenu total proportionnellement à leur productivité marginale: Du même coup, ce n'était pas seulement l'offre et la demande, mais aussi la répartition du produit social qu'on expliquait selon le principe d'utilité ou de nuisance marginale. Dès lors qu'à chaque facteur menait une part du produit social proportionnelle à son apport à la production, la répartition non seulement était déterminée par les conditions économiques, mais en plus elle était équitable.

D'après certains de ses adeptes, la théorie de la valeur subjective n'avait pas à prendre en compte la production sociale. Ainsi Böhm-Bawerk ¹⁵, suivant lequel toute production ne sert en dernière analyse qu'à la consommation, tenait pour absurde de s'en soucier particulièrement ou de faire dépendre de la productivité marginale des facteurs de production la répartition du revenu. Il considérait la production de capital comme une production par voie indirecte, par opposition à la production directe sans grands moyens de production. Partant, tout processus de production mettant en œuvre des moyens de production était capitaliste par définition, et cela même dans une économie socialiste. Böhm-Bawerk n'admettait que deux facteurs de production : le travail et la terre ; il tenait le capital pour une notion purement théorique, absolument pas historique. Les biens présents sont des biens destinés à être consommés, les biens à venir - biens de consommation eux aussi - revêtent dans l'intervalle la forme de biens capitaux - et de prestations de service. Le profit, qu'il ramène à l'intérêt et à lui seul, ne découle pas de la production mais procède au contraire de l'échange de biens actuels contre des biens futurs. C'est l'utilité marginale qui décide des diverses appréciations relatives au présent et à l'avenir.

Selon Böhm-Bawerk, l'intérêt non seulement est inévitable, mais même il se justifie, puisque toute production dépend directement de la propension des capitalistes à épargner et que les ouvriers aussi bien que les propriétaires fonciers font appel au crédit capitaliste. Ni les uns ni les autres ne sont en état de vivre directement de leur production, car celle-ci exige des temps de fabrication de longueur variable. Il leur faut vivre sur une production fabriquée antérieurement. Quiconque n'est pas soi-même désireux ou capable de restreindre sa consommation pour épargner ne saurait prétendre à l'intérêt. Quoique le revenu des biens capitaux soit versé ou touché sous forme d'intérêt, ce dernier représente non un produit du travail ou du capital, mais un bénéfice obtenu grâce au simple cours du temps - un présent des dieux en quelque sorte. L'intérêt est d'autant plus un don du ciel qu'il est également l'instrument de l'équilibre et du progrès économiques. Il assure l'équilibre nécessaire entre la production actuelle et la production future par la régulation des investissements, qu'il a pour effet d'élargir ou de restreindre en fonction des besoins de consommation existants. Toutefois, en augmentant, la production par voie indirecte provoque l'accroissement de la masse des biens de consommation; par là même, il devient moins nécessaire de recourir à l'épargne pour créer des moyens de production

additionnels. C'est ainsi que le progrès social a pour expression un taux d'intérêt en baisse.

Inutile cependant de s'attarder sur les autres tenants de la théorie de la valeur subjective puisque, même du temps où elle faisait florès, on pouvait se dispenser de l'approfondir. Marx ne s'est pas directement exprimé à ce propos ¹⁶ et Friedrich Engels n'y vit qu'une mauvaise plaisanterie ¹⁷, encore qu'il considérât « que sur cette théorie il est possible d'édifier un socialisme vulgaire tout au moins aussi plausible que celui qui fut édifié en Angleterre sur la base de la théorie de Jevons-Menger sur la valeur d'usage et l'utilité limite ¹⁸ ». De fait, une partie de la social-démocratie réformiste devait opter pour la théorie de l'utilité marginale, persuadée qu'elle était que Marx s'était trouvé dans l'incapacité de saisir les connexions économiques réelles, faute - prétendument --- d'avoir pris en considération la demande et ses effets sur la formation des prix. Au moment où elle se répandait dans le camp social-démocrate, la doctrine de la valeur subjective avait déjà perdu de son pouvoir de persuasion dans le camp bourgeois et devait être bientôt complètement abandonnée. C'est le rejet de la conception psychologique de la valeur par la bourgeoisie elle-même qui en rend superflue une critique détaillée.

La doctrine de la valeur subjective se trouva discréditée, d'une part, en raison de raffinements théoriques si excessifs qu'ils lui firent perdre jusqu'à la dernière apparence de rapport avec: la réalité ; d'autre part, par suite de la renonciation avouée de ses représentants à ramener le prix à la valeur. Le nom de Joseph Schumpeter reste attaché à la première de ces démarches ¹⁹. Du point de vue de l'école autrichienne, la valeur des biens de consommation dépend de leur utilité marginale pour le consommateur. Quant aux marchandises - matières premières, machines - qui n'ont pas un accès immédiat à la consommation, elles ne se voient conférer d'utilité marginale propre que par le biais d'un processus d'imputation, dans l'utilité des marchandises finies. Du point de vue des consommateurs, les diverses sortes de matières premières, de moyens de production et de produits semi-finis ne possèdent pas de valeur d'usage directe mais uniquement indirecte; celle-ci se traduit malgré tout, par voie d'imputation, dans les prix des biens de consommation. Il en allait de même pour la circulation des marchandises. On faisait à ce propos une distinction entre biens de premier et de second rang ; ces derniers étaient ceux qui n'avaient pas encore fait leur entrée dans la consommation et dont l'utilité devait être imputée à l'utilité marginale des biens de consommation. Schumpeter en tirait la conclusion que l'offre et la demande, envisagées théoriquement, sont une seule et même chose, de sorte que, s'agissant de relations d'équilibre, on pouvait se contenter de prendre en considération le côté demande.

Selon l'idée que Schumpeter se faisait de l'équilibre, on pouvait non seulement tenir les prix d'offre pour superflus, puisqu'ils étaient concevables sous la forme de prix de demande, mais encore être quitte du profit et de l'intérêt en les rangeant sous la rubrique des salaires. Comme la production pouvait passer pour de l'échange, Schumpeter trouvait vain de parler de l'utilité, et de son contraire: Au concept psychologique de valeur, il substitua une logique des choix, la théorie de la valeur subjective permettant tout au plus de dire que chacun oriente ses achats en fonction du prix demandé autant que de son gofit et son revenu. Nullement enclin à approfondir les causes de ces choix, il fit de ces derniers le point de départ de l'analyse économique: La logique des choix convenait fort bien à la construction des équations d'équilibre; il est vrai qu'à ce niveau d'abstraction, elles ne revêtaient aucune signification concrète. Néanmoins, la « théorie pure » était d'après lui un moyen de connaître la réalité, se trouvant vis-à-vis de cette dernière dans le même rapport que la mécanique théorique vis-à-vis de la construction mécanique. De toute manière, la « théorie pure » avait sa valeur propre : c'était une occupation par elle-même intéressante et qui satisfaisait la curiosité humaine.

Gustav Cassel ²⁰, entre autres, s'attacha à ruiner la doctrine de la valeur subjective, laquelle se mouvait dans un cercle vicieux. La théorie s'était donné pour tâche d'élucider les prix et pourtant c'était aux prix qu'on avait recouru pour expliquer l'utilité marginale. Selon Cassel, seuls les prix étant nécessaires pour traiter des affaires, l'analyse économique n'avait pas besoin de théorie particulière de la valeur.

Les transactions ne renvoyaient-elles pas à des quantités mesurables, argent et prix? Cassel partait de l'hypothèse que les relations économiques sont déterminées par un état de pénurie général ; l'économie politique devait donc rechercher une adaptation optimale des divers besoins au défaut de moyens aptes à les satisfaire.

En faisant dériver les prix de la rareté des biens, on ne fait qu'expliquer un prix par un autre et on laisse en suspens, de surcroît, le point de savoir ce qu'ils recouvrent. Mais l'économie politique bourgeoise n'éprouve pas la nécessité de se poser cette question. Elle a donc abandonné la doctrine originelle de l'utilité marginale, puisqu'elle peut s'en passer ; mais elle s'est réservé la possibilité d'y revenir au besoin en affirmant qu'en dernière analyse les prix recouvrent les estimations subjectives des consommateurs. Mieux, c'est précisément sa subjectivité, disait-on à présent, qui faisait de la théorie économique moderne une science objective. D'après Ludwig von Mises ²¹, on connaît les besoins des hommes à leurs comportements, lesquels ne requièrent pas un examen plus poussé ; il faut les prendre tels qu'ils sont donnés. Puisqu'en fin de compte la doctrine de la valeur subjective revient à restreindre au seul mécanisme des prix le domaine des faits économiques, vouloir substituer à la théorie de la valeur objective l'utilité marginale fondée sur la psychologie, c'est courir à l'échec. Les tentatives faites en ce sens n'ont abouti qu'à éliminer de la pensée économique bourgeoise le problème de la valeur. ,

Malgré l'abandon de l'utilité marginale, l'analyse marginaliste resta partie intégrante de l'économie bourgeoise. Aux yeux de Joan Robinson, ceci prouve qu' « une fois de plus des concepts métaphysiques, qui, ne sont que non-sens, ont fait progresser la Science ²² ». Comme instrument d'analyse, le principe marginaliste n'est à vrai dire rien d'autre qu'une généralisation de la rente différentielle ricardienne, qui faisait dépendre le prix des produits agricoles du rendement du sol le moins fertile. La loi du rendement décroissant s'applique à l'industrie aussi bien, mutatis mutandis, qu'à n'importe quelle sorte d'activité économique et détermine les prix et leurs fluctuations. L'individu, conformément au principe de l'utilité marginale et sur la base des prix donnés, ordonne ses achats de manière à obtenir, dans le cadre de ses revenus, une satisfaction optimale ; de même, il s'ensuit de l'universalité de ce principe rationnel ou économique, et par le biais de la dépendance réciproque des prix, une constellation générale des prix qui met en harmonie l'offre et la demande. Là où la demande globale est couverte par l'offre globale, tous les prix sont des prix d'équilibre; ou bien, inversement, le principe économique (ou l'analyse à la marge) aboutit à des prix traduisant un équilibre général. Du-même coup, 1% «-théorie pure » se trouvait ancrée dans le principe universel de l'utilité marginale sur lequel la théorie 'des prix est édifiée jusque dans ses moindres détails,

S'il ne vaut pas la peine pour le consommateur, dans sa vie quotidienne, d' « optimiser » la répartition de ses dépenses au moyen de l'analyse à la marge -- en admettant qu'il en soit capable --, cette analyse ne joue pas non plus, dans le comportement des entrepreneurs capitalistes, le rôle que les économistes lui avaient dévolu. Les marginalistes avouent, il est vrai, que leurs considérations théoriques ne reflètent pas la situation effective. Mais elles seraient assez proches de la réalité pour exercer une influence pratique en dehors de leur valeur scientifique objective. Les entrepreneurs traitent leurs affaires sans se livrer aux savants calculs de l'économie théorique ; cela n'empêche pas les

théoriciens de trouver dans la vie économique pratique confirmation de la justesse de leurs vues.

Certes, il conviendrait en outre « de passer du langage des affaires à celui de l'économiste; et de traduire, dans un sens ou dans l'autre, les idées que chaque langue véhicule » ; moyennant quoi les entrepreneurs feraient sans le savoir la même chose que les théoriciens; eux en toute conscience. Il va de soi, tout aussi bien, qu'il ne faudrait « pas confondre deux choses tout à fait différentes : la construction d'un modèle destiné à l'analyse d'un processus et les estimations chiffrées qui l'accompagnent, d'une part; le processus lui-même dans la vie courante, sans calcul numérique précis, d'autre part ». Mais on a beau admettre : qu'il existe du « non-économique » dans le comportement des consommateurs et des entrepreneurs, il faut pourtant bien que les uns et les autres procèdent grosso modo de façon rationnelle, c'est-à-dire qu'ils essayent d'obtenir les gains les plus élevés aux moindres frais. Les entrepreneurs se voient contraints d'établir des relations proportionnelles entre production et demande, entre capital investi et salaires à déboursier, et de faire un choix économique entre instruments de production et matières premières ; ce qui signifie, suivant le principe du taux marginal de substitution, qu'au moment où les transformations, qui surviennent dans les diverses combinaisons des multiples facteurs concourant à la production, cessent de rapporter des bénéfices, le taux marginal des coûts coïncide avec celui des gains.

Ainsi, il ne s'agit pas à proprement parler ici d'un problème économique, plutôt d'un calcul des recettes et des dépenses plus précis que celui que l'on trouve habituellement. Mais en même temps, cette méthode comptable est considérée comme le principe fondamental sous-jacent à tous les phénomènes économiques, puisqu'elle ramène toutes les relations d'échange à un dénominateur commun et qu'elle élimine les défauts inhérents à la théorie classique de la valeur en identifiant tout bonnement valeur et prix. Tout en partant de la valeur-temps de travail, les Classiques avaient traité isolément les prix de marché, qui restaient toutefois déterminés par les relations de valeur. Le véritable contenu de l'économie politique se trouvait, pour eux, dans la question de la répartition de classe du produit social. Avec l'introduction de la valeur subjective et de la « pure théorie des prix », les problèmes économiques furent tous exclusivement rattachés à l'échange, ce qui du même coup permit de négliger les questions soulevées par l'économie classique, comme celles du rapport valeur-prix et de la distribution. Désormais, on adopta vis-à-vis de cette dernière l'attitude que les Classiques avaient eue à l'égard de la production, c'est-à-dire qu'on la tint pour réglée, quelque forme qu'elle puisse revêtir, par le système des prix. Le problème de la distribution cessa d'être un objet particulier de la théorie économique. Il fut intégré au problème général de la formation des prix : tous les prix se trouvant les uns les autres en connexion fonctionnelle, il s'ensuivait -- disait-on -- qu'une fois résolu le problème général des prix, la solution du problème de la distribution était donnée du même coup.

Toutes les questions relatives à l'économie furent par là assujetties à un principe unique qui leur servit d'explication. Ce principe consistait en un procédé comptable susceptible de passer pour neutre au regard de toutes les conceptions économiques. Pour les tenants de ces conceptions, il a fallu attendre l'analyse marginaliste et la notion d'équilibre qui en résulte pour voir l'économie politique prendre un caractère positif, scientifique. Moyennant quoi, l'objet de leur calcul était ni plus ni moins que la possibilité d'un équilibre de l'offre et de la demande, et de la formation des prix subséquente, la vieille illusion héritée des Classiques. Rendue possible par l'analyse marginaliste, la formalisation de l'économie politique amenait pourtant, et d'entrée de jeu, à ne concevoir l'équilibre que dans le cadre d'un modèle statique. Or l'économie capitaliste ignorant l'état statique, les modèles d'équilibre statique se trouvent infirmés par la réalité, et, sans

trancher de rien à leur propos, l'exactitude mathématique « se rapporte non au contenu du savoir économique, mais à la technique des opérations algébriques ²⁴ ».

Contrairement à Marx pour qui l'hypothèse d'un état statique (ou de la reproduction simple) ne représentait qu'un moyen méthodologique de faire ressortir la dynamique nécessaire du système capitaliste, l'économie bourgeoise utilisait le modèle économique statique pour donner une base « scientifique » aux tendances à l'équilibre qu'elle postulait. A force de jongler avec de tels modèles d'équilibre, on acquit en économie théorique la conviction que cet expédient idéal était le présupposé de toute analyse. Quoique l'économie réelle ne se trouvât jamais en équilibre parfait, on n'arrivait pas à saisir les disparités existantes autrement que dans la perspective de l'équilibre. De même que toute machine peut se détériorer, le système économique de l'équilibre pouvait lui aussi tourner au déséquilibre du fait de perturbations intérieures ou extérieures. Dans les deux cas, il n'y avait que l'analyse de l'équilibre qui permît d'établir les causes des perturbations et de découvrir les éléments propres à recréer cet équilibre.

C'est ainsi que l'idée de l'équilibre de l'offre et de la demande, tel que la concurrence l'impose sur le marché, est restée d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say à nos jours partie intégrante de l'économie bourgeoise, sans le moindre égard pour la manière dont les fondations de cette hypothèse s'étaient transformées et, entre-temps, étaient devenues irréalistes. La théorie néo-classique se demandait non pas comment fonctionne réellement le système des prix, mais comment il fonctionnerait si le monde était tel que les économistes se l'imaginaient. Cette théorie avait besoin de l'équilibre pour faire du système des prix le régulateur de l'économie, tandis que l'amalgame constitué par le système *a pur* » des prix lui servait à faire passer l'ordre établi pour rationnel et, partant, inattaquable. Tout ce qui sortait de là, pourtant, était ni plus ni moins que la thèse de la « main invisible », chère à Adam Smith, mais mise en formules algébriques, et celle de Say selon laquelle toute offre entraîne avec elle une demande correspondante.

Le concept d'équilibre ne leur permettant pas d'approfondir le mouvement réel du capital, le processus d'accumulation, les néo-classiques se révélèrent non seulement dans l'incapacité de dépasser les premiers acquis de l'économie politique bourgeoise, mais encore, en forte régression sur eux. On ne saurait en effet prédire le processus de développement à l'aide d'un simple instantané, d'une image d'équilibre statique. Sans doute est-il impossible d'ignorer les transformations de l'économie, mais --- chez les néo-classiques - elles sont considérées comme allant de soi, sans plus. Abandonner la notion d'équilibre statique revenant à avouer leur propre faillite conceptuelle, les théoriciens du marché se bornèrent à la « statique comparative » (c'est-à-dire qu'un équilibre inexistant se voit comparer avec un équilibre futur qui n'existera jamais) pour rendre compte des transformations économiques survenues entre-temps. Comme il n'existe en équilibre néo-classique ni profit ni excédent d'aucune autre sorte, toute reproduction élargie du système est exclue. Dans la mesure où malgré tout elle a lieu, elle sort du cadre de la théorie économique. Il est vrai que les transformations vérifiables sont censées indiquer la tendance de l'évolution, en sorte qu'on n'est pas obligé de se limiter aux situations déjà données et aux rapports qui s'y trouvent, mais qu'on peut spéculer à loisir sur l'avenir.

Contrairement à la théorie néo-classique, les Classiques s'intéressaient à l'accumulation du capital, à la croissance de la richesse nationale. Leurs théories de la distribution portaient de la nécessité de l'accumulation et cherchaient à saisir ce qui la favorisait ou l'entravait. L'économie de profit était la condition *sine qua non* de l'accumulation. Faire du profit était donc servir la collectivité, le profit servant de préalable obligé à l'amélioration des conditions de vie grâce à l'élévation de la production et de la productivité. Les problèmes du marché étaient subordonnés à ceux de l'accumulation et subissaient la loi de l'offre et de la demande. Et la concurrence imposant partout ses lois,

on considérait l'échange comme un processus régulateur de l'économie, dans le cadre d'un progrès social en marche.

Toutefois, cette économie qui se réglait elle-même et, partant, sans crise, se heurtait à une réalité fort récalcitrante. L'accumulation du capital, loin de s'accomplir comme un processus en développement constant, était interrompue par des crises extrêmement aiguës qui se répétaient périodiquement depuis le début du XIX^e siècle. Comment expliquer, ces crises, qui, sans aucun doute, venaient contredire la théorie économique dominante ? Tout en se concentrant sur l'accumulation du capital, les Classiques, et en particulier Ricardo, partageaient la conviction de J.-B. Say qui faisait de l'économie de marché un système d'équilibre où toute offre induit une demande correspondante. Aussi liaient-ils leurs théories de l'accumulation à une conception statique de l'équilibre qui les obligeait à chercher en dehors du système les raisons de ses pertes d'équilibre. A en croire Say²⁵, tout homme produit avec l'intention soit de consommer son produit soit de le vendre pour acquérir d'autres marchandises destinées à sa propre consommation. Cela s'appliquant à tous les producteurs, la production doit nécessairement coïncider avec la consommation. Que toutes les offres et demandes individuelles concordent entre elles, et l'équilibre social s'ensuit. Il peut certes y avoir, momentanément, offre excédentaire de telle marchandise ou demande insuffisante de telle autre, et, partant, risque d'une rupture d'équilibre. Mais, en ce cas, celle-ci provoque un mouvement des prix qui a pour effet de rétablir la situation. Abstraction faite de ce genre de désordres, il ne saurait exister de surproduction généralisée, pas plus que l'accumulation ne peut aller au-delà de la propension de la société à consommer.

Ces idées étaient cependant battues en brèche par les crises effectives de surproduction généralisée, pour lesquelles la théorie classique ne trouvait pas d'explication immanente au système. Ce qui amena Simonde de Sismondi²⁶ à renoncer à la théorie classique, pour rejeter peu après le système du laisser-faire dans son ensemble. Suivant sa conception, c'était précisément la concurrence généralisée, uniquement fonction des prix, qui, au lieu de conduire à l'équilibre et au bien-être général, ouvrait la voie aux misères de la surproduction. L'anarchie de la production capitaliste, la poursuite avide de la valeur d'échange sans égard pour les besoins sociaux, poussait à produire bien au-delà de la demande effective, provoquant ainsi des crises périodiques. La sous-consommation engendrée par une répartition inégale, telle était la cause de la surproduction et, en conséquence, de la recherche effrénée de marchés extérieurs. Sismondi devint ainsi le fondateur de la théorie, encore largement répandue de nos jours, de la sous-consommation comme cause des crises capitalistes.

Ce fut plus particulièrement John Hobson²⁷ qui appliqua la théorie de Sismondi au capitalisme développé et la relia à l'impérialisme. Anticipant sur le Keynes de la dernière époque, il disait inévitable une chute de la demande des biens de consommation et, par ricochet, du taux d'expansion du capital et en attribuait la cause à la répartition inégale du capital autant qu'à l'accumulation toujours accrue de celui-ci. La consommation n'arrivant pas à suivre la production, il devient impossible d'investir de façon rentable une fraction du profit destiné à l'accumulation, laquelle par voie de conséquence se trouve gelée ; d'où des crises périodiques. Seule la dépression qui a pour effet de résorber la surproduction permet la reprise du processus d'expansion appelé à se renverser par la suite, engendrant ainsi de nouveau la surproduction et le gel des capitaux. La surproduction consécutive au défaut de consommateurs solvables expliquerait encore le désir de conquérir de nouveaux marchés, caractéristique de l'impérialisme, et la concurrence impérialiste elle-même. Toutefois, Hobson croyait possible de remédier à cet état de choses par une action réformatrice de l'Etat sur les mécanismes économiques en vue d'encourager la consommation ; Hobson demeurait à cet égard imbu de l'économie capitaliste.

Ce qu'il faut bien avoir en vue ici, c'est la nécessité de se détacher de la théorie classique et, plus tard, néo-classique pour se rapprocher de ce qui se passe concrètement dans la vie économique. Les phénomènes économiques réels demeuraient incompréhensibles dès lors qu'on s'en tenait aux mécanismes prétendument autorégulateurs du marché, ce qui obligea Sismondi aussi bien que Hobson à renoncer à la théorie du marché. Ainsi, vouloir traiter de la crise capitaliste, comme en général des conditions sociales, amenait à faire litière des conceptions économiques traditionnelles, pour élaborer des théories plus proches de la réalité. Cependant, si on reste dans le domaine des rapports de propriété capitalistes, cela n'est possible que dans une faible mesure. Les tentatives, dans ce sens, étaient conditionnées, non seulement par le fait que la théorie dominante se trouvait en contradiction flagrante avec la réalité, mais encore par les effets de la concurrence capitaliste sur les possibilités de développement des pays arriérés. D'où l'essor tant de l'école historique et de son empirisme que de l'institutionnalisme et de ses thèses évolutionnistes, hostiles tous deux aux théories professées par les Classiques.

Qui marche en tête du processus d'accumulation capitaliste se développe au détriment de ceux qu'il a lâchés. On a vu ainsi le libre-échange garantir à l'Angleterre un monopole freinant l'industrialisation des pays moins avancés, et des privilèges faisant paraître plus intolérable encore la misère inhérente aux phases de « décollage ». Pour faire face à la concurrence monopoliste, il fallut donc dévier du principe du laisser-faire et, par là même, des théories de l'économie classique. Il s'agissait en l'occurrence, non pas comme le supposait Rosa Luxemburg, d'un « refus de la société bourgeoise de connaître ses propres lois ²⁸ », mais de tentatives pour atteindre, par des moyens politiques, l'étape correspondant à l'idéologie libre-échangiste. C'est seulement après avoir éprouvé les effets de la concurrence internationale que les pays économiquement plus faibles échappèrent à l'influence, jusqu'alors prépondérante, de l'économie politique anglaise et se dotèrent d'une idéologie adaptée à une politique dirigiste et protectionniste. L'école historique préconisait à l'intérieur du cadre national ce qu'elle condamnait sur le plan international ; cette contradiction interne montrait à l'évidence qu'elle correspondait seulement aux besoins particuliers des pays peu compétitifs.

Les représentants de cette école d'économie politique s'efforcèrent également de démontrer qu'une distribution exclusivement dictée par les lois du marché engendrait la paupérisation des ouvriers et, ce faisant, mettait en question l'existence même de la société bourgeoise ; crainte que semblait corroborer l'essor d'un mouvement ouvrier autonome. Il fallait - disaient-ils - remédier à la paupérisation, au moyen justement d'une croissance plus rapide et mieux ordonnée. C'est pourquoi à une politique économique visant l'intérêt national, ils lièrent une politique sociale, le « socialisme » dit « de la chaire », idéologie qui rejetait les abstractions de la doctrine classique, non dans l'intention de l'abolir complètement, mais à seule fin de l'adapter aux intérêts nationaux particuliers par la critique historique.

Aux yeux de l'école historique, la science économique allait bien au-delà de l'examen par déduction des mécanismes du marché. Une investigation historique approfondie, telle était - selon cette école --- le préalable obligé à tout énoncé relatif au contenu de l'économie politique ; il s'agissait d'obtenir par induction les constituants historiquement déterminés et spécifiquement nationaux autant que les constituants extra-économiques de la totalité sociale et d'en retracer le développement. Mais la capitalisation du monde occidental ayant eu pour effet d'en homogénéiser progressivement les économies, les théories économiques se trouvèrent du même coup unifiées, et on ne dépassa pas le stade de la recherche. L'influence de l'école se perdit, mais non le besoin qu'elle avait éveillé d'une étude impartiale des phénomènes économiques empiriquement donnés, ce qui aboutit en fin de compte au type d'analyse dit étude de conjoncture.

Quoique éprouvée par les crises et les fluctuations de la conjoncture, l'économie bourgeoise ne disposait d'aucune théorie des crises immanentes au système capitaliste. Il fallait trouver dans des phénomènes extérieurs à ce système la clef des transformations de l'économie. Jevons alla jusqu'à les mettre en liaison avec les facteurs naturels extra-terrestres. Il fit la découverte que les crises économiques coïncidaient avec l'apparition périodique des taches solaires. Celles-ci auraient eu une influence néfaste sur le temps et, par suite, sur la production agricole, dont la chute provoquait -- selon lui -- une crise générale. A vrai dire, cette théorie eut peu de retentissement, bien que les variations climatiques influent sans aucun doute sur l'économie. Mais des crises éclataient même en années de beau temps et on n'a jamais pu établir de véritable corrélation entre le temps qu'il fait et les taches solaires.

En revanche, Schumpeter ²⁹ essaya d'expliquer le développement qui résulte du cycle industriel et ce cycle lui-même à partir du système capitaliste. Connaissant la théorie de Marx, il n'était pas sans savoir que tout progrès essentiel dépend du développement des forces productives sociales. Mais les agents de ces forces productives nouvelles, c'étaient à ses yeux les entrepreneurs particulièrement dynamiques, lesquels cassaient, grâce à leur génie, le morne cours répétitif des processus économiques.

Il élabora une sorte d'épopée des fluctuations de la conjoncture, génératrices - se plaisait-il à dire - de la dynamique du système capitaliste.

A cette fin toutefois, il avait besoin de deux théories distinctes, comme aussi de deux types humains psychologiquement différents. L'équilibre général de la « théorie pure » excluait toute espèce d'évolution. Mais en outre, dans le monde concret, il y avait chez la plupart des hommes trop de lâcheté et de paresse d'esprit pour qu'ils s'élèvent contre l'uniformité statique des choses. Comme on l'a vu précédemment, dans un état d'équilibre, le profit n'existe pas ; et quand il existe, cela dénonce une perturbation du système, qui est supprimée à son tour par les contrecoups qu'elle a provoqués. Alors se posait le problème : comment déduire le développement d'un état de choses qui ignore tout développement ?

Schumpeter, adepte de longue date de l'école historique, n'avait pas oublié que l'économie politique n'a pas à se borner aux abstractions de l'équilibre entre l'offre et la demande. Pour rendre compte de la dynamique du système capitaliste, il faisait également intervenir le point de vue historique et sociologique. Mais, dans le cadre de la théorie économique, il ne voulait envisager que le mécanisme spécifique appelé à transformer le modèle statique en modèle dynamique: Ce mécanisme, il le personnifiait dans un type humain qui, affligé ou doué d'une inquiétude créatrice, brise par son action obstinée le cours de l'équilibre statique. Ce type, celui de l'entrepreneur ingénieux, toujours à la recherche de nouvelles combinaisons industrielles, scientifiques, commerciales et organisationnelles, aptes à modifier quantitativement et qualitativement la productivité et la production, défait l'équilibre économique mis en place par les consommateurs de manière telle qu'il ne peut se reconstituer qu'à un niveau supérieur. Ce processus spontané, contingent, mais constamment renouvelé, aurait pour résultat le cycle industriel, lequel serait à la fois création et destruction et où se refléterait la dynamique du système capitaliste. Si regrettable que ce soit, il faudrait payer cher, et par un cortège de misères, l'adaptation au changement et à ses difficultés. Cependant, de meilleurs pronostics économiques et des interventions de l'Etat pourraient atténuer ces inconvénients. Quoi qu'il en soit, Schumpeter accordait plus d'importance à la dynamique inhérente au système capitaliste qu'au problème de l'équilibre économique dont les économistes bourgeois avaient presque exclusivement traité.

Même si la théorie de l'évolution de Schumpeter n'avait de rapport que dans son imagination avec les lois de la dynamique capitaliste, elle n'en exprimait pas moins

l'inquiétude profonde, perceptible dans la théorie bourgeoise, que suscitaient les fluctuations de la conjoncture et les périodes de crises, dont l'acuité augmentait avec l'accumulation du capital. L'idée selon laquelle les prix obéissaient à un mécanisme autorégulateur faisait des phénomènes de crises une énigme que la théorie dominante était incapable de résoudre. Les expliquer, comme Schumpeter essaya de le faire, par des atteintes répétées à l'état d'équilibre de la part d'une certaine catégorie d'hommes n'était pas en donner une véritable explication, mais seulement avouer que les tendances à l'équilibre attribuées au marché ne correspondaient pas à la réalité. Certains de ses prédécesseurs dans la critique du capitalisme, un Sismondi, un Hobson, l'avaient déjà reconnu. Mais se borner à constater que l'harmonie théorique de l'offre et de la demande, de la production et de la consommation était récusée par la réalité revenait uniquement, en fin de compte, à décrire des états de choses manifestes, ce qui ne donnait en soi pas la moindre information sur les lois dynamiques propres au capital.

Les conceptions économiques dominantes ne permettaient certes pas de comprendre la crise ; mais même par ailleurs, elle restait un problème insurmontable qu'on tentait de circonscrire de manière empirique. Pour la prévenir, on avait créé des instituts privés chargés d'étudier la conjoncture et ses fluctuations au bénéfice des milieux d'affaires. Ainsi apparut une branche particulière de la science économique, vouée exclusivement aux études de conjoncture, qui put connaître un large essor grâce à la compilation de données d'origine publique et privée systématiquement développée. Les conjoncturistes se proposaient d'exposer les phénomènes économiques tels qu'ils se déroulaient dans la réalité, en « utilisant la "théorie pure" uniquement comme doctrine de base³⁰ ».

Faire une telle concession, somme toute assez mince, était encore aller trop loin, car l'analyse conjoncturelle ne pouvait se développer qu'en opposition directe à la doctrine économique de base. Cette dernière ne s'attachait qu'à l'équilibre statique, état dans lequel le circuit économique n'est pas exposé à des variations de données. C'est précisément cet équilibre stationnaire qui est exclu de la théorie conjoncturiste, attendu que celle-ci s'applique aux transformations perpétuelles de l'économie. A vrai dire, la doctrine de base admet parfois des déviations de l'équilibre, mais comme inductrices d'un rétablissement d'équilibre. La théorie conjoncturiste ne traite pas des dérèglements passagers, mais vise à dévoiler les lois de mouvement du capital et les phénomènes de crise. Si elle y réussissait, elle déboucherait sur un système dynamique du développement capitaliste dépassant le point de vue statique.

Bien entendu, on négligeait délibérément la théorie, depuis longtemps formulée par Marx, du développement capitaliste et des lois qui président à son mouvement. Les méthodes « impartiales » de l'école historique devaient conférer aux conjoncturistes l'« objectivité » indispensable à la connaissance du cours réel de l'économie. Sur la base de statistiques fiables et à l'aide de moyens mathématiques, telles les formules du coefficient de corrélation, on cherche à retracer rétrospectivement les conditions changeantes du marché et leurs oscillations, le rythme de la vie économique, afin d'en dégager les forces motrices et les connexions internes. Toutefois, la recherche empirique pure tourne en rond : n'aboutit-elle pas à constater des faits qui en tout état de cause continuent de nécessiter une explication ? Il fallait disposer à cette fin d'une théorie qui ne se contente pas de décrire le cycle, mais encore le rende intelligible. Or aucune des théories conjoncturistes, qui se présentent comme dynamiques³¹ ne traite des causes des mouvements cycliques : au contraire, elles font de ces mouvements leur point de départ et les prennent pour donnés. Dans ces conditions, les conjoncturistes ne pouvaient aller au-delà d'une description de la dynamique de l'économie, incapables qu'ils étaient d'en mettre à nu les ressorts.

La multiplicité des phénomènes économiques semblait dénoter que les fluctuations de la conjoncture avaient une pluralité de causes et permit la floraison de théories qui, tout en se

trouvant confrontées aux mêmes faits, se différençaient par l'accent particulier mis sur tel ou tel aspect du processus global.. On établit une distinction entre facteurs économiques et facteurs non économiques, exogènes et endogènes, responsables du cycle industriel, ou encore on opta pour une combinaison des deux afin d'élucider le rythme de l'économie. Ces diverses interprétations accordaient la primauté soit à des questions de monnaie et de crédit, à des facteurs techniques, à des disparités du marché, à des problèmes d'investissement, soit à des données psychologiques. C'est en partant de ces différents points de vue, conçus chacun comme l'élément décisif de l'ensemble du mouvement, qu'on se mit à rechercher les origines des crises dans les événements de la phase précédente de prospérité et de son déclin, ou encore les moyens de surmonter la crise, de relancer l'économie.

Les études de conjoncture visaient, non à exposer méthodiquement et avec plus de précision les fluctuations de la conjoncture, de toute manière perceptibles, mais à découvrir des possibilités d'intervention pour atténuer les effets de la crise et «normaliser» le cours de l'économie. en essayant de concilier ces deux extrêmes - la surchauffe et l'apogée de la crise. Le diagnostic devait permettre, d'une part, de formuler un pronostic permettant de mieux adapter l'ensemble des activités à une tendance donnée du développement économique et, d'autre part, de stabiliser l'économie à plus long terme par une politique capable de contrecarrer les effets automatiques du cycle industriel. Ainsi, elle se considérait comme une science appliquée dont les pronostics, même s'ils restaient abstraits, permettaient néanmoins des raisonnements par analogie susceptibles d'avoir à l'occasion une importance pratique.

Pour cela, il fallait assurément s'abstenir de mettre en question l'ordre établi, se situer sur son terrain; moyennant quoi, on se bornait d'emblée à approfondir les phénomènes cycliques du marché. Les conjoncturistes prenaient pour objet de recherches non l'essence du capitalisme, mais seulement la forme sous laquelle il se montre, et qui servait de base aux diverses théories dont ils enrobaient leur doctrine commune. L'opacité de l'économie de marché avancée, jointe à l'ignorance ou à la perception fautive des connexions économiques, telles étaient - à les croire - les causes du développement non proportionnel de l'économie, trait distinctif du cycle industriel. La consommation reste en deçà de la production, l'élargissement du crédit mène à des surinvestissements, les profits s'amenuisent en raison d'une expansion inadéquate de la production, pour finalement provoquer, à un certain moment, celui de la crise, un mouvement contraire : les investissements retardent sur l'épargne, le marché saturé ne trouve pas de demande solvable, les valeurs-capital se volatilisent, la production décroît rapidement et le chômage gagne du terrain. La crise et la période de dépression consécutive ont pour effet d'éponger les excès de la période d'expansion jusqu'à ce que se rétablissent les proportions économiques nécessaires à un nouvel essor ; mais celui-ci s'achemine à son tour vers un point culminant pour se précipiter dans une autre crise.

Il s'agit là d'observations justes touchant les phénomènes économiques tels que les traduisent les lois qui rendent compte des crises capitalistes, mais qui n'expliquent pas ces lois elles-mêmes. Les mouvements cycliques apparaissent comme des déviations par rapport à une norme qui, sans ces accidents, se réaliserait sans heurts. La règle que l'esprit a en vue, c'est le mécanisme de l'équilibre, cher à la « théorie pure », lequel malgré tout n'est à même de s'accomplir que par le biais d'irrégularités, en sorte que les proportionnalités indispensables au cours « normal » de l'économie doivent s'établir au sein d'une activité en dents de scie. Le cycle industriel, voilà la forme réelle des tendances abstraites à l'équilibre inhérentes aux mécanismes du marché. A l'évidence, il fallait donc admettre qu'une connaissance précise des facteurs de déviation permettrait de prendre des mesures capables d'atténuer ou d'éliminer les aspects néfastes du cycle.

Dans cette optique, l'économie -capitaliste se caractérisait donc par des tendances et statiques et dynamiques, celles-ci conditionnant celles-là. S'il en était ainsi, la « théorie pure », conception statique de l'équilibre, devait être subordonnée aux théories du marché -- expression d'une situation toute momentanée et pouvant tout juste servir de passerelle vers des conditions en perpétuel changement, mais ne permettant nullement de discerner l'état réel de l'économie et ses tendances. Bien que la théorie de l'équilibre général ne se donnât elle-même que comme une représentation abstraite du système des prix sans se prétendre en accord avec la marche réelle de l'économie, on s'obstinait pourtant à lui accorder une valeur heuristique en ce qui concerne l'étude des connexions économiques. De ce point de vue, les mouvements de la conjoncture eux-mêmes pouvaient être conçus comme une démonstration de propensions à l'équilibre avérées dans les faits, les déviations d'une situation d'équilibre prise comme norme ramenant toujours en définitive à ce même équilibre. Ces déviations, de quelque manière qu'elles fussent déterminées, se trouvaient derechef gommées par le mécanisme de l'équilibre propre au système. La primauté de la théorie de l'équilibre sur toutes les théories économiques était donc indéniable.

Certains économistes bourgeois allèrent jusqu'à contester l'existence du cycle industriel en général.

Par exemple, Irving Fisher ³² ne voyait pas la moindre raison de parler d'un cycle industriel, puisqu'il s'agissait seulement d'enregistrer l'activité économique située de part et d'autre de la moyenne. On ne pouvait, selon lui, soutenir l'hypothèse selon laquelle ces phénomènes étaient sujets à une périodicité définie permettant d'aboutir à des prévisions économiques, aussi longtemps que l'économie serait déterminée par des rapports de prix en mutation constante. Il valait mieux, selon lui, approfondir le fonctionnement d'une économie ignorant des déviations cycliques, pour être en mesure de connaître la nature de ces perturbations et, si possible, d'y remédier. On assista finalement à une division du travail au sein de la science économique : les théoriciens « purs » maintinrent la conception de l'équilibre et les économistes plus orientés vers l'empirisme reçurent en partage le champ de l'étude de conjoncture.

Outre qu'il n'existe pas d'analyse des faits sans parti pris, il est frappant de constater, comme le fit W.C. Mitchell ³³ à partir de sa propre expérience, qu'un même matériau empirique peut être interprété et utilisé différemment par deux observateurs. Par conséquent, il faut considérer avec scepticisme toutes les compilations statistiques ; nécessité fréquemment perdue de vue d'ailleurs car, du simple fait d'avoir été publiés, chiffres et graphiques acquièrent une autorité qu'ils n'ont nullement en réalité. Oskar Morgenstern, lui aussi, a montré ³⁴ que la collecte des données statistiques concernant l'ampleur, les interactions et la filiation historique des cycles industriels restait entachée d'incertitude, encore que ce défaut passe le plus souvent inaperçu. Les données retenues ne sont pas exemptes d'erreur et les déductions qu'on en tire demeurent sujettes à caution. Malgré les déficiences avouées des techniques statistiques et l'évaluation hétérogène des données, les résultats obtenus de la sorte révélaient pourtant que le développement capitaliste est soumis au cycle. Mais cela ne faisait que confirmer un fait par ailleurs patent, sous un angle plus qualitatif que quantitatif, il est vrai. Les crises de 1815, 1825, 1836, 1847, 1857 et 1866 laissaient supposer l'existence d'un cycle décennal, sans qu'on puisse pour autant établir la raison de ce rythme particulier au cycle industriel. Les crises ultérieures ainsi que les données tirées des crises passées amenaient à conclure à une régularité moins marquée des crises périodiques et aussi à des effets différenciés selon les pays. Toutefois, il apparaissait clairement qu'avec le temps les phénomènes de type crise allaient s'internationalisant et s'uniformisant toujours davantage. En se servant avec plus de précision de l'analyse de séries statistiques, on fit ressortir, d'une part, des mouvements conjoncturels moins amples à l'inté-

rieur des deux phases du cycle industriel et, d'autre part, ce que l'on appela des « cycles longs », incluant des mouvements cycliques plus courts. Ainsi, les fluctuations de la conjoncture furent mises en liaison avec une tendance qui leur était sous-jacente : le « cycle long », ou « tendance séculaire », lequel, selon les évaluations, était estimé soit à vingt-cinq soit à cinquante ans.

Dans tous ces cas, il s'agissait de diverses applications et interprétations des séries statistiques qui, ne se référant qu'à elles-mêmes, pouvaient seulement conduire à des formulations vraisemblables et provisoires. Mais la théorie des « cycles longs » a gardé jusqu'à nos jours son pouvoir de fascination ³⁵ : d'un côté, elle permettait à la bourgeoisie d'enterrer l'irréfutable loi marxienne des crises sous un mystérieux et sensationnel mouvement cyclique de la vie économique ; de l'autre, elle donnait à ses critiques la possibilité de montrer que les crises restaient inévitables, même si leur périodicité avait varié. Mais on ne pouvait pas trouver, à partir des constatations statistiques, d'explication aux « cycles longs », tout comme on manquait d'hypothèses capables d'en donner une interprétation.

Des représentations aussi confusionnistes des divers types de conjonctures ne permettaient ni de dresser un pronostic à court terme ni de définir une politique à long terme, puisque chaque cycle industriel, possédant un caractère particulier, exigeait des mesures au coup par coup et donc aux effets pareillement imprévisibles. Une politique conjoncturelle au sens large est impossible en pratique, ne serait-ce qu'à cause des intérêts privés qui régissent la société ; ce qui n'empêcha pas d'essayer, à grand renfort de « clignotants », de rendre compréhensible à l'opinion publique la marche générale des affaires, dans l'espoir que l'économie en serait favorablement influencée. Toutefois, devant leurs résultats décevants, on mit bientôt fin à ces tentatives. L'étude de conjoncture demeura donc un moment de l'histoire économique et les espérances qu'on mettait en elle pour infléchir l'économie se dissipèrent au cours de son propre développement.

Les diverses théories des crises capitalistes avaient été élaborées sans se soucier de l'étude de conjoncture, et visaient à conforter, grâce à leurs résultats, des opinions préconçues. Elles postulaient un équilibre hypothétique dans le seul but de montrer comment la réalité lui porte atteinte. Dès lors l'expansion de l'économie ne pouvait s'effectuer sans crise qu'en se poursuivant de façon synchrone, ce qui ne saurait être le cas. D'après ces théories, le mécanisme régulateur n'avait pas d'effet immédiat, mais ne se faisait sentir qu'au moment où les diverses déviations par rapport à la proportionnalité indispensable se heurtaient à des barrières infranchissables. On ne pouvait savoir d'avance quelle serait la demande de marchandises pour faire en sorte de l'adapter à la production et à son volume. Aussi la production dépassait-elle la demande et aboutissait finalement à une baisse des profits, celle-ci conduisant alors à l'arrêt de l'expansion et à l'ouverture de la crise. Ce processus était encore accentué par le système du crédit, car de faibles taux d'escompte incitent à de nouveaux investissements, qui influent alors sur toute l'économie, jusqu'à ce que l'extension du crédit se heurte aux limites des réserves bancaires, trouvant ici sa fin. La hausse des taux d'escompte qui s'ensuit conduisait à la déflation, qui touche pareillement toute l'économie et débouche sur une période de dépression. On attribuait le fléchissement de la demande par rapport à la production et à l'accumulation du capital, soit à des causes subjectives, la baisse d'utilité marginale des biens de consommation produits en quantité croissante, soit à des causes objectives, les restrictions imposées par le système salarial à la population laborieuse.

Face à cela, les partisans de la « théorie pure », faisant de l'équilibre non seulement leur point de départ mais leur préoccupation constante, pouvaient affirmer que les situations de crise, loin d'être imputables au système, étaient dues au fait que les fonctions régulatrices de ce dernier étaient arbitrairement négligées ou entravées. On s'en tenait à la validité absolue de la loi des débouchés de J.-B. Say et, par suite, on trouvait tout naturel

qu'en consommant plus, on investisse moins et qu'en investissant davantage, on puisse abaisser la consommation, En tout cas, l'équilibre entre production et consommation restait intact. Certes, disait-on, l'erreur est humaine et risque de provoquer des investissements mal orientés, mais leurs effets disparaissent d'eux-mêmes après adaptation à la situation changée du marché. Il ne servait à rien de se creuser la tête au sujet des crises, puisque le mécanisme des prix était également en mesure de parer aux distorsions de l'économie. Le fait que tel ou tel moment du cycle fût très fortement affecté par ces distorsions dépendait moins du système que des traits de la psychologie humaine. Quoiqu'une modification des données objectives déclenche un mouvement cyclique, la question reste posée : « Pourquoi ce mouvement n'est-il d'abord exagéré que pour se renverser ensuite ? Pourquoi entraîne-t-il une mauvaise répartition dans le temps du volume de la consommation et de la production, et non pas un changement unique et durable ? Seule une théorie psychologique peut répondre sans difficulté à cette question ³⁶. »

Le cours de l'économie n'est dynamique qu'à condition « de ne renfermer, même au niveau d'abstraction théorique le plus élevé, et pas seulement dans la réalité - aucune tendance à la création d'un équilibre stationnaire³⁷ ». En adaptant théoriquement le point de vue statique, qu'on accepte ou qu'on rejette la loi des crises, on s'interdisait d'emblée, dans un cas comme dans l'autre, toute compréhension réelle de la dynamique du système capitaliste. Dans ces conditions, les théories statiques se trouvaient nécessairement en contradiction constante avec la réalité, malgré tous les efforts pour y échapper. Faute d'arriver à saisir le développement du capitalisme à l'aide des méthodes des doctrines classiques et néo-classiques, on en vint même dans le camp bourgeois à critiquer sévèrement ces théories et à tenter d'approcher par des voies nouvelles ces lois de développement.

D'après Smith et Ricardo, l'économie se fondait en dernière analyse sur la nature humaine et, plus particulièrement, sur la faculté d'échanger qui distinguait l'homme de l'animal. La division du travail, les classes, le marché et l'accumulation du capital étaient tenus pour des phénomènes naturels auxquels on ne pouvait rien changer, et qui d'ailleurs n'en avaient pas besoin. L'économie politique qui se constituait en Angleterre se rattachait du reste aux idées des physiocrates français, autrement dit en supposant que la bonne marche de l'économie était dans la nature des choses, que tout irait pour le mieux à condition de ne point troubler cet ordre naturel. Le thème du laisser-faire, cher aux physiocrates, se transforma avec la théorie classique en élément moral. Même si ce principe moral, en partie déjà chez Ricardo et toujours davantage après lui, se trouva remplacé par des conceptions empruntées à Malthus et Darwin, le mode de production capitaliste continua longtemps encore de passer pour un ordre inscrit dans la nature des choses.

Avec le darwinisme social, la bourgeoisie se révéla à son plus haut niveau de conscience de soi. Elle pouvait désormais se passer d'entretenir des illusions quant au caractère de la société. La lutte des classes se confondait avec la lutte générale pour l'existence, à laquelle tout progrès était censé être lié. Chaque individu se trouvait en concurrence avec d'autres et cet antagonisme n'avait rien à voir avec les relations sociales particulières au capitalisme, mais devait être considéré comme une loi naturelle s'exerçant au sein de l'économie. Si un individu réussissait mieux qu'un autre, ce n'était pas à cause d'une inégalité de chances sociales, mais en raison de certaines aptitudes personnelles. Si l'on faisait abstraction des divisions de classes, à plus forte raison pouvait-on le faire des rapports de production dans lesquels elles se manifestent.

En tant que théorie de l'évolution, le darwinisme impliquait que la nature, la société et les hommes se transforment, phénomène très lent peut-être, mais néanmoins continu. Il fallait donc considérer également l'état social actuel comme transitoire, comme un processus qui ne

se laissait pas saisir au moyen de la statique de la théorie « pure » ou orthodoxe. En négligeant l'évolution et en considérant séparément les rapports sociaux d'un point de vue abstraitement économique, la théorie orthodoxe, disait Thorstein Veblen ³⁸, fondateur de l'institutionnalisme qui se constituait en Amérique, s'interdisait tout examen réel du contexte socio-économique. Les transformations de la société se manifestent, d'après Veblen, dans le changement de ses institutions ; il entend par là les habitudes culturelles de sentir et de penser qui déterminent l'art et la manière dont les hommes satisfont leurs besoins vitaux. L'évolution culturelle est un processus lent mais ininterrompu qui finit par induire, à force de petites modifications, de nouvelles habitudes et, par là même, d'autres rapports sociaux. De nos jours, soutenait Veblen, le développement généralisé autant que l'expérience acquise ont eu pour effet d'engendrer des habitudes ou institutions qui trouvent leur expression économique dans le processus de la production mécanisée et dans le système d'entreprise capitaliste. Quoique nées au même moment, ces institutions sont contradictoires ; l'une sert à produire des biens, l'autre à gagner de l'argent. Même si l'industrie constitue la base matérielle de la civilisation moderne, ce n'est pas elle, mais les capacités du businessman qui en déterminent le cours. De là toute l'absurdité de l'économie et ses crises.

La recherche du profit qui régit l'économie en détermine et l'essor et le déclin. Les profits proviennent de la différence entre les prix de revient et les prix du marché. Pourtant, la valeur d'une entreprise s'estime non d'après les profits qu'elle a faits en réalité, mais d'après ceux qu'on en attend à l'avenir. La valeur nominale et la valeur réelle du capital sont choses différentes, mais c'est la première qui vaut à l'entreprise des octrois de crédit. La concurrence contraint la productivité à s'élever, pousse les entreprises à s'étendre et donc à faire des emprunts qui affectent leur rentabilité future. Tant que ces emprunts suffisent et que dure la prospérité engendrée par l'expansion, l'élévation de la valeur-capital ne pose aucun problème. Dans le cas contraire, il y a divergence entre le gonflement des valeurs-capital et les profits réels ; et celle-ci induit un processus de liquidation et la dépression qui s'ensuit.

Les capacités de production et la production elle-même s'accroissent en même temps que les profits vont augmentant en chaîne et que le crédit s'élargit, jusqu'au jour où sa progression se heurte tant à ses limites propres qu'à celles de profits en voie de contraction. D'où une pénurie de capital de prêt et une hausse des taux d'escompte qui modifient l'ancien rapport entre les profits attendus et la capitalisation ainsi réalisée, et provoquent, de ce fait, une dévalorisation des valeurs-capital. A cela se combinent, et la chute de rentabilité dont l'origine est à rechercher dans la production elle-même (hausse des salaires, diminution de l'intensité du travail), et la désorganisation grandissante des entreprises, liée à la surchauffe.

Sans se distinguer des autres manières de décrire le déroulement du cycle industriel, celle-ci le ramenait pourtant à la contradiction entre production en général et production capitaliste. C'est uniquement au fait que l'accent est mis sur l'accroissement du capital plutôt que sur la satisfaction des besoins sociaux que seraient dues ces situations déplorable de la société et ces crises caractérisées par la surproduction et la sous-consommation. Contrairement à d'autres observateurs, Veblen voyait dans les crises, non pas des phénomènes régis par une loi d'équilibre, qui se borneraient à répercuter de provisoires déviations de la norme, mais bien l'état habituel de la société capitaliste parvenue à un certain degré de maturité. Les crises cycliques du passé se muaient en crise chronique du capitalisme avancé, que seule une transformation du système social permettrait d'éliminer.

Puisqu'il n'existe pas d'état stationnaire ni d'équilibre économique, on ne saurait, selon Veblen, attendre du système capitaliste qu'il continue à s'épanouir progressivement en dépit ou au moyen des fluctuations de la conjoncture. Le système en tant que tel ne recèle pas de mécanisme régulateur. La périodicité des crises dans la phase ascendante de la société fondée

sur la monnaie et le crédit n'avait rien à voir avec le système lui-même ; il fallait selon toute probabilité l'attribuer à des circonstances extérieures. Pour un temps, on était encore à même de réduire la distorsion existant entre la capitalisation et la rentabilité par des moyens extérieurs au système, tels que l'inflation monétaire ou l'augmentation de la production d'or et la dépréciation du métal jaune, provoquant ainsi des hausses de prix. Les crises survenant périodiquement étaient pour la plupart des crises commerciales, distinctes de la crise de la société industrielle. Avec le développement de l'industrie, on ne peut, même passagèrement, surmonter la contradiction entre les exigences du capital et les profits disponibles, d'où l'état de crise chronique.

Selon Veblen, il est dans la nature même de la production mécanisée et de l'augmentation constante et concomitante de la productivité que les prix diminuent et que les profits d'un capital donné s'amenuisent sous le fouet de la concurrence. Le maintien des profits au niveau voulu exige l'élargissement des capitaux particuliers. Ainsi naît une sorte de course entre l'expansion du capital et la tendance des profits à baisser, une course que cette dernière ne peut en définitive que remporter. La distorsion entre valeurs-capital et profits disponibles allant croissant, il est tenté d'y remédier avant tout par la monopolisation. D'où une reprise de la concurrence, mais entre monopoles cette fois. Dès lors, pour que les prix demeurent rentables, il faut développer à un point extraordinaire la consommation improductive, une production de gaspillage, appelée cependant à se heurter elle aussi à des barrières infranchissables. Le résultat final est un état qu'il faut qualifier de crise chronique. Aux yeux de Veblen, cette crise insurmontable était déjà en place et, partant, le seul moyen d'éviter une décadence généralisée était de miser sur le remplacement du système économique (en tant que système de la monnaie et du crédit) par un autre système de production.

Ce nouveau système serait le système de production actuel, mais débarrassé de ses perversions capitalistes. Veblen le voyait déjà s'annoncer dans la séparation toujours plus accusée de la propriété et du management, et l'idée en gestation selon laquelle la production industrielle peut aller de l'avant en se passant des institutions capitalistes parasites. Le sabotage croissant du développement industriel dû à la chute de la production de profit (tandis que simultanément la technique et la production mécanisée ne cessent de gagner du terrain) ne manquerait pas de faire voler en éclats les habitudes surannées pour en engendrer de nouvelles, mieux adaptées à la production industrielle et plus utiles à la poursuite du développement social.

En tant que branche de l'économie politique bourgeoise, l'institutionnalisme, en dépit de ses prises de position critiques, perdit beaucoup de la cohérence que l'on pouvait trouver dans les travaux de Veblen. Même si, en dernière analyse, Veblen ramène le déclin du capital uniquement à la diminution du profit résultant de l'exacerbation de la concurrence - à la manière d'Adam Smith -, il n'en reste pas moins que son aversion pour la civilisation capitaliste s'adresse à tous ses aspects. Par contre, la critique de ses successeurs résulta de la peur qu'ils éprouvaient devant la fin menaçant le capitalisme plus que des aspirations à de nouveaux rapports sociaux. Le comportement irresponsable des « hyènes du profit », tel était - à leur avis - le grand facteur de la décadence. « L'institutionnalisme est un appel à l'action, un S. O. S. lancé à un monde en train de sombrer ³⁹. » Il fallait intervenir dans la marche de l'économie en connaissance de cause si l'on voulait sortir de la misère qui se répandait. La théorie orthodoxe n'était d'aucun secours pour résoudre des problèmes et antagonismes sociaux de plus en plus aigus. L'institutionnalisme pensait y porter remède par une série de réformes destinées à obvier, par la planification, aux inconvénients du capitalisme de la concurrence.

Voilà qui devait valoir à l'institutionnalisme une audience aussi restreinte qu'intermittente ; on y vit une curiosité tout juste bonne, sous une forme aménagée, à justifier idéologiquement des interventions passagères de l'Etat dans les situations de crise. Il n'en

eut que plus d'efficacité au sein des divers mouvements réformistes et tout particulièrement de la Société fabienne en Angleterre⁴⁰. La doctrine orthodoxe continua de dominer le champ de l'économie politique tout en se ramifiant dans de multiples disciplines spécialisées - subordonnées à la « théorie pure » - qui permirent à une foule d'universitaires en voie de gonflement rapide de gagner gentiment leur vie. Que l'économie politique ait une fonction purement idéologique, on le vit bien aussi quand les écoles commerciales, axées sur la vie pratique des affaires, se mirent à foisonner sans se soucier d'économie théorique.

En sa qualité d'idéologie apologétique du système capitaliste, l'économie politique se trouva dans une position de moins en moins confortable à mesure qu'il devenait plus évident qu'elle n'avait aucun rapport avec la marche réelle de l'économie. Impuissante à se rapprocher de cette réalité sans renoncer à son être propre, elle prit la voie opposée d'une abstraction quintessenciée, pour éviter d'avoir à se colleter avec le réel. Désormais, elle délaissa l'économie à proprement parler pour se rabattre sur un principe rationnel censé concerner toutes les activités humaines et visant à plier de maigres moyens à des buts alternatifs afin d'en tirer le résultat optimal. Dans cette optique, l'économie politique concentre toute son attention « sur un aspect particulier du comportement, sur la forme qu'il prend sous l'influence de la rareté. Il suit de là par conséquent, que dans la mesure où il présente cet aspect, tout genre de comportement humain entre dans le cadre des généralisations économiques. Nous ne disons pas que la production des pommes de terre est une activité économique et que la production de la philosophie ne l'est pas. Nous disons plutôt que dans la mesure où l'une ou l'autre de ces sortes d'activité implique l'abandon des autres alternatives désirées, elle a un aspect économique. C'est là la seule limitation de l'objet de la science économique⁴¹ ». Cette façon d'étendre à toutes choses l'économie politique comme principe rationnel, c'était en même temps la réduire à un procédé analytique qui renonçait à dire quoi que ce soit de la configuration même de l'économie. C'était en outre une façon de laisser la crise en dehors du champ de l'économie politique, et il fallut le choc d'une crise mondiale de plusieurs années pour en finir avec ce dédain.

Notes

1. K. Marx, *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, Berlin, 1953, p. 639. (Par souci d'exactitude, nous traduisons directement sur l'édition allemande ; signalons pourtant qu'il existe une traduction de R. Dangeville aux éditions Anthropos [*Fondements de la critique de l'économie politique*, 2 vol., Paris, 1968 - cf. ici t. II, p. 281 - rééditée récemment dans la collection 10-18 en cinq volumes sous le titre *Grundrisse*] et qui a fait l'objet de quelques extraits dans l'édition de M. Rubel : « Principes d'une critique de l'économie politique » in K. Marx, *Œuvres, Economie*, t. II, Paris, 1968, p. 171-359 [N. d. T.])
2. K. Marx, *Le Capital*, Livre troisième. (Nous suivons, sauf avis contraire, la traduction de M. Rubel, *op. cit.*, t. II, ici p. 1042, note a [N. d. T.])
3. K. Marx, *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, p. 26 (cf. *Fondements*, I, p. 35).
4. *Ibid.*, p. 170 (cf. *Fondements*, I, p. 205 et éd. Rubel, II, p. 236). "
5. *Ibid.*, p. 644 (cf. *Fondements*, II, p. 287).
6. H. Gossen, *Entwicklungsgesetze des menschlichen Verkehrs und der daraus fliessenden Regeln für menschlichen Handeln*, Brunswick, 1854.
7. S. Jevons, *La Théorie de l'économie politique* (1871), trad. H.-E. Barrault et M. Alfassa, Paris, 1909.
8. K. Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, 1871.
9. F. von Wieser, *Ueber den Ursprung und die Hauptgesetze des wirtschaftlichen Wertes*, Vienne, 1884.
10. E. von Böhm-Bawerk, *Kapital und Kapitalzins*, Innsbruck, 1884-1889. (La première partie de cet ouvrage fut traduite en français sous le titre *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*, par J. Bernard, 2 vol., Paris, 1902, et la seconde sous celui de *Théorie positive du capital*, par C. Polack, Paris, 1929 [N. d. T.])
11. N. Senior, *An Outline of the Science of Political Economy*, Londres, 1836.
12. A. Marshall, *Principes d'économie politique* (1890), trad. F. Sauvaire-Jourdan, 2 vol., Paris, 1906-1909.
13. L. Walras, *Eléments d'économie politique pure, ou Théorie de la richesse sociale*, Lausanne, 1874.
14. J. B. Clark, *The Distribution of Wealth*, Boston, 1886.
15. Voir ci-dessus, note 10.
16. Marx s'était vraisemblablement familiarisé avec les idées énoncées par la doctrine de la valeur subjective : c'est ce qui ressort des études qu'il fit sur l'économiste anglais W. F. Lloyd, auxquelles faisait allusion W. Pieper dans un post-scriptum à une lettre de Marx à Engels (in Marx-Engels, *Correspondance*, t. II, Paris, 1971, p. 120). Quoique Lloyd, plus encore que Gossen en Allemagne et Jules Dupuit en France, soit tombé dans l'oubli, il faut le compter parmi l'un des premiers représentants de la théorie de la valeur subjective. (W. F. Lloyd, *A Lecture on the Notion of Value as Distinguishable not only from Utility, but also from Value in Exchange*, Londres, 1834. En outre, Marx s'est occupé de très près, dans *Le Capital* aussi bien que dans les *Théories de la plus-value*, de la théorie de la valeur subjective de S. Bailey (*A Critical Dissertation on the Nature, Measures, and Causes of Value; chiefly in reference to the writings of Mr. Ricardo and his followers*, Londres, 1825. De même, en ce qui concerne la théorie de la valeur d'usage, dans les « Notes critiques sur le *Traité d'économie politique* d'Adolf Wagner » (dont des extraits figurent dans l'édition Rubel, t. II, p. 1532-1551 [N. d. T.]).
17. Le 5 janvier 1888, Engels écrivait à N. F. Danielson : « La théorie à la mode en ce moment est celle de Stanley Jevons, selon laquelle la valeur est déterminée par *l'utilité*,

autrement dit, valeur d'échange = valeur d'usage, et, d'autre part par les limites de l'offre (c'est-à-dire les coûts de production) ce qui est tout bonnement une façon confuse et détournée de dire que la valeur est déterminée par l'offre et la demande. » (Cf. Marx-Engels, *Lettres sur le Capital*, Paris, 1964, p. 356).

18. Préface d'Engels (1894) au Livre troisième du *Capital*, t. I, Paris, 1957, p. 15.

19. J. Schumpeter, *Das Wesen und der Hauptinhalt der theoretischen Nationalökonomie*, Leipzig, 1908.

20. G. Cassel, *Théorie d'économie politique* (1918), trad. H. Laufenberger et G. de Persan, Paris, 1929.

21. L. von Mises, *Nationalökonomie, Theorie des Handels und Wirtschaftens*, Genève, 1940.

22. J. Robinson, *Philosophie économique* (1962), trad. B. Stora, Paris, 1967, p. 111.

23. F. Machlup, "Marginal Analysis and Empirical Research". *The American Economic Review*, sept. 1946 (trad. A. Berthoud, in F. Machlup, *Essais de sémantique économique*, Paris, 1971, p. 193 et 207 [N. d. T.]).

24. H. Grossmann, *Marx, l'Economie politique classique et le Problème de la dynamique*, trad. Ch. Goldblum, Paris, 1975, p. 113.

25. J. H. Say, *Traité d'économie politique*, Paris, 1803.

26. J. Simonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, Paris, 1819.

27. J. Hobson, *The Industrial System*, Londres, 1909 ; *Imperialism*, Londres, 1902.

28. R. Luxemburg, *Gesammelte Werke*, t. I/I, Berlin, 1970, p. 731. (« Zurück auf Adam Smith ! », article publié en 1900 dans la revue *Neue Zeit* IN. d. T.])

29. J. Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique* (1912), trad. J.-J. Anstett, Paris, 1935.

30. E. Wagemann, in *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1937, 3, p. 243.

31. C. Juglar, *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis*, Paris, 1889 ; Th. Veblen, *The Theory of Business Enterprise*, New York, 1904 ; O. Karmin, *Vier Thesen zur Lehre von der Wirtschaftskrise*, Heidelberg, 1905 ; J. Lescuré, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Bordeaux, 1906 ; M. Bouniatan, *Studien zur Theorie und Geschichte der Wirtschaftskrisen*, Munich, 1908 ; W. C. Mitchell, *Business Cycles*, Berkeley, 1913 ; R. Hawtrey, *Good and Bad Trade : An Inquiry into the Causes of Trade Fluctuations*, Londres, 1913 ; W. Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, Munich, 1921-1928 ; E. Vogel, *Die Theorie des volkswirtschaftlichen Entwicklungsprozesses und das Krisenproblem*, Vienne-Leipzig, 1917 ; A. Aftalion, *Les crises périodiques de surproduction*, Paris, 1913 ; P. Mombert, *Einführung in das Studium der Konjunktur*, Leipzig, 1921 ; R. Liefmann, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Stuttgart, 1917-1919 ; J. Hobson, *The Economics of Unemployment*, Londres, 1922 ; S. Kuznets, *Cyclical Fluctuations*, New York, 1926 ; A. Spiethoff, art. « Krisen » in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Iéna, 1921-1928 ; R. Löwe, in *Die Wirtschaftswissenschaft nach dem Kriege. Festgabe für Lujo Brentano*, t. II, Munich, 1925 ; G. Cassel, *op. cit.*

32. I. Fisher, "Our Unstable Dollar and the so-called Business Cycle », *Journal of the American Statistical Association*, XX, 1924, p. 192.

33. W. Mitchell, *Business Cycles : The Problem and its Setting*, New York, 1927, p. 364.

34. O. Morgenstern, *Précision et Incertitude des données économiques* (1963), trad. F. Rostand, Paris, 1972, p. 54.

35. Parvus (*Die Handelskrisis und die Gewerkschaften*, Munich 1901) fut l'un des premiers à attirer l'attention sur ces phases d'expansion et de contraction plus longues que le cycle de sept à dix ans. L'économiste hollandais J. van Gelderen (*De Nieuwe Tijd*, 1913) fait état d'un cycle de soixante ans. De Wolff („Prosperitäts - und Depressionsperioden“ in *Der lebendige Marxismus*, Iéna, 1924) devait se rallier à sa thèse et à celle de Parvus. La théorie des « cycles longs », d'une durée de cinquante ans, émise par l'économiste russe Kondratieff (in *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, LVI, 3, 1926) a suscité un intérêt marqué.

E. Mandel (*Der Spätkapitalismus*, Francfort, 1972) en a tiré une mouture particulière, pour décrire l'économie contemporaine. Enfin, J. B. Shuman et D. Rosenau (*The Kondratief f Wave*, New York, 1972) appuient sur les « cycles longs » de Kondratieff leur pronostic du développement de l'économie américaine jusqu'en 1984.

36. L. A. Hahn, *Economie politique et Sens commun* (1955), trad. franç., Paris, 1957, p. 220.

37. A. Löwe, *op. cit.*, p. 359.

38. Th. Veblen, *op. cit.*

39. J. A. Estey, "Orthodox Economic Theory : A Defense", *The Journal of Political Economy*, déc. 1936, p. 798.

40. S. et B. Webb, *The Decay of Capitalist Civilisation*, Londres, 1923.

41. L. Robbins, *Essai sur la nature et la signification de la science économique* (1945), trad. I. Krestovsky, Paris, 1947, p. 30.

II. La théorie des crises chez Marx

C'était pour Marx une évidence que l'économie politique bourgeoise se trouvait en pleine stagnation quant à son contenu. « La période où la lutte des classes, disait-il, n'est pas encore développée est aussi la période classique de l'économie politique. Son dernier grand représentant, Ricardo, est le premier économiste qui fasse délibérément de l'antagonisme des intérêts de classe, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches. Cet antagonisme, en effet inséparable de l'existence même des classes dont la société bourgeoise se compose, il le formule naïvement comme la loi naturelle, immuable, de la société humaine. [...] En France et en Angleterre, la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique. Dès lors, dans la théorie comme dans la pratique, la lutte des classes revêt des formes de plus en plus accusées, de plus en plus menaçantes. Elle sonne le glas de l'économie bourgeoise scientifique. Désormais, il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bien ou mal sonnante, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique ¹. »

Marx a fait reposer la critique de l'économie politique sur sa théorie propre de la valeur et de la plus-value. La dialectique sociale, voilà ce qui distingue cette théorie d'avec l'économie classique. La dialectique sociale, « parce que dans la conception positive des choses existantes, elle inclut du même coup l'intelligence de leur négation fatale, de leur destruction nécessaire, parce que, saisissant le mouvement même dont toute forme faite n'est qu'une configuration transitoire, rien ne saurait lui en imposer ; parce qu'elle est essentiellement critique et révolutionnaire ² ». Certes, convenait Marx juste avant ces remarques, « le procédé d'exposition doit se distinguer formellement du procédé d'investigation. A l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction à priori ³ ».

On s'aperçoit en examinant son œuvre que Marx n'a pas cessé, au cours de sa vie, de s'affranchir toujours davantage d'une interprétation philosophique du développement social qu'il avait primitivement conçue. C'est pourquoi il n'est pas justifié de considérer comme fondamentale la méthode dialectique formelle pour comprendre la réalité capitaliste, ni d'admettre avec Lénine qu'une véritable compréhension du Capital de Marx présuppose celle de la *Logique de Hegel* ⁴. Si la philosophie était pour Hegel l'appréhension du temps par la pensée, la dialectique était pour Marx l'expression du développement actuel du capitalisme, qui ne pouvait trouver dans la philosophie bourgeoise qu'une traduction idéologique déformée. Selon Marx, ce n'est pas la philosophie hégélienne qui permet de prendre une connaissance exacte du monde capitaliste, mais au contraire la compréhension du capitalisme qui permet de saisir le « noyau rationnel » de la philosophie hégélienne.

La philosophie hégélienne constituait assurément le point de départ de Marx, mais elle fut rapidement reléguée dans l'ombre par l'approfondissement des rapports capitalistes concrets dont la dialectique idéaliste ne faisait que procéder. « Ce qui semblait n'être que l'objet de la philosophie devint l'objet de l'économie politique ; ce qui paraissait au niveau de l'analyse conceptuelle n'être qu'un fantôme devait nécessairement s'affirmer comme réel dans l'existence extérieure telle qu'elle se manifeste ⁵. » Indépendantes de la logique hégélienne, sinon

en fait, du moins dans leur principe, les analyses historiques et économiques de Marx révélèrent la nature dialectique du développement capitaliste. Si l'on rencontre la dialectique dans *Le Capital*, c'est justement parce qu'elle est la loi du mouvement de la société capitaliste, seule loi légitimant la méthode dialectique en tant que méthode de découverte de la vérité.

Lorsque le processus de production et de développement du féodalisme européen, relativement statique, se trouva mû par la dynamique inhérente aux rapports de production capitalistes, à savoir l'unité de l'antagonisme Capital-Travail; il se changea en un processus de transformations sociales d'une rapidité et d'une impétuosité inconnues jusqu'alors, aux répercussions mondiales. Il engendra les théories de l'économie politique, la révolution bourgeoise et ses reflets dans la philosophie. Tout développement qui bouleverse la société se fonde sur la constitution de nouvelles forces productives qui demandent, pour être utilisées et se déployer complètement, des rapports de production correspondants. Inversement, la constitution de nouveaux rapports de production engendre des forces productives nouvelles qui agissent d'elles-mêmes sur les rapports de production existants. Tout ce qui entrave ces forces productives, et reste lié aux anciens rapports de production aboutit, en raison de l'antagonisme des classes, à des luttes politiques qui assurent le passage d'un ordre social à un autre. Le processus de développement est donc en même temps un processus révolutionnaire et il embrasse, plus ou moins, tous les aspects de l'existence sociale des hommes.

Le mode de production capitaliste, issu de la production marchande se développant sur la base de la propriété privée, présupposait la séparation historique des producteurs d'avec les moyens de production. La force de travail devint une marchandise, le fondement même de l'économie de marché. La production capitaliste est une production sociale dans la seule mesure où les marchandises sont produites, non pas en vue d'un usage personnel, mais pour être vendues à d'autres consommateurs. Cette production sociale vise en même temps à, satisfaire aux impératifs de profit auxquels sont assujettis les détenteurs de capital privé. La division sociale du travail signifie donc également une séparation en classes. La production sociale n'est au service de la société que dans la mesure où elle peut servir les capitalistes ; c'est une production sociale soumise à des intérêts privés. C'est pourquoi elle ne peut pas être une production sociale directe mais seulement indirecte, et encore, uniquement dans le cas fortuit où les besoins du capital coïncident avec les besoins sociaux.

Le caractère social de la production capitaliste ainsi conçu s'exprime dans les relations de marché. La production individuelle doit s'adapter aux conditions sociales propres au capitalisme. Au sein de l'économie bourgeoise, les mécanismes du marché font office de régulateur des rapports nécessaires entre production et consommation et de la répartition proportionnelle du travail social qui les sous-tend. Cette conception ignore la bipartition de la production de marchandises et de la production de profits, puisque cette dernière se réalise au moyen de la production de marchandises et se trouve donc d'emblée incluse dans ses lois. Que la production de marchandises présuppose celle de profits et qu'il n'y ait que celle-ci qui détermine les rapports de prix et de marché (et c'est pourtant le cas effectivement, eu égard à la nature marchande de la force de travail) ne change rien à l'affaire. L'harmonie entre l'offre et la demande, chère à l'économie politique bourgeoise, rend du même coup impossible la moindre compréhension tant des rapports de marché réels que de la dynamique du capital qu'ils médiatisent et qui découle de l'impératif du profit.

Les limites de l'économie bourgeoise forment le point de départ de la critique marxienne. Les rapports économiques sont à ses yeux des rapports de classe qui revêtent, dans les conditions de la production capitaliste, l'aspect de rapports économiques. Valeur et prix sont des catégories également fétichistes, eu égard aux rapports de classes concrets qui les

sous-tendent. Alors que la théorie classique de la valeur parlait de valeur d'échange et de valeur d'usage, Marx se demanda comment on en était arrivé au concept de valeur en général, pour constater que le processus social de travail, dans les conditions des rapports de propriété capitalistes, doit nécessairement se présenter comme un rapport de valeur. Les rapports d'exploitation revêtant en l'occurrence la forme de rapports d'échange, il faut que la division de la production sociale en travail- et sur-travail prenne le caractère de rapports de valeur, l'aspect de valeur et de plus-value. Si la société n'était pas une société de classes reposant sur l'échange, il n'y aurait pas d'échange entre les maîtres des conditions de production et les travailleurs privés de propriété, et les rapports sociaux de production ne seraient pas des rapports de valeur.

Les difficultés que connurent les Classiques à propos de la théorie de la valeur venaient de ce que, tout en considérant que les marchandises réalisaient l'unité de la valeur d'échange et de la valeur d'usage, ils ne reconnurent pas ce double caractère à la marchandise force de travail. Cela fut réservé à Marx, et lui permit de saisir les rapports d'échange effectifs sans toucher à la loi de la valeur. L'échange de marchandises sur la base d'équivalents-temps de travail ne peut rapporter le moindre profit. C'est le double caractère de la marchandise force de travail qui crée cette possibilité. Dès lors que l'acheteur de la force de travail la paye à sa valeur d'échange conformément à la loi de la valeur, il en acquiert également la valeur d'usage, capable de produire davantage que sa valeur d'échange propre. Autant dire que les rapports de prix du marché ne pouvaient être saisis qu'à travers le rapport de valeur qui, en tant que rapport de production, lui servait de base.

La loi de la valeur impliquait, non l'échange d'équivalents-temps de travail, mais bien l'appropriation capitaliste du surtravail non payé. En effet, les détenteurs du capital n'échangent pas entre eux des équivalents-temps de travail. La loi de la valeur ne régit l'économie capitaliste que dans la mesure où les forces productives sociales imposent en permanence des limites déterminées à la production de plus-value et où la répartition de cette plus-value doit être plus ou moins adaptée aux impératifs sociaux pour garantir l'existence et le développement du capital. Par là même, les relations d'échange, loin de se présenter comme des relations de valeur déterminées par le temps de travail, ne peuvent au contraire apparaître que comme des relations de prix qui en dévient, sans pour autant empêcher la production capitaliste d'être déterminée par la loi de la valeur.

C'est cette déviation du prix par rapport à la valeur qui interdisait à la théorie classique de la valeur, essentiellement axée sur la distribution, de pouvoir saisir de façon cohérente la valeur-travail. Si l'on devait s'en tenir à la loi de la valeur, il aurait fallu faire la preuve que les rapports de prix réels, bien que différents des rapports de valeur, étaient néanmoins déterminés par eux. Même si cela n'était pas visible dans les prix de marché, on pouvait le déduire du changement qui affecte les prix de production, composés des prix de revient et du taux de profit moyen. Dans l'esprit du capitaliste, aussi bien que dans la réalité du marché, il n'y a que des prix marchands. Pour l'entrepreneur individuel, la production elle-même se présente comme un problème d'achat et de vente. Il fait l'acquisition de moyens de production, de matières premières et de force de travail pour produire des marchandises : en atteignant sur le marché un prix qui lui rapporte un profit, ces marchandises permettent à l'entrepreneur de vivre, de récupérer le capital investi et même de l'accroître. Ce ne sont pas la valeur et la plus-value qui ont un sens à ses yeux, mais seulement les coûts de production exprimés en prix et les gains obtenus. Cette indifférence partagée par tous les capitalistes ne change cependant rien au fait que les coûts de production, comme les profits, ne sont que d'autres expressions pour des quantités déterminées de temps de travail contenues dans les marchandises.

La totalité du temps de travail employé dans la société fournit un produit social global qui se répartit en salaire et profit. Plus il échoit de produit social global aux capitalistes, moins il peut en échoir aux travailleurs et inversement. Mais, dans la réalité, ni la production sociale ni la force de travail globale et le capital total ne sont des grandeurs directement données, dont on puisse établir les rapports réciproques. Le capital se divise en de nombreux capitaux distincts qui s'opposent non pas à l'ensemble de la classe ouvrière, mais à des groupes plus ou moins importants de travailleurs. Les façons dont ils peuvent être exploités sont aussi diverses que les capitaux eux-mêmes. Les structures (ou « composition organique ») des capitaux particuliers diffèrent selon les industries dans lesquelles ils trouvent un emploi, c'est-à-dire que la composition des capitaux par rapport à la masse des moyens de production (ou capital constant) et des forces de travail employées (ou capital variable) prend des formes différentes. Etant donné que, d'après la théorie de la valeur-travail, seul le travail vivant utilisé produit de la plus-value, mais que le profit se rapporte pourtant au capital total (c'est-à-dire aux capitaux constant et variable pris ensemble), les profits devraient être moindres dans des industries où le capital constant est relativement plus grand que le capital variable que dans celles où ce rapport est inversé. Néanmoins, il n'en est généralement rien et cela pour la bonne raison que la concurrence des capitalistes entre eux et celle des acheteurs, tant avec ceux-ci qu'entre eux, amènent tout naturellement les profits réels à se convertir en profit social moyen, lequel, répercuté sur les coûts de production, fait participer chaque capital en proportion de son volume à la plus-value sociale globale.

Si le taux de profit moyen trouve son explication dans la concurrence, la concurrence elle-même n'explique pas la grandeur de ce taux. Cette dernière dépend de la masse -- inconnue mais, par contre, définitive - du profit allant au capital social total. Et puisque la valeur globale des marchandises conditionne la plus-value globale mais que celle-ci conditionne le niveau du profit moyen et donc le taux de profit général, la loi de la valeur règle les prix de production. Alors que la création de plus-value pas le biais du surtravail s'effectue au niveau de la production; la réalisation des profits a lieu sur le marché. C'est l'aspect valeur d'usage de la production, régie par l'accumulation du capital et réalisée sur le marché, qui détermine le rapport de l'offre et de la demande et les relations de prix subséquentes, et, par suite, la répartition de la plus-value sociale globale entre les divers capitaux. Que la demande d'une marchandise déterminée s'accroisse, et la production en augmente ; qu'elle baisse, au contraire et la production en diminue. C'est ainsi que le capital déserte les industries relativement stagnantes pour se placer dans celles qui progressent rapidement. Les changements qui en résultent dans la composition organique de capitaux particuliers n'affectent en rien leur rentabilité. Au contraire, elle entraîne des profits plus élevés que ceux qui reviennent à des capitaux moins productifs. Néanmoins, le surprofit réalisé au-dessus du profit moyen, sur la base d'un niveau de prix donnés, finit par disparaître en raison du flux du capital qui va des industries à maigre profit aux industries à gros profit. La chasse incessante au sur-profit caractérise la concurrence capitaliste et conduit par ce biais à une composition organique supérieure du capital social total.

Pour comprendre les changements survenant dans les rapports de valeur et donc dans les prix, il faut partir du processus d'accumulation. Le niveau général des prix se modifie sous l'impact de l'accumulation capitaliste et des gains de productivité qu'elle engendre. La baisse générale des prix marchands devient évidente quand on compare entre elles périodes antérieures et périodes postérieures de production. Chaque marchandise prise isolément contient moins de temps de travail qu'auparavant. La diminution de valeur de chaque marchandise est compensée de très loin par l'augmentation du volume des marchandises, de sorte que la rentabilité du capital se maintient malgré la chute des prix. Ainsi, la courbe des prix est déterminée par les gains de productivité et, de ce fait, par la loi de la

valeur. On pouvait donc se passer de théorie particulière des prix pour analyser l'expansion capitaliste, puisque l'évolution de ces derniers est déjà incluse dans l'analyse en termes valeur.

Les déterminations-valeur des diverses marchandises et des divers profits, tout comme le partage du produit social en salaire et en profit, se trouvent gommées dans les relations de prix mises en place par la concurrence. Mais de quelque manière que la répartition ait lieu, une chose est certaine : sont à répartir des quantités de marchandises exigeant un temps de travail déterminé, et dont la division s'opère pour la première fois au niveau de la production de valeur et de plus-value. La répartition réelle qui s'exprime sous forme de prix a pour préalable ce premier partage. Ces fondements voilés par le marché sont une réalité comparable à celle de l'univers des prix et des marchandises tel qu'il est immédiatement donné. Au regard de ces derniers, ils apparaissent comme une abstraction simplifiant les mécanismes compliqués du marché, tandis que du point de vue des rapports de production fondamentaux, l'univers des marchandises ne représente qu'une modification à facettes multiples de ces rapports. On peut comprendre ces rapports de production fondamentaux sans se référer au marché, mais non le marché sans se référer aux rapports de production. C'est pourquoi ces derniers doivent servir de base à toute analyse scientifique du capital, étant seuls en mesure de révéler les possibilités et les limites des phénomènes du marché.

La théorie de la valeur liée au temps de travail est abstraite par rapport au marché et concrète du point de vue des rapports de production. Elle n'est une construction de l'esprit que dans la mesure où les valeurs n'ont pas de relation directe avec le marché, si bien que les rapports de valeur qui se cachent derrière les prix ne se laissent saisir que par la pensée. Bien entendu, la théorie pure du marché est elle aussi une abstraction, du fait qu'elle néglige les rapports de production capitalistes. C'est ce qui l'empêche d'avoir une vision nette de la totalité des situations réelles et, par là, de comprendre les phénomènes mêmes du marché. Par contre, l'analyse-valeur permet de passer de l'abstrait au concret, car elle est capable de montrer les liens qui unissent les rapports de marché aux rapports de production existants ; elle est la seule à rendre intelligible le processus d'ensemble de l'économie capitaliste. :

La bipartition de la production, à la fois production de marchandises et production de profit, exclut qu'elle puisse être adaptée aux besoins sociaux réels, comme est exclu tout équilibre de l'offre et de la demande au sens d'un équilibre entre la production et la consommation. Selon Marx, « le facteur qui règle la demande en son principe dépend. essentiellement des rapports entre les différentes classes et de leur position respective dans l'économie ; donc, surtout 1^o du rapport de la plus-value totale au salaire ; et 2^o du rapport entre les diverses fractions qui composent la plus-value (profit, intérêt, rente foncière, impôts, etc.). Une fois de plus, on voit donc qu'on ne peut absolument rien expliquer par le rapport entre l'offre et la demande avant d'avoir mis en lumière la base sur laquelle ce rapport fonctionne ⁶ ». Néanmoins, la base (ou les rapports de production), sous le coup du durcissement de l'exploitation auquel pousse la concurrence capitaliste, se trouve dans un état de changement perpétuel qui s'exprime par l'instabilité des rapports de marché. Du même coup, le marché se trouve en état de déséquilibre permanent, bien que ce dernier puisse être plus ou moins marqué, donnant ainsi l'illusion, en se rapprochant d'un état d'équilibre, qu'il existe des tendances - dans ce sens. Les lois du mouvement capitaliste excluent toute espèce d'équilibre, même lorsque la production de profit et la production de marchandises se développent uniformément, car ce développement même exacerbe une contradiction qui lui est immanente, laquelle ne peut être levée que grâce à une reprise de la croissance.

Le marché et la production forment bien évidemment un tout et ne peuvent être séparés que par la pensée. Toutefois, les rapports de marché sont déterminés par les rapports de production. Le prix de la force de travail ne peut pas tomber en général au-dessous de sa

valeur, c'est-à-dire de son coût de reproduction. Il ne peut jamais atteindre le seuil à partir duquel la plus-value disparaît, ce qui aboutirait à liquider le système. Quoiqu'il se passe sur le marché, ce sont les rapports de production qui en déterminent les effets ; et -le mouvement propre du marché, tel qu'il apparaît en : surface, se déroule selon les voies prescrites par ces rapports. Les rapports de prix effectifs ont beau dévier des relations de valeur qui les sous-tendent, le total des marchandises exprimé en valeur ne peut renfermer plus de valeur qu'il n'en a été dépensé en temps de travail pour fabriquer celles-ci. Il arrive sans doute que la somme des prix de marché tombe au-dessous de la valeur globale, puisque l'équivalence de la valeur et du prix n'est donnée qu'à condition de supposer une réalisation complète de la quantité de marchandises produites. En d'autres termes, il peut se faire que la valeur et la plus-value produites soient supérieures à ce qui se trouve exprimé dans les prix de marché, par exemple lorsqu'une partie de la production ne trouve pas d'acheteur et perd, par suite, son caractère valeur. Quoiqu'il en soit, les prix globaux réalisés sont égaux à la valeur globale réalisée. Ainsi se trouve justifiée une analyse des lois du mouvement capitaliste exclusivement fondée sur les relations de valeur.

Alors que, dans le premier volume du *Capital*, Marx a analysé les phénomènes « qui président au procès de production capitaliste pris en soi », il s'agit pour lui, dans le troisième, de « rechercher et exposer les formes concrètes qu'engendre le processus du capital, considéré comme un tout ». Les configurations du capital, telles que Marx les décrit, « se rapprochent donc progressivement de la forme sous laquelle elles se manifestent à la surface de la société, dans la concurrence et dans la conscience ordinaire des agents de la production eux-mêmes, et enfin dans l'action réciproque des capitaux ».

Mais cette approche graduelle ne nuit pas aux lumières que l'observation du processus de production, à elle seule, a déjà permis d'acquérir concernant les lois de développement du capital, et qui demeurent essentielles s'agissant même du capital « considéré comme un tout », bien qu'elles subissent chemin faisant plus d'une métamorphose: Il ne s'agit pas là d'un procédé purement méthodologique destiné à faciliter l'exploration du monde, si difficile d'accès, de la marchandise. Il s'agit bien plutôt d'un fondement effectivement sous-jacent à ce monde et qu'il faut dévoiler pour soi afin d'appréhender la dynamique du système, dont les multiples configurations du capital ne font que découler.

Si la valeur de la force de travail se ramène à son coût de reproduction, on s'aperçoit que le temps de travail excédentaire représente la plus-value. La productivité croissante du travail en augmente la valeur d'usage au détriment de la valeur d'échange et grossit donc la masse du capital issu de la plus-value. La formation du capital se révèle ainsi n'être rien d'autre que le développement de la productivité du travail. La masse grandissante du capital détermine les quantités de plus-value nécessaires à son élargissement ou à sa valorisation. Cependant, ce processus réduit en même temps la force de travail employée par rapport à un capital donné et amoindrit proportionnellement la masse de la plus-value. En cas d'accumulation rapide, la force de travail employée augmente certes en grandeur absolue et ne diminue que relativement à l'accroissement du capital. Mais même ce recul relatif, en liaison avec les exigences accrues de valorisation, du capital en voie d'expansion, provoque nécessairement avec le temps une baisse du taux d'accumulation. Il s'ensuit que l'accumulation du capital est liée à des relations de valeur déterminées. Si la plus-value permet d'assurer la valorisation du capital déjà en place, elle ne fait qu'exprimer le secret de son développement à venir. Si elle est insuffisante par rapport au capital accru, le développement accéléré de ce dernier s'en trouve compromis.

La production capitaliste de marchandises est en réalité production de capital ; la production de biens d'usage n'est qu'un moyen d'accroître le capital et cet accroissement ne connaît pas de limites subjectives. Un capital jeté dans la production et exprimé en argent doit sortir

grossi de la sphère de circulation afin de satisfaire aux conditions de la production capitaliste. La production est donc exclusivement production de plus-value et déterminée par celle-ci. La plus-value est du temps de travail non payé, ce qui explique que la production de capital dépend de la masse du temps de travail extorqué. Il est de l'essence même du capital d'accroître la quantité de force de travail non payée. A un stade donné du développement et sur la base d'un nombre donné de travailleurs, la plus-value ne peut augmenter qu'en allongeant le temps de travail qui revient aux capitalistes et en raccourcissant celui qui revient aux travailleurs. Ces deux tendances se heurtent à des limites objectives infranchissables; la journée de travail ne pouvant pas être étirée sur plus de vingt-quatre heures et le salaire du travailleur n'étant pas réductible à zéro. L'accumulation de capital possible dans de telles conditions, en tant qu'accumulation de moyens de production, nécessite des forces de travail additionnelles et engendre une croissance correspondante, même si elle se fait avec lenteur, de la masse de la plus-value. Pour que l'accumulation se poursuive sans à-coups, il faut obtenir des gains de productivité au moyen tant d'un développement de la technique que d'une réorganisation du travail. Tout en dépendant de l'accumulation, l'un comme l'autre exigent une accélération de cette dernière et ont pour effet de transformer les relations de valeur au regard de la composition organique du capital.

En supposant une accumulation progressive du capital, qui corresponde parfaitement à la réalité, la productivité croissante du travail s'exprime par une modification de la composition organique du capital en faveur de sa partie constante. Le capital variable augmente également, mais reste cependant bien en deçà de la croissance du capital objectif. Malgré la diminution du nombre des ouvriers relativement aux moyens de production qui, en tant que capital, se trouvent en face d'eux, la plus-value s'accroît tant que l'augmentation dans la productivité du travail réduit de façon correspondante la part de temps de travail nécessaire à la reproduction des travailleurs. C'est ainsi que le capital, en dépit des transformations intervenues dans sa composition organique, parvient à se valoriser et l'accumulation à se poursuivre.

Tandis que le taux de la plus-value augmente à mesure que la composition organique du capital se transforme, cette dernière exerce une action contraire sur le taux de profit. Le taux de la plus-value (ou le rapport du surtravail au travail total) ne se rapporte qu'au capital variable, alors que le taux de profit concerne les deux composantes du capital, la constante et la variable. La première grandissant plus vite que la seconde, un taux de plus-value donné doit nécessairement entraîner une baisse du taux de profit. Pour éviter cela., il, faut que le taux de la plus-value augmente à un rythme tel que, malgré la composition organique plus élevée du capital, le taux de profit demeure stationnaire. Dans le cas d'une élévation plus rapide encore du taux de la plus-value, il peut même monter. Le taux de la plus-value ne pouvant s'accroître essentiellement que grâce à l'élévation de la composition organique du capital, qui va de pair avec l'accumulation, le processus d'accumulation se présente comme un processus déterminé par le taux de profit général, dont le mouvement conditionne tous les autres mouvements du capital.

Si l'on suppose à présent une accumulation progressive, continue du capital, les mouvements du taux de la plus-value et du taux de profit, qui se compensent tout en étant antagoniques, doivent aboutir en fin de compte à une situation excluant la poursuite de l'accumulation. Tandis que le taux de la plus-value doit s'élever énormément de façon à stopper la baisse du taux de profit, le capital variable continue à décroître par rapport au capital constant et le nombre des producteurs de plus-value diminue lui aussi face au capital à valoriser. Un nombre toujours moindre d'ouvriers doit produire une plus-value toujours accrue afin d'engendrer les profits déterminés par le capital préexistant et permettre ainsi la poursuite de l'expansion. Il arrivera inévitablement un moment où même la plus grande quantité de plus-value qui puisse être extorquée à une classe

ouvrière réduite ne suffira pas à augmenter le moins du monde la valeur du capital accumulé.

Il s'agit ici avant tout du seul résultat logique d'une ligne de développement que l'on a posée en hypothèse et qui ne concerne rien d'autre que la production et l'accumulation du capital dans un système fictif où l'ensemble du capital s'oppose à l'ensemble de la population laborieuse ; il s'agit donc de dégager le sens du mécanisme de la production de la plus-value et de la dynamique du processus d'accumulation. On se propose d'établir qu'une tendance inhérente au développement capitaliste, et le dominant, sous-tend le mouvement réel du capital, qui ne peut être compris qu'en fonction d'elle. Moyennant quoi, on peut démontrer que tous les problèmes du capital ne procèdent en dernier ressort que de lui-même, de la production de plus-value et du développement de la productivité sociale du travail qu'elle détermine sur la base du mode de production capitaliste.

De même que la loi de la valeur ne transparaît pas directement dans les événements réels du marché mais qu'elle doit, pour faire prévaloir les nécessités de la production capitaliste, se plier à ces événements, de même la tendance à la baisse du taux de profit (donc l'effet exercé par la loi de la valeur sur le processus de l'accumulation) n'est pas un processus directement perceptible dans la réalité mais un besoin impératif d'accumulation qui s'exprime par le biais des phénomènes du marché et dont le résultat est d'exacerber la contradiction entre le mode de production capitaliste et les véritables besoins sociaux. « La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le *capital lui-même*. Voici en quoi elle consiste : le capital et son expansion apparaissent comme le point de départ et le terme, comme le mobile et le but de la production ; la production est uniquement production pour le *capital*, au lieu que les instruments de production soient des moyens pour un épanouissement toujours plus intense du processus de la vie pour la *société* des producteurs. Les limites dans lesquelles peuvent uniquement se mouvoir la conservation et la croissance de la valeur du capital - fondées sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs - ces limites entrent continuellement en conflit avec les méthodes de production que le capital doit employer pour ses fins et qui tendent vers l'accroissement illimité de la production, vers la production comme une fin en soi, vers le développement absolu de la productivité sociale du travail. Le moyen - le développement illimité des forces productives de la société - entre en conflit permanent avec le but restreint, la mise en valeur du capital existant. Si le mode de production capitaliste est, par conséquent, un moyen historique de développer la puissance matérielle de la production et de créer un marché mondial approprié, il est en même temps la contradiction permanente entre cette mission historique et les conditions correspondantes de la production sociale ⁸. »

En se rapportant exclusivement au processus de production, l'analyse marxienne de l'accumulation capitaliste qui révéla la tendance du taux de profit à baisser renvoie à la limite historique de ce mode de production, sans pour autant pouvoir déterminer le moment de sa liquidation. Mais puisque cette tendance est donnée depuis l'origine du système et que c'est elle qui lui confère sa dynamique, elle doit nécessairement se manifester à chaque instant dans les événements réels du marché, même si elle le fait sous des formes modifiées. Elle n'apparaît pas sous son aspect propre, mais dans les mesures prises pour la combattre, dans les facteurs que Marx compte au nombre des contre-tendances à la baisse du taux de profit ⁹. Toutes ces contre-tendances : l'élévation du degré d'exploitation du travail, l'abaissement du salaire au-dessous de sa valeur, la dépréciation des éléments du capital constant, la surpopulation relative, le commerce extérieur et l'accroissement du capital-actions, sont des phénomènes bien concrets et ayant pour effet d'améliorer la rentabilité du capital, c'est-à-dire de freiner la baisse tendancielle du taux de profit. Aussi longtemps qu'elles y parviennent et permettent de

valoriser le capital, la tendance du taux de profit à baisser ne se fait pas sentir et elle est effectivement annihilée, bien qu'elle soit à l'origine des mouvements du capital qui la contrecarrent. C'est seulement de temps à autre, dans les crises effectives, que la baisse du taux de profit se manifeste sous sa forme propre; les facteurs qui lui font obstacle ne suffisent plus dès lors à assurer la valorisation du capital.

La théorie marxienne de l'accumulation est donc en même temps, une théorie des crises, puisque la crise prend sa source dans une valorisation insuffisante du capital, et celle-ci à son tour dans la tendance à la baisse du taux de profit devenue manifeste. Cette sorte de crise procède en ligne directe de l'accumulation du capital, telle que la loi de la valeur en détermine le cours, et seul un redémarrage de la valorisation ou, en d'autres termes, le rétablissement d'un taux de profit adapté aux exigences de l'accumulation, est apte à la résorber. Elle recèle une distorsion entre le capital accumulé et la plus-value existante dont l'effet est de transformer la baisse latente du taux de profit en un manque réel de profit. Marx a appelé suraccumulation cet état de crise, où l'accumulation se voit ainsi stoppée : « Surproduction de capital ne signifie jamais que surproduction de moyens de production - instruments de travail ou moyens de subsistance - qui peuvent fonctionner comme capital, c'est-à-dire servir à l'exploitation du travail à un degré donné d'exploitation ; une baisse du degré d'exploitation au-dessous d'un certain point provoque, en effet, des perturbations et dès arrêts dans le processus de production capitaliste, des crises, voire la destruction de capital. Il n'y a pas de contradiction dans le fait que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surproduction relative plus ou moins considérable. Les circonstances qui ont augmenté la productivité du travail, accru la masse des marchandises produites, étendu les marchés, accéléré l'accumulation' du capital en valeur autant que dans sa masse et diminué le taux de profit, ces mêmes circonstances ont produit et produisent constamment une surpopulation relative, une surpopulation d'ouvriers que le capital surabondant n'emploie pas à cause du faible degré d'exploitation du travail auquel il serait contraint de les employer, ou du moins à cause du faible taux de profit qu'ils rapporteraient au niveau donné d'exploitation ¹⁰ » .

Pour illustrer le concept de suraccumulation, Marx recourt à un autre exemple, dont le choix n'est toutefois pas très heureux. « Pour comprendre ce qu'est cette accumulation [...], on n'a qu'à supposer qu'elle est absolue. [...] Il y aurait surproduction absolue de capital dès le moment où le capital additionnel destiné à la production capitaliste serait égal à zéro. [...] Dès que, par rapport à la population ouvrière, le capital se serait donc accru dans une proportion telle que ni le temps de travail absolu fourni par cette population ni le temps de surtravail relatif ne pourraient être étendus (ce qui, d'ailleurs, serait irréalisable dans le cas où la demande de travail serait assez forte pour déterminer une tendance des salaires à la hausse) ; dès que le capital accru ne produirait donc qu'autant, voire moins de plus-value qu'avant son accroissement, il y aurait surproduction absolue de capital ; [...] il y aurait aussi une baisse sensible et subite du taux général du profit, mais la cause en serait cette fois un changement dans la composition du capital, dû non pas au développement des forces productives, mais à une hausse dans la valeur monétaire du capital variable (en raison des salaires accrus) et à la diminution correspondante dans le rapport du surtravail au travail nécessaire ¹¹. »

Cet exemple ayant conduit à de nombreux malentendus, il n'est pas inutile d'y revenir brièvement. C'est ainsi que Henryk Grossmann ¹², qui ramène la suraccumulation à une valorisation imparfaite du capital, s'est vu reprocher par Martin Trottmann ¹³ d'avoir assimilé deux tendances distinctes, totalement opposées, d'une seule et même accumulation capitaliste.: Selon lui, Marx, en parlant de suraccumulation *absolue*, avait en tête une surproduction consécutive non à une valorisation imparfaite, mais à un manque de forces de travail ayant comme conséquence d'élever les salaires et de faire baisser la plus-value. Cependant, le fait que dans *les deux cas* le résultat final est le même,

à savoir la suspension de l'accumulation par suite d'un manque de profit, échappa à Trotskism. C'est cet *état de choses* que Marx voulait mettre en évidence, bien que son exemple soit boiteux car il contredit toutes les données de l'expérience et jusqu'à la théorie marxienne de l'accumulation elle-même.

Sur la base de la théorie de la plus-value, la limite du mode de production capitaliste est donnée par le fait que « le développement de la productivité du travail engendre, dans la baisse du taux de profit, une loi qui, à un certain moment, se tourne brutalement contre ce développement et doit être constamment surmontée par des crises ¹⁴ ». Cependant, tout cela n'épuise pas la question des crises. D'une part, la crise se présente comme une interruption de l'accumulation progressive du capital, qui s'achemine vers son effondrement du fait de la baisse tendancielle du taux de profit qui lui est inhérente et, d'autre part, elle se trouve accentuée par diverses autres contradictions qui procèdent du marché et ont évidemment pour ultime fondement le caractère socialement antagonique des rapports de production. Pas plus qu'on ne peut comprendre les crises partielles en dehors de la crise générale engendrée par le rapport Capital-Travail, on ne peut comprendre les mouvements du marché si l'on ne tient pas compte des rapports de production.

Pour concevoir les lois des crises immanentes au système, il importe avant tout de le considérer toujours dans sa dynamique, lequel exclut toute espèce d'état d'équilibre. Contrairement aux économistes classiques, théoriciens de l'équilibre qui confondaient le processus de circulation avec le troc immédiat et, par suite, s'imaginaient que tout achat signifie une vente et toute vente un achat, Marx soutenait que « cela n'a rien de bien consolant pour les détenteurs de marchandises qui n'arrivent pas à vendre, ni donc à acheter ¹⁵ ». Vu l'objectivation sous forme de monnaie de la valeur d'échange devenue autonome, la possibilité de crise est déjà donnée dans la séparation de l'achat et de la vente. « Le fait que le processus (immédiat) de la production et le processus de la circulation ne coïncident pas augmente la possibilité de crise apparue lors de la *simple métamorphose* de la marchandise ¹⁶ ». Ainsi, la demande et l'offre peuvent être en décalage. Bien plus, selon Marx, « en fait, elles ne coïncident jamais; ou bien, si cela se produit, c'est par hasard; donc, du point de vue strictement scientifique, cette coïncidence doit être considérée comme nulle et ~non avenue¹⁷ ». Un facteur de crise est donc inhérent d'emblée à la production marchande elle-même, à la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange que renferme, la marchandise. Les contradictions déjà contenues dans la circulation des marchandises et de l'argent, et donc les possibilités de crise, doivent néanmoins être expliquées sur la base de cette circulation capitaliste spécifique. Les crises actuelles ne peuvent « être décrites qu'à partir du mouvement réel de la production capitaliste, la concurrence et le crédit ¹⁸ », à savoir : selon la manière dont ce mouvement est *spécifique au capital*, et non selon celle dont il est donné avec l'existence tout court de la marchandise et l'argent.

Ces facteurs de crise n'apparaissent pas dans le processus de production *immédiat*, bien qu'en réalité ils y soient contenus, puisque le processus de production est production et appropriation de plus-value. Les possibilités de crise ne surgissent qu'au cours du processus de réalisation, dans la circulation qui est en soi et pour soi un processus de reproduction, à savoir la reproduction des rapports de production générateurs de plus-value. « Le processus de la circulation ou de la reproduction constitue, dans son ensemble, l'unité des phases de production et de circulation ; c'est un processus qui parcourt les deux phases et implique de ce fait des possibilités plus développées que la forme abstraite de la crise. Les économistes qui nient la crise se contentent de s'attacher à la seule unité de ces deux phases. Si elles n'étaient que séparées, sans faire un tout, le rétablissement violent de leur unité serait impossible ; il n'y aurait pas de crise. Si elles faisaient un tout, leur séparation violente serait impossible, ce qui signifie crise. Celle-ci est due au rétablissement violent de

l'unité- faite de moments individualisés et à l'individualisation 'violente de moments qui font essentiellement un tout ¹⁹. »

Bien qu'elle survienne en premier lieu dans le processus de circulation, la crise réelle ne saurait être conçue comme un problème de circulation ou de réalisation ; on ne peut la saisir au contraire qu'à partir du processus d'ensemble de la reproduction, qui renferme en soi la production et la circulation. Or, le processus de reproduction étant fonction de l'accumulation du capital, et donc de la masse de plus-value dont elle rend possible la formation, c'est dans la sphère même de la production qu'il faut chercher les facteurs qui, même s'ils ne sont pas les seuls déterminants, décident du passage de la crise de l'état virtuel à l'état réel. La crise propre au capital est la résultante, non du processus de circulation qui, en soi déjà, présente des possibilités de crise, mais du processus de production en tant que processus d'ensemble de la reproduction du capital dont la circulation n'est qu'une fraction et un terme intermédiaire. La crise qui caractérise le capital ne peut être déduite ni de la production ni de la circulation, mais bien des difficultés liées à la baisse tendancielle du taux de profit, inhérente à l'accumulation et déterminée par la loi de la valeur.

D'après Marx, certes, « les conditions de l'exploitation directe et celles de sa réalisation ne sont pas les mêmes ; elles diffèrent non seulement de temps et de lieu, mais même de nature. Les unes n'ont d'autre limite que les forces productives de la société, les autres la proportionnalité des différentes branches de production et le pouvoir de consommation de la société ²⁰ ». Ces contradictions masquent la possibilité de crise, l'unité rompue de la production et de la circulation et la nécessité de la rétablir de force. Cependant, dans les conditions de la production de capital, ce rétablissement ne dépend pas simplement de la suppression de la disproportionnalité ni d'un élargissement de la capacité sociale de consommation, mais de l'adaptation de l'une et de l'autre aux impératifs de reproduction de la production capitaliste, et, par là même, aux besoins de valorisation du capital. La crise n'est pas due au défaut croissant de proportionnalité entre branches de la production et à la contraction de la capacité sociale de consommation ; au contraire, c'est elle qui, par le biais de l'interruption du processus d'accumulation (laquelle est imputable à d'autres causes), a pour expression la disproportionnalité et l'affaiblissement de la capacité de consommation. Ces deux derniers facteurs caractérisent en permanence le système capitaliste. Il ne s'agit même pas en l'occurrence d'une question de plus ou de moins, d'un problème de disproportionnalité trop forte ou de consommation trop faible, car l'une comme l'autre sont la condition et le résultat de l'accumulation et déterminées par elle. Si tel n'était pas le cas, toute crise serait résorbable au moyen et d'une élévation de la capacité de consommation, et d'une élimination de la disproportionnalité, ne serait-ce que sur la base des rapports de marché, par le moyen violent de la crise. Pourtant, jusqu'à présent, toute crise effectivement résorbée l'a été sans que la disproportionnalité soit éliminée, ni que la capacité de consommation soit relevée par rapport à la production. Tout au contraire, les disproportionnalités se sont reproduites avec la reproduction capitaliste et la capacité sociale de consommation s'est amoindrie relativement au capital accumulé.

La critique par Marx du capitalisme et de ses théories économiques présente toujours deux aspects : d'une part, il se place sur le terrain de ces théories pour montrer que leur point de vue est indéfendable à la lumière de la théorie de la valeur ; d'autre part, il considère la société capitaliste de l'extérieur pour prouver son caractère historiquement limité.

Dans cette optique, la production n'est pas conçue comme une production tout court, et de biens de consommation, et de moyens de production : la production des uns et des autres s'effectue au contraire nulle part ailleurs que dans le cadre de la production de capital, celle-ci déterminant celle-là et lui imposant des barrières. Et on se trouve face à une capacité sociale de consommation non pas tout court, mais conditionnée et nécessairement limitée par la production de plus-value. De ce fait, l'économie capitaliste non seulement n'est pas à la

hauteur de sa situation propre et se trouve exposée à des crises, mais encore - considérée d'un point de vue opposé au sien - elle se révèle être un ordre en contradiction avec les besoins sociaux, et réels et potentiels. La surproduction de capital étant, dans le cadre de la production capitaliste, un état générateur de crises, on ne saurait parler, du point de vue des besoins sociaux réels, de surproduction, mais bien d'une pénurie de moyens de production capables de combler les besoins et les aspirations des hommes. Non seulement la capacité sociale de consommation se trouve restreinte par la production de plus-value, mais la seule possibilité qu'elle a d'être satisfaite réside dans d'autres rapports sociaux. C'est ainsi que Marx condamne le capitalisme tant en raison des déficiences qui lui sont propres, que du point de vue d'un ordre social encore inexistant, seul capable, en annihilant la production de valeur, d'adapter la production sociale aux besoins de la société.

La double critique que Marx fit du capital était pour ainsi dire d'un seul tenant : ce mode d'exposition n'alla pas sans entraîner des malentendus et des interprétations de l'accumulation qui, ou bien faisaient découler les crises de la disproportionnalité (ou de l'anarchie) de la production capitaliste, ou bien les rattachaient à la sous-consommation. Toutefois, à en juger d'après ces interprétations, le capital devrait se trouver dans un état de crise permanente, la production de plus-value présupposant la sous-consommation, « puisque [...] la masse ouvrière ne peut accroître [sa consommation, limitée par essence] que très faiblement et que [...] la demande de travail, tout en augmentant *absolument*, diminue *relativement*²¹ ». Dire qu'il n'y a pas surproduction générale, mais disproportionnalité entre les différentes branches d'industries, « c'est simplement dire que, dans la production capitaliste, la proportionnalité des diverses industries est un processus permanent de la disproportionnalité, en ce sens que la cohérence de la production totale s'impose ici aux agents de la production comme une loi aveugle, et non comme une loi comprise et dominée par leur raison d'individus associés qui soumettent le processus de production à leur contrôle commun²² ». En outre, cette proportionnalité n'a rien à voir avec celle de la production et de la consommation, mais bien plutôt avec la proportionnalité de la plus-value et de l'accumulation exigée par la reproduction du capital et, par là même, avec la disproportionnalité croissante des rapports capitalistes qui se dévoilent dans les crises.

Toutefois, Marx écrivait aussi que « plus les forces productives se développent, plus elles entrent en conflit avec les fondements étroits sur lesquels reposent les rapports de consommation. [Ce qui a pour effet d'accroître la contradiction] entre les conditions où cette plus-value est produite et les conditions où elle est réalisée²³ ». Ainsi, « la raison ultime de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses, face à la tendance de l'économie capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que le pouvoir de consommation absolu de la société²⁴ ». On ne saurait pourtant tirer de ces remarques aucune théorie des crises à base sous-consommationniste, ni faire de la réalisation de la plus-value le problème principal du mode de production capitaliste. Il va de soi que la crise non seulement trouve son origine dans la production insuffisante de plus-value, mais encore qu'elle ne peut se présenter que comme un problème de réalisation de la plus-value et de faiblesse du pouvoir d'achat de la population laborieuse. Car les mêmes circonstances qui conduisent à la baisse du taux de profit, et donc au grippage du processus d'accumulation, apparaissent également au niveau du marché, sous les aspects d'une faiblesse de la demande et d'une difficulté croissante à reconvertir la marchandise en argent, vu le blocage du circuit capitaliste sous-jacent au processus de reproduction pris comme un tout.

A l'époque où l'accumulation démarre, avec une basse composition organique du capital, la contradiction entre production et consommation est moins marquée qu'à un stade supérieur du développement, où c'est l'inverse qui se produit. Il peut se faire qu'alors la misère générale soit bien plus grande qu'elle n'apparaît à un stade supérieur de l'accumu-

lation, car avec un faible taux d'accumulation le capital constant ne se développe que lentement. De même, la réalisation de la plus-value au moyen de l'accumulation du capital rencontre moins de difficultés qu'à un stade d'expansion plus avancé. Ces difficultés se multiplient conjointement aux difficultés que la tendance du taux de profit crée à l'accumulation et se trouvent de ce fait exacerbées au niveau de l'accumulation (ou de la distorsion entre production et réalisation de la plus-value, entre production sociale et consommation sociale).

C'est cette distorsion qui permet la progression du système mais, en même temps, elle lui fait barrage. Elle devient en effet incompatible avec les impératifs de la reproduction du capital total régis par la loi de la valeur, en d'autres termes, dès lors qu'un rythme d'accumulation donné cesse d'être proportionné à la production de plus-value. Ce n'est qu'en améliorant cette dernière, par le rétablissement du taux de profit nécessaire à la poursuite de l'accumulation, que le capital se trouve une nouvelle fois en mesure de relancer le processus de reproduction, sans pour autant avoir supprimé la distorsion en cause. Loin de là, du fait que la réalisation de la plus-value s'effectue par le canal d'une relance de l'accumulation, la résorption de la crise entraîne une distorsion accrue entre la production et la réalisation de la plus-value, entre la production et la consommation (au sens de besoins réels de consommation de la société).

Le capital réalise la plus-value par le biais de la consommation improductive et de l'accumulation capitaliste. Tant que cette dernière se poursuit sans obstacle, il n'existe aucun problème de réalisation. Serait-ce simplement parce que la baisse tendancielle du taux de profit réclame une augmentation continue de la plus-value et donc une élévation du taux d'accumulation du capital ? Mais ce mode de production régi par la loi de la valeur ne peut s'affranchir réellement du caractère valeur d'usage de la production sociale, ce qui veut bel et bien dire, dans les conditions qui lui sont propres : impossibilité de se soustraire aux limitations que lui impose la valeur d'usage de la force de travail. La plus-value ne saurait être autre chose que du surtravail, qu'une partie du travail global, qui assigne à l'accumulation des limites propres. Aussi, malgré « l'accumulation pour l'accumulation », ne peut-il y avoir de production illimitée, de « production pour la production ». Les limites de l'accumulation sont fonction tant des taux donnés de plus-value que de la masse des forces de travail employées de façon rentable, et seule une production accrue de plus-value permet de les franchir. Dès lors, toute surproduction momentanée de capital ne peut prendre que l'aspect d'une crise, laquelle a pour effet de la résorber à condition toutefois que soit rétablie une proportionnalité disparue entre plus-value et production de capital, et cela au niveau de relations de valeur qui sont simultanément des relations de valeur d'usage, même s'il n'est tenu aucun compte de ce dernier aspect. Il faut que plus de travail social revienne au capital, et moins aux ouvriers.

Cela, la crise l'accomplit selon deux modalités différentes : d'un côté, par la destruction de capital ; de l'autre, par l'élévation de la plus-value jusqu'à ce que les deux processus aient engendré une proportionnalité à base relations de valeur, entre le taux de profit et les exigences de l'accumulation en matière de valorisation. Un nouveau cycle d'accumulation s'amorce, voué pourtant - comme tous les cycles précédents - à déboucher sur une surproduction de capital ; en effet, vu la quête effrénée de plus-value qu'elle provoque, l'accumulation excède une fois de plus les capacités de valorisation du capital. Au cours de la crise, « une grande partie du capital nominal de la société, c'est-à-dire de la *valeur d'échange* du capital existant, se trouve détruite pour toujours, quoique cette destruction, qui ne touche pas la valeur d'usage, puisse être très favorable à la nouvelle reproduction²⁵ ». La contradiction de la valeur d'échange n'est pas sans affecter la composition-valeur du capital et a pour effet d'élever le taux de profit, par rapport à un taux de plus-value resté invariable. Mais la crise, en faisant baisser les coûts de production, exacerbe la

concurrence et incite donc à prendre, à l'intérieur des sphères de production, des mesures qui ont en soi comme conséquence de faire monter le taux de plus-value. C'est ainsi que dans le cadre de la crise se font jour les conditions d'une reprise du processus d'accumulation, ouvrant à nouveau, du même coup, des possibilités de réaliser la plus-value par le biais de l'expansion.

En l'absence de telles possibilités, il ne saurait être question de surmonter la crise, puisqu'en système capitaliste il ne peut exister ni proportionnalité des divers secteurs de la production, ni concordance parfaite de la production et de la consommation: La proportionnalité des différentes branches de l'industrie entre elles est déterminée par l'accumulation et acquise par le jeu des facteurs mêmes qui conduisent à l'établissement du taux de profit moyen. « La limite quantitative des quotas de temps de travail disponibles pour les différentes sphères particulières de la production n'est qu'une expression plus poussée de la loi de la valeur en général, bien que le temps de travail nécessaire ait ici un sens différent. Il n'en faut que telle quantité pour satisfaire le besoin social. La limitation est due ici à la valeur d'usage. Dans les conditions de production données, la société ne peut employer que telle quantité de son temps de travail total à telle espèce particulière du produit²⁶ ». Cet ajustement, qui en pratique signifie une adaptation à la demande du marché, n'a lieu évidemment, tout comme la formation du taux de profit moyen, « que de manière approximative et complexe, tel un terme moyen et invérifiable entre d'éternelles fluctuations²⁷ », mais il se poursuit cependant en phase d'expansion aussi bien qu'en phase de contraction et, de ce fait, ne saurait si peu que ce soit expliquer la crise. La distorsion entre la production et la consommation, censée déboucher sur la crise, non seulement persiste pendant celle-ci, mais encore s'exacerbe, et pourtant l'état de crise aboutit à un nouvel essor. Il est donc erroné d'aller chercher dans la sous-consommation l'origine du cycle des crises.

Pour tirer ce dernier au clair, il faut pouvoir expliquer non seulement la dépression, mais aussi les conjonctures favorables. Celles-ci ne seraient-elles pas inconcevables si la sous-consommation et la disproportionnalité suffisaient en soi à provoquer la crise ? En ce cas, la première crise du capital eût été aussi la dernière. Or le capital s'est progressivement développé jusqu'à nos jours en surmontant de multiples crises, grâce à des gains de productivité, à l'augmentation de la plus-value et donc à la dévalorisation progressive de la force de travail [au lieu de « *dévalorisation progressive de la plus-value* » - rectifié d'après version anglaise] - ce qui d'ailleurs n'est pas incompatible avec l'amélioration des conditions de vie du prolétariat, puisqu'une valeur d'échange moins grande peut représenter une quantité supérieure de biens de consommation. C'est pourquoi il faut expliquer la crise en partant non des phénomènes intervenant à la surface du marché, mais des lois de la production de plus-value, lesquelles, sans être directement perceptibles, sous-tendent la société capitaliste. Là encore, la formule de Marx selon laquelle « toute science serait superflue si l'apparence des choses coïncidait avec leur essence²⁸ » reste valable.

Si la plus-value s'obtient dans la production, « la conversion de la plus-value en profit est déterminée [...] tout autant par le processus de circulation que par le processus de production²⁹ ». Il s'agit là d'une réalité qui, tout en conduisant le capital à la crise, lui permet par ailleurs de s'en dégager. La destruction de capital qui intervient au cours de la crise est une condition préalable à la convulsive métamorphose des structures capitalistes : mais elle conditionne en même temps la poursuite de l'accumulation. Formation et destruction de capital vont toujours de pair, mais la seconde reste plus modérée pendant les périodes d'expansion qu'en temps de crise, où elle s'accélère et vient hâter encore, tant au niveau de la production qu'à celui de la circulation, la centralisation et la concentration du capital que le jeu de la concurrence suscite en permanence. Joint au bond en avant de la production de plus-value et de la dévalorisation

du capital, ce processus aboutit au rétablissement du taux de profit nécessaire, malgré une élévation continue de la composition organique du capital.

La crise se présente dans l'immédiat comme une surproduction de marchandises invendables et une carence du pouvoir d'achat. « D'ailleurs, le capital se compose de marchandises; donc, la surproduction de capital implique celle de marchandises ³⁰. » On pourrait supposer, dès lors, que le dernier mot de la crise se trouve dans la sous-consommation. Et cela d'autant plus que, selon Marx, « le capital constant n'est jamais produit pour lui-même, mais pour l'emploi accru dans les sphères de production dont les objets entrent dans la consommation individuelle ³¹ ». Pourtant, si le pouvoir d'achat fait défaut à l'échelle sociale, la conversion de l'argent en marchandise et la reconversion de la marchandise en argent ne peuvent s'effectuer, avec pour conséquence une contraction, et de la production de marchandises, et du capital constant. Tout cela est bel et bon, mais n'explique pas comment le capital échappe au dilemme, puisque la crise elle-même ne peut qu'empirer cet état de choses. S'il ne s'agissait vraiment que de sous-consommation, et c'est ce que Marx semble affirmer, il serait impossible de surmonter la crise en élargissant la production de marchandises et le capital constant au-delà du point où la bonne conjoncture débouche sur la crise. Et celle-ci engendre à son tour une reprise de la production qui laisse loin derrière elle la conjoncture qui l'a précédée. S'il n'en allait pas ainsi, il n'y aurait pas de développement capitaliste, pas d'accumulation progressive du capital.

Aussi cette formulation de Marx semble-t-elle imputable soit à une erreur de jugement soit à une faute de plume, et cela d'autant plus que les économistes bourgeois ne contestent pas l'existence de la disproportionnalité entre les sphères de production particulières, comme entre la production et la consommation. D'après eux toutefois, les tendances du marché à l'équilibre ont pour effet de faire disparaître ces irrégularités, la contraction de la production de marchandises et de capital rétablissant la proportionnalité disparue entre production et consommation. Si le « capital constant produit ne se trouve élargi que dans la mesure où cette production est déterminée par les sphères de production dont les objets entrent dans la consommation individuelle », la théorie marxienne des crises ne se distinguerait pas des théories conjoncturistes bourgeois ; au contraire, elle serait, au même titre qu'elles, une théorie du marché, selon laquelle les relations de l'offre et de la demande commandent l'expansion ou la contraction de la production.

Tout cela va à l'encontre de la théorie de Marx qui voit dans l'accumulation un facteur qui ne cesse d'exacerber les contradictions capitalistes, jusqu'à l'effondrement du capital. Même s'il reste vrai que de nombreuses formulations de Marx ont indiscutablement une teneur sous-consommationniste, elles sont réfutées de manière on ne peut plus convaincante par la double critique qu'il fait du capital. D'une part, la crise se présente comme surproduction de marchandises et défaut de pouvoir d'achat, mais aussi comme expression de la suraccumulation du capital ; d'autre part, l'accumulation capitaliste repose sur une distorsion allant croissant, entre la production et la consommation ; de sorte que, si on opte pour un refus de la société capitaliste, la raison ultime de toutes les crises réelles doit être cherchée dans la pauvreté et dans la consommation restreinte des masses, quand bien même cela signifierait tout au plus qu'il faut la chercher au sein du capitalisme.

La crise, les capitalistes la perçoivent comme une faiblesse de la demande de marchandises, et les ouvriers comme une faiblesse de la demande de leur force de travail. Pour les uns et pour les autres, il n'y a d'issue que dans le retournement de la situation, dans la progression de la demande générale grâce à l'accumulation continue du capital. Mais quels marchés pourrait trouver la production marchande, qui lui est liée - une fois l'expansion relancée - si la production actuelle excède déjà la demande ? Or le capitalisme justement produit non en fonction de la demande solvable mais au-delà, jusqu'au moment où il se heurte aux limites de la création de plus-value ; limites qu'il n'est pas possible de discerner au niveau de la

production, mais dont on ne prend conscience qu'à travers les événements du marché. Aussi chaque crise ne peut-elle s'expliquer qu'à partir de la conjoncture précédente, celle-ci s'expliquant à son tour par le fait que la conjoncture se rapportait non à la capacité de consommation de la société, mais aux exigences imposées par la concurrence aux capitaux particuliers, ceux-ci se voyant en permanence contraints d'accumuler, de s'élargir en fonction d'un marché *escompté*, non d'un marché *donné*. Telle est la conséquence, d'une part, du développement général de la société et, d'autre part, de l'élimination des capitaux inaptes à la concurrence, grâce à quoi les capitaux restés concurrentiels bénéficient, avec l'accumulation, d'un marché plus vaste.

La production précède toujours la consommation. Toutefois, en système capitaliste, elle progresse à l'aveuglette, non seulement pour se tailler la plus grosse part d'un marché donné, mais aussi pour que cette part ne cesse de grossir et lui évite ainsi d'être évincée. Ce qui présuppose des gains de productivité rapides, donc une réduction des coûts et, partant, l'accumulation de capital sous forme de moyens de production, et les transformations corrélatives- de la composition organique du capital. Le résultat de la concurrence généralisée, c'est que le capital constant grandit plus vite que le capital variable - et cela tant au niveau des capitaux particuliers qu'à celui de la société globale. C'est ce processus lui-même qui permet de réaliser la plus-value par le truchement de l'accumulation, sans égard pour les restrictions de consommation qui en constituent le préalable obligé. La plus-value se présente comme du nouveau capital, à son tour générateur de capital. Aussi aberrant qu'il soit, ce cours des choses est en réalité la conséquence d'un mode de production exclusivement axé sur la production de plus-value. Le capital ne saurait cependant croître et multiplier à loisir, car ce même processus vient se briser sur l'écueil de la baisse tendancielle du taux de profit. A partir d'un certain seuil, la réalisation de la plus-value par le biais de l'accumulation cesse de rapporter la plus-value nécessaire à la bonne marche de l'accumulation. Il s'avère alors, qu'à défaut de pouvoir être réalisée par ce biais, une fraction de la plus-value se trouve gelée et que la demande du côté de la consommation est trop restreinte pour permettre de convertir en profit la plus-value enfouie dans les marchandises.

A propos de l'accumulation, Marx se demandait pourquoi, malgré le gigantesque développement des forces productives, le taux de profit ne baissait pas. plus vite qu'il ne le faisait en réalité, et expliquait cela par l'action de contre-tendances ³² ; de même, on pourrait s'interroger, non sur la façon dont la crise se déclenche, mais sur les causes qui ont permis au capital de s'accumuler à travers ses crises. Il est plus facile de comprendre la crise que la conjoncture favorable, car les phénomènes de surproduction qui ont lieu à la surface du marché sautent aux yeux de tous.

L'impossibilité d'écouler l'ensemble du produit social est alors évidente. Mais on a plus de mal à comprendre comment le capital, malgré les contradictions qui lui sont inhérentes, peut connaître - de la conjoncture favorable à la surchauffe - de longues périodes pendant lesquelles l'offre reste souvent inférieure à la demande. Un fait historiquement confirmé rend tout cela limpide : parler du marché qui se met en place au moyen de l'accumulation n'est qu'une autre façon de parler du développement de la société capitaliste elle-même.

Ce développement inclut en soi non seulement l'accumulation du capital déjà existant mais même la formation perpétuelle de nouveau capital : l'extension constante des rapports de production capitaliste à des territoires qui en étaient jusqu'alors exempts. L'exploitation de masses ouvrières plus larges exige des moyens de production additionnels qu'il faut fabriquer avant même qu'ils soient en état d'être utilisés de façon productive. Une partie de la plus-value transformée en capital va directement à l'accumulation, par le détour de la circulation permanente de capital constant à capital constant. Pendant qu'un capital constant passe à la production marchande, d'autres capitaux soustraient des marchandises à la circulation sans en produire simultanément eux-mêmes. Ce processus ininterrompu, en s'accélégrant, permet

même à une quantité accrue de marchandises de trouver un marché, car ce dernier ne cesse de s'élargir à travers le processus d'accumulation.

En outre, grâce à l'accumulation accélérée, à de perpétuels réinvestissements, la production en expansion de biens finis destinés à la consommation trouve un débouché au niveau de la circulation dans son ensemble. Dans de telles conditions, où l'on voit une partie du capital mettre en mouvement toute une série d'autres capitaux, les capitalistes avoir la possibilité de consommer davantage et les travailleurs eux-mêmes, grâce au plein emploi, avoir plus à dépenser, l'accumulation du capital se trouve freinée plus que favorisée par la quantité croissante de marchandises, de sorte que la surchauffe qui s'ensuit recèle déjà en soi le germe de la crise. La production s'aligne sur les intérêts des industries de biens de consommation, chose nuisible à la rentabilité du capital total. La baisse du taux de profit moyen, qui s'en trouve accentuée, entraîne dès lors une dégradation de la conjoncture et finalement la crise.

Voilà pourtant qui dénote non pas simplement un excès de consommation par rapport aux besoins de l'accumulation, mais bien une pénurie de plus-value imputable à l'accumulation elle-même et qui a nécessairement sur la consommation les effets restrictifs qu'exige le maintien du rythme déjà atteint par l'accumulation du capital. Si la plus-value créée dans la sphère de production était assez élevée pour permettre d'accélérer ce rythme toujours davantage, rien n'empêcherait la consommation de croître en même temps que l'accumulation au lieu de lui faire obstacle. Or la diminution du taux d'accumulation révèle que la transformation des rapports de valeur qui débouche sur la baisse du taux de profit, est désormais incapable de freiner l'essor de la demande et qu'au niveau atteint par la composition organique du capital, la plus-value ne suffit pas à assurer l'accumulation face à une consommation allant croissant. Sur le plan du marché, un taux d'accumulation en baisse signifie un ralentissement de l'investissement, lequel se répercute sur l'ensemble de la production. Le même processus qui a déclenché l'expansion se déroule maintenant à l'envers et englobe plus ou moins toutes les branches de la production sociale.

Au sein d'un capitalisme en expansion, le rapport entre production et consommation demeure intact, même si la production des biens de consommation retarde sur celle des moyens de production. D'une part, la productivité croissante du travail permet de réduire les coûts de production des moyens de subsistance ; d'autre part, l'industrialisation rapide entraîne une augmentation continue de la masse des produits finis destinés à la consommation, et contribue de ce fait à améliorer le niveau de vie général. Bien que l'accumulation exige l'extension permanente des moyens de production, le marché ne cesse de s'élargir avec l'introduction simultanée de valeurs d'usage toujours nouvelles. La production de plus-value permet d'aménager une infrastructure incorporant des masses d'hommes de plus en plus grandes au processus d'ensemble de la circulation du capital. Si le marché mondial fut la condition de la production capitaliste, l'accumulation conduit à une capitalisation de plus en plus rapide de la production mondiale, cela quand bien même le capital aille se concentrant exclusivement dans quelques pays hautement développés, leur production se trouvant intégrée à celle du monde entier. L'accumulation du capital apparaît ainsi non seulement comme la prosaïque production du profit, mais encore comme la conquête du monde par le capital, entreprise à laquelle ne saurait suffire quelque masse de profit que ce soit.

En période de dépression aussi bien qu'en période de prospérité, le capital souffre toujours du manque de profit. Chaque capital se voit contraint d'accumuler constamment pour ne pas disparaître et n'y parvient que grâce à des injections de capitaux puisés soit dans ses profits propres, soit dans ceux des autres. Le marché s'étend en même temps que l'entreprise et celle-ci doit grandir du même pas que celui-là, faute de quoi elle sera éliminée par la concurrence. On n'a encore jamais vu d'entreprise asphyxiée par son propre profit et jamais le capital « dans son ensemble » ne s'est plaint d'une pléthore de plus-value. Lorsqu'une période d'essor se renverse en son contraire, cela ne peut vouloir dire qu'une seule chose du point de vue du

capital : que les profits étaient trop faibles, qu'un élargissement de la production n'avait aucun sens, puisque injustifiable en termes de rentabilité. A vrai dire, cette situation ne se présente aux yeux des capitalistes que comme un phénomène de marché, car ils ne se rendent pas compte que leurs propres profits sont déterminés par la plus-value sociale ; s'en rendraient-ils compte qu'ils n'en seraient nullement avancés, la seule possibilité de réagir qui leur reste consistant à essayer encore et toujours d'affermir ou de rétablir leur profit personnel par tous les moyens.

La prospérité capitaliste dépend de l'accélération continue de l'accumulation et celle-ci de l'accroissement de la masse de plus-value. Le capital ne peut rester stationnaire sous peine de faire surgir la crise. Tout état d'équilibre, autrement dit, toute situation dans laquelle la production n'excède pas la consommation, signifie une situation de crise, une stagnation, à laquelle il faut remédier en augmentant la plus-value afin d'éviter la ruine du système. Tout comme la tendance à la baisse du taux de profit existe à l'état latent alors même que le taux de profit réel s'accroît, la crise est déjà invisiblement présente au sein de la prospérité. Mais comme toutes les autres disproportionnalités du système, celle qui survient entre la plus-value et l'accumulation ne saurait être corrigée que conformément aux exigences de cette dernière, par les mouvements anarchiques du marché, par la seule violence de la crise. En l'occurrence, il s'agit non du rétablissement d'un équilibre production-consommation, mais du rétablissement de *la* disproportionnalité qui a pour substance la « proportionnalité » de la plus-value et de l'accumulation, et d'aucune autre.

Si, selon Marx, la crise réelle trouve son explication dans le système capitaliste de production, de concurrence et de crédit, il faut alors en attribuer la cause à l'accumulation, puisque c'est elle qui confère un sens à la production. La concurrence et le crédit ont pour effet d'accélérer l'accumulation mais en même temps ils la rendent toujours plus sensible aux crises, la demande toujours accrue de plus-value, induite par la baisse tendancielle du taux de profit, pouvant excéder - malgré des gains de productivité - la plus-value effectivement produite. Si, à ce degré de suraccumulation, il devenait impossible d'agrandir la plus-value, on se trouverait face à la situation qui s'ensuivait de l'analyse d'une accumulation ininterrompue du capital, ayant exclusivement pour base le processus de production, et suivant laquelle celle-ci a conduit à l'effondrement final. Mais comme ce processus est processus de reproduction d'un capital global composé d'une foule de capitaux, comme une fraction de la plus-value seulement va à l'accumulation, il s'ensuit un ralentissement du processus d'accumulation, mais aussi la possibilité de transformations structurelles du capital à jet continu, permettant un ajustement de la plus-value globale aux exigences de l'accumulation, réalisée au détriment de multiples, capitaux particuliers et au moyen de taux plus élevés d'exploitation. En ce sens, la surproduction de capital n'est que provisoire, quoique la tendance à la suraccumulation soit une donnée permanente.

Si donc, la prospérité capitaliste dépend, d'un côté de l'accélération de l'accumulation, celle-ci, d'un autre côté, mène tout droit à la crise par suraccumulation. De la sorte, le développement capitaliste se présente comme un processus jalonné de crises et qui lui est inhérent. Et c'est grâce aux crises, que les impératifs de la reproduction du mode de production capitaliste finissent par s'imposer de vive force. Inutile évidemment de démontrer l'existence de crises, car il s'agit d'un fait d'expérience directe. Mais la question est de savoir si elles procèdent spontanément du système et sont par là même inévitables, ou si elles ont des causes extrinsèques et peuvent ainsi sembler fortuites, ou encore s'il s'agit d'imperfections du système appelées à disparaître tôt ou tard. Quoi qu'il en soit, une accumulation sans crises était, selon Marx, proprement inconcevable. Tandis qu'à certains égards les crises balayent les obstacles auxquelles l'accumulation se heurte,

elles constituent à d'autres l'indice le plus probant de la fin inéluctable de la société capitaliste.

Les crises du marché mondial doivent, dit Marx, « être conçues comme la synthèse réelle et l'aplanissement violent de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise ³³ ». Même les aspects de la crise qui ne se laissent pas ramener directement aux rapports de production capitalistes se voient conférer par ces derniers un caractère particulier, propre au capitalisme et à lui seul. Comme les crises du marché mondial affectent tous les pays, même si leurs effets s'y font sentir différemment, et que la raison ultime de la crise - la pénurie de plus-value - se manifeste sur le marché sous une forme inversée, la pléthore de marchandises invendables, les conditions de la crise aussi bien que celles de sa résorption sont d'une complexité telle qu'on ne peut pas les établir empiriquement. Il est impossible de prédire le moment de la crise, pas plus que son ampleur ni sa durée ; la seule certitude c'est la crise elle-même. Malgré tout, Marx tenta de relier la périodicité des crises à la reproduction du capital ou, plus exactement, au renouvellement du capital fixe. Puisqu'en matière d'accumulation du capital, il s'agit principalement d'élargir les moyens de production, le remplacement et l'accroissement du capital fixe devrait constituer au moins un élément codéterminant la périodicité des crises.

La valeur investie en capital fixe est transférée au bout d'un certain temps aux marchandises produites et, par le biais de celles-ci, convertie en argent. La reconversion de l'argent en capital fixe, ou le renouvellement des moyens de production usés, dépend de la durée de vie de ces derniers, laquelle est à son tour déterminée par les particularités des diverses branches de la production. Remplacer le capital fixe, cela signifie, en raison du développement technique, le renouveler sous une forme perfectionnée, ce qui oblige les autres capitalistes à en faire autant pour le leur, avant même qu'il soit hors d'usage, en vue d'affronter la concurrence. De là une « usure morale » du capital fixe qui, jointe à l'effort général pour tirer parti de techniques en mutation, suscite tout l'intérêt que les capitalistes portent à abréger le temps de rotation du capital fixe. Plus ce temps est court, plus vite les nouveaux investissements sont en mesure de bénéficier des gains de productivité dus au bouleversement permanent des moyens de production, et plus faibles sont les coûts de l'« usure morale » qui devance la fin matérielle du capital fixe. La vie de ce dernier ayant une durée moyenne de dix ans, Marx se demandait si ce fait n'était pas en liaison avec le cycle décennal des crises.

Certes, la durée de vie du capital fixe peut varier en plus ou en moins, mais en l'occurrence il ne s'agit nullement, selon Marx, d'un nombre d'années bien défini. Pour lui, voilà ce qui était acquis : « Ce cycle de rotations qui s'enchaînent et se prolongent pendant une série d'années, où le capital est prisonnier de son élément fixe, constitue une des bases matérielles des crises périodiques. Au cours du cycle, les affaires passent par des phases successives de dépression, d'animation moyenne, de précipitation, de crise. Les périodes d'investissement du capital sont certes fort différentes et fort discordantes ; mais la crise constitue toujours le point de départ de nouveaux investissements importants. Elle fournit donc plus ou moins, si l'on considère la société dans son ensemble, une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotations ³⁴. »

Marx n'a pas creusé cette hypothèse vague. Quoique la crise provoque un flux d'investissements simultanés, offrant du coup une sorte de « base matérielle pour le prochain cycle de rotations », qu'est-ce à dire en dernière analyse ? Simplement, que « la crise constitue toujours le point de départ de nouveaux investissements importants » et rien de plus quant à la crise elle-même ou en ce qui concerne sa périodicité. S'il est vrai que le capital passé à l'état de marchandise s'accumule en attendant sous forme d'argent, rien ne prouve qu'il devra subsister sous cette forme jusqu'au renouvellement du capital fixe. Comme les nombreux capitaux ont une durée de vie différente et que leur base de

départ à chacun est renouvelée en fonction de cette durée, la rotation du capital fixe s'effectue pendant toute la période d'essor, conjointement aux nouveaux investissements liés à l'accumulation et qui ont pour effet de relancer l'économie. C'est ce processus qui se trouve inversé pendant la crise, au cours de laquelle le capital n'est momentanément ni renouvelé ni réinvesti. En effet, on ne se remet à investir en vue d'obtenir des gains de productivité qu'au moment où la crise bat son plein. D'où un redémarrage laborieux fondé non seulement sur le renouvellement du capital fixe, mais aussi sur la reprise de l'accumulation.

Ainsi donc, même si le temps de rotation du capital fixe joue un certain rôle codéterminant dans le processus global de reproduction du capital, il ne suffit pas en soi à expliquer la périodicité déterminée des crises. Celles-ci étant selon Marx « la synthèse réelle et l'aplanissement violent de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise » - contradictions qu'on ne peut pas saisir isolément et qu'il est donc impossible d'apprécier d'après leurs effets particuliers - on ne saurait expliquer la périodicité des crises en invoquant ce qui demeure un aspect particulier du processus d'ensemble. Le cycle de crises vécu par Marx signifiait uniquement que le processus de développement qui allait de pair avec lui ne permettait pas plus de dix ans de conjoncture favorable, en raison des difficultés spécifiques qui lui étaient inhérentes, sans qu'on puisse en conclure pour autant que le capital est voué à un cycle décennal.

Friedrich Engels le notait d'ailleurs plus tard : « La forme aiguë du processus périodique avec son cycle décennal semble avoir fait place à une alternance plus chronique, plus étendue, à une amélioration relativement brève et faible des affaires et à une dépression relativement longue et indéfinie, touchant plusieurs pays industriels à des moments différents. Peut-être ne s'agit-il que d'un allongement de la durée du cycle. Dans les débuts du commerce mondial, de 1815 à 1847, les crises surgissent à peu près tous les cinq ans ; de 1847 à 1867, le cycle est nettement de dix ans ; sommes-nous maintenant dans la période préliminaire à un nouveau krach mondial, d'une violence inouïe ? Les symptômes ne manquent pas. Depuis la dernière crise générale de 1867, il y a eu de profonds changements. L'extension colossale des moyens de transport et de communication - navires long-courriers, chemins de fer, télégraphe électrique, canal de Suez - a fait du marché mondial une réalité incontestable. L'Angleterre qui, naguère, monopolisait l'industrie, a vu surgir à ses côtés nombre de pays industriels concurrents : Dans toutes les parties du monde, des régions infiniment plus grandes et plus variées se sont ouvertes aux investissements du capital européen en excédent, de sorte que sa répartition s'est beaucoup plus ramifiée, la surspéculation locale pouvant être plus facilement surmontée. Tout cela a contribué à éliminer ou à réduire sensiblement la plupart des anciens foyers de crise et les causes de leur développement. En même temps, la concurrence sur le marché intérieur recule devant les cartels et les trusts, tout en étant restreinte sur le marché extérieur par des tarifs protecteurs dont s'entourent tous les grands pays industriels ; excepté l'Angleterre. Mais ces tarifs protecteurs ne sont que les préparatifs pour l'ultime campagne industrielle universelle qui décidera de la suprématie sur le marché mondial. Ainsi, chaque facteur qui s'oppose à une répétition des anciennes crises recèle le germe d'une crise future bien plus puissante ³⁵. »

Ce qui revient à dire que la périodicité des crises a elle aussi une histoire et qu'elle dépend de circonstances historiques. Si la crise trouve sa raison dernière dans le capitalisme lui-même, chaque crise particulière se distingue de celle qui l'a précédée, précisément à cause des transformations permanentes qui affectent à l'échelle mondiale les relations de marché et la structure du capital. Dans ces conditions, on ne peut déterminer d'avance ni les crises elles-mêmes ni leur durée et gravité, et cela d'autant moins que les symptômes de crise apparaissent postérieurement à la crise elle-même et ne font que la rendre manifeste aux yeux de l'opinion publique. On ne peut pas non plus

ramener la crise à des facteurs « purement économiques », quoiqu'elle survienne bel et bien de façon « purement économique », c'est-à-dire prenne sa source dans des rapports sociaux de production travestis en formes économiques. La concurrence internationale, qui se mène également avec des moyens politiques et militaires, réagit sur le développement économique, de même que celui-ci stimule à son tour les diverses formes de concurrence. Aussi ne peut-on comprendre chaque, crise concrète que dans le rapport qu'elle entretient avec le développement de la société globale.

Notes

1. K. Marx, « Postface à la 2e édition allemande du *Capital* », in *Œuvres. Economie*, éd. Rubel, t. I, p. 553-554.
2. *Ibid.*, p. 559.
3. *Ibid.*, p. 558.
4. Lénine, « *Cahiers philosophiques* » in *Œuvres*, t. XXXVIII, Moscou-Paris, 1971, p. 170.
5. O. Morf, *Geschichte und Dialektik in der politischen Oekonomie*, Francfort, 1970.
6. K. Marx, *Le Capital*, Livre troisième, éd. Rubel, II, p. 974.
7. *Ibid.*, p. 874.
8. *Ibid.*, p. 1032.
9. *Ibid.*, p. 1016-1024.
10. *Ibid.*, p. 1038.
11. *Ibid.*, p. 1033 sq.
12. H. Grossmann, *Das Akkumulations- und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistischen Systems*, Leipzig, 1929.
13. M. Trottmann, *Zur Interpretation: und Kritik der Zusammenbruchstheorie von Henryk Grossman*, Bâle, 1956.
14. K. Marx, *Le Capital*, Livre troisième, éd. Rubel, II, p. 1041.
15. K. Marx, *Critique de l'économie politique (1859)*, éd. Rubel, I, p. 354.
16. K. Marx, « *Theorien über den Mehrwert* », in *Marx-Engels Werke*, t. XXVI. (Actuellement en cours de traduction aux Editions Sociales, cet ouvrage a fait l'objet d'une première version publiée sous le titre *Histoire des doctrines économiques*, trad. J. Molitor, aux éditions Costes, 8 vol., Paris, 1946-1949. Le chapitre sur les crises que P. Mattick cite ici se trouve dans le tome V. Nous nous référons à la version qu'en a donnée M. Rubel : « Matériaux pour l' "Economie" (1861-1865) » in K. Marx, *Œuvres. Economie*, t. II, Paris, 1968, p. 361-498, ici p. 474 (N. d. T.).
17. K. Marx, *Le Capital*, Livre troisième, éd. Rubel; II, p. 981.
18. K. Marx, *n* Matériaux pour l' "Economie" A, *ibid.*, II, p. 477.
19. *Ibid.*, p. 478.
20. K. Marx, *Le Capital*, Livre deuxième, éd. Rubel, II, p. 1026.
21. K. Marx, « Matériaux pour l' "Economie" », éd. Rubel, II, p. 459.
22. K. Marx, *Le Capital*, Livre troisième, éd. Rubel, II, p. 1039.
23. *Ibid.*, p. 1027.
24. *Ibid.*, p. 1206.
25. K. Marx, « Matériaux pour l' "Economie" », éd. Rubel, II, p. 169.
26. K. Marx, *Le Capital*, Livre troisième, éd. Rubel, II, p. 1305 sq., note a.
27. *Ibid.*, p. 953.
28. *Ibid.*, p. 1439.
29. *Ibid.*, p. 1436.
30. *Ibid.*, p. 1039.
31. *Ibid.*, p. 1075.
32. *Ibid.*, p. 1015.
33. K. Marx, « Matériaux pour l' "Economie" », éd. Rubel, II, p. 746.
34. K. Marx, *Le Capital*, Livre deuxième, éd. Rubel, II, p. 614.
35. F Engels in K. Marx, *Le Capital*, Livre troisième, éd. Rubel, II, p. 1210 sq.

III. Les épigones

Les crises du XIX^e siècle présentaient des caractéristiques qui se rattachaient aussi bien au stade atteint par le développement capitaliste qu'aux événements politiques. Il ne fait par exemple aucun doute que la crise de 1816 fut étroitement liée aux nombreuses années de guerre qui précédèrent la chute de Napoléon ¹. Le capital anglais en particulier, malgré la mécanisation croissante du travail, avait grandi trop vite par rapport à ses besoins de valorisation pour être en mesure d'éviter la crise au moyen de l'expansion. La stagnation qui survint prit la forme d'une surproduction que l'appauvrissement de l'Europe continentale ne permettait pas d'exporter. D'où une brutale chute des prix qui toucha particulièrement l'agriculture et l'industrie textile et aboutit à la mise en place de droits protecteurs destinés à stabiliser la production agricole encore prédominante. Des faillites et des krachs en chaîne s'ensuivirent. Les salaires s'affaiblèrent, la montée du chômage engendra une misère massive, des troubles sociaux -- les bris de machines perpétrés par les luddites --- et par ailleurs les théories de Sismondi et de Robert Owen critiquant le capital. La baisse généralisée des prix, liée à la dépression, interrompue dix ans plus tard par une nouvelle crise, ne s'arrêta qu'en 1849.

La crise de 1836 partit d'Angleterre et des Etats-Unis. Dans ces deux pays, le développement industriel avait entraîné une énorme vague de spéculations et une situation où la production de profit n'arrivait plus à combler les exigences de profit. La crise prit surtout une forme monétaire et boursière, mais elle gagna l'ensemble de l'économie, ouvrant ainsi une longue ère de dépression qui s'étendit bientôt à toute l'Europe. L'état de crise, qui semblait permanent, fut à l'origine des événements révolutionnaires de 1848 et des premiers pas d'un mouvement ouvrier anticapitaliste. Lors même que dans le cadre de la dépression, il y avait redressement de la conjoncture, la condition ouvrière ne s'améliora que sur des points de détail, pour tomber plus bas encore au premier fléchissement de l'économie.

La prépondérance des bas salaires était l'expression d'une productivité du travail encore faible. La plus-value relativement réduite, aussi bien que l'âpreté de la concurrence, stimulaient l'accumulation qui, toutefois, ne tarda pas à se heurter aux limites de l'exploitation en raison de la base encore étroite des rapports de production capitalistes. Le développement autonome du capital n'était pas encore suffisant pour élargir de lui-même le marché de façon décisive. Les crises apparaissaient comme des crises commerciales et se traduisaient par la baisse désastreuse du prix des marchandises, laquelle coupait court aux investissements productifs. Ceci étant, seul le hasard - la découverte des gisements aurifères de Californie, par exemple - pouvait provoquer une hausse des prix et un redémarrage des affaires. Des événements comme la guerre de Sécession, facteurs de crise en premier lieu, eurent ensuite pour effet d'accélérer le développement industriel. Avec l'extension géographique de la production de capital, les crises prirent un caractère toujours plus international, mais aussi chaque phase d'expansion s'en trouva énormément favorisée. Cependant, le développement effectif du capital restait conforme au seul pronostic de Marx ; la théorie trouvait dans la réalité une confirmation directe et de même les espérances révolutionnaires dont elle était porteuse.

Bien que chaque crise ait revêtu un aspect bien particulier qu'on ne pouvait expliquer qu'à partir de la situation donnée, elles furent toutes caractérisées par un grippage de l'accumulation et la surproduction subséquente, source de misère pour les masses. Et les crises revenaient bel et bien périodiquement, même si c'était à des intervalles plus ou moins irréguliers. Néanmoins, à la fin du XIX^e siècle, les crises, comme l'affirmait Friedrich Engels, parurent s'affaiblir, les conjonctures favorables s'allonger, ce qui eut aussi pour effet d'améliorer la situation économique des ouvriers. La productivité du travail avait atteint un

niveau suffisant pour maintenir sur longue période la rentabilité du capital en voie d'accumulation. D'où l'essor du réformisme social-démocrate, et l'abandon de la théorie marxienne de l'accumulation en tant que théorie des crises et de l'effondrement final.

Tandis qu'Engels voyait dans l'atténuation de la crise le germe de crises futures bien plus violentes, Edouard Bernstein affirmait en 1894 : « Nous n'avons pas constaté -les symptômes précurseurs d'un cataclysme économique d'une véhémence inouïe, et nous ne pouvons qualifier de particulièrement éphémère l'amélioration dans les affaires qui s'est réalisée depuis. Une autre question se pose plutôt [...], à savoir : si l'énorme extension territoriale du marché international, jointe à l'extraordinaire réduction du temps nécessaire aux communications et au transport, n'a pas multiplié à tel point les possibilités de *compenser* les perturbations, et si la richesse énormément accrue des Etats industriels de l'Europe, jointe à l'élasticité du crédit moderne et à l'institution des cartels industriels, n'a pas à tel point diminué la *force rétroactive* des perturbations locales et particulières, que pour un temps assez considérable des crises commerciales générales, sur le modèle des crises antérieures, soient devenues improbables ². »

Pour sa part, Bernstein répondait à la question en proclamant « que le schéma des crises n'est pas, chez et pour Marx, une image de l'avenir mais du présent ³ », de sorte qu'aujourd'hui « si ce ne sont pas des événements *extérieurs* imprévus qui amènent la crise générale [...], il n'y a pas de raison formelle pour conclure, sur des données purement économiques, au prochain avènement de celle-ci ⁴ ». Aux yeux de Bernstein et des réformistes en général, une théorie des luttes de classes liée à la crise se trouvait donc dépassée, puisqu'il ne fallait plus compter sur une situation révolutionnaire créée par un effondrement du capitalisme.

Voulant réfuter le révisionnisme, Kautsky assura qu'il n'existait pas chez Marx de théorie de l'effondrement et que c'était une invention polémique de Bernstein. « Les crises, expliquait Kautsky, agissent dans le sens du socialisme en accélérant la concentration des capitaux et en augmentant l'insécurité des conditions de vie des prolétaires, donc en accentuant l'élan qui jette ceux-ci dans les bras du socialisme [...]. La nécessité constante d'élargir le marché recèle encore un autre facteur ; il est évident que le maintien du mode de production capitaliste devient impossible à partir du moment historique où il s'avère que le marché ne peut plus s'étendre au même rythme que la production, c'est-à-dire dès qu'une surproduction devient chronique. Par nécessité historique, Bernstein entend une situation contraignante. Voilà bien le type de situation qui, pour peu qu'elle survienne, engendre infailliblement le socialisme ⁵. » Ainsi donc, d'après Kautsky, la théorie de Marx débouchait sur l'effondrement du capital, mais il n'existait pas de théorie marxienne de l'effondrement. On tenta de surmonter cette contradiction en supposant que la surproduction chronique pourrait se faire attendre longtemps, si bien qu'on en arriva même à mettre en doute la possibilité de son apparition. La lutte des classes permettrait d'en finir avec le capitalisme longtemps avant qu'il ne se putréfie.

Heinrich Cunow rattacha plus étroitement cette thèse à la théorie marxienne de l'accumulation. Dans les articles qu'il consacra au thème de « l'effondrement », il soutint que Marx et Engels l'avaient expliqué « à partir, d'une part, de l'accumulation capitaliste et, d'autre part, de la séparation du mode de production capitaliste d'avec la forme d'échange existante qui fait obstacle à une complète utilisation des forces productives [...]. La richesse en capital déjà constituée ne trouve plus de possibilités de valorisation ni dans le processus de production ni dans celui de la circulation marchande ; il y a conflit toujours plus grave entre le pouvoir d'expansion déjà constitué de l'industrie et le mécanisme de la forme économique capitaliste jusqu'à ce qu'enfin cette dernière vole en éclats ⁶ ». Il est vrai que ce processus d'effondrement était rejeté dans un avenir plus lointain encore, le capital trouvant le moyen de surmonter ses contradictions, issues de la circulation des marchandises, en élargissant au

monde entier les débouchés du capital et de l'industrie: En dernière analyse pourtant, la contradiction entre la production sociale et sa répartition resterait déterminante et finirait par mettre un terme à la production de capital.

L'attention restait donc fixée malgré tout sur le développement contradictoire de la production et de la répartition, sur les difficultés grandissantes à réaliser la plus-value en raison des restrictions de consommation inhérentes au système capitaliste. Pour démontrer la viabilité du capital, il fallait démontrer que cette disproportionnalité ne menaçait nullement l'avenir du capital. C'est à cette tâche que s'attela Tougan-Baranovsky⁷. Dans l'ouvrage qu'il consacra aux crises commerciales, il en décrit le cycle de la même manière que tous ceux qui font dériver la crise d'une rupture de proportionnalité entre l'offre et la demande. C'est dans cette non-proportionnalité, qui pouvait être conçue comme une non-proportionnalité dans la répartition du capital entre les diverses branches de la production, que Tougan-Baranovsky voyait l'unique cause des crises. Que le capital soit réparti conformément à la demande marchande réelle, et les crises seraient éliminées du même coup. Dues à l'anarchie de la concurrence [au lieu de « *l'anarchie de la crise* » - rectifié d'après version anglaise], les crises pourraient par conséquent être atténuées, voire supprimées dans leur principe, grâce à un contrôle toujours accru de l'économie.

Si, d'après Tougan, l'origine des crises réside dans la répartition non proportionnelle du capital, elle ne se trouve pas dans la division du produit social entre le Travail et le Capital. Que la consommation soit restreinte, ne s'oppose en rien, à ses yeux, à l'accumulation ou à la réalisation de la plus-value, puisque la limitation de la demande de biens de consommation ne se confond pas avec celle de la demande de marchandises proprement dite : « L'accumulation du capital social conduit à une réduction de la demande sociale de biens de consommation qui va de pair avec une augmentation de l'ensemble de la demande sociale de marchandises ⁸ » « Il se peut donc, ajoutait-il, que l'accumulation du capital s'accompagne d'un recul absolu de la consommation sociale. Un recul relatif de la consommation sociale -- par rapport au montant général du produit social - est en tout cas inévitable ⁹. » Tougan-Baranovsky se référait à Marx sur deux points. Tout comme Marx, il accordait un caractère fondamental à la contradiction existant « entre la production considérée comme *moyen* de satisfaire aux besoins humains, et la production en tant que facteur technique dans la création du capital, autrement dit en tant que fin en soi ¹⁰ ». Il reconnaissait aussi que « l'indigence des masses populaires, indigence prise non pas dans un sens absolu mais relatif, c'est-à-dire l'infime participation de leur travail au produit social global, est l'un des pré-supposés des crises industrielles » ; mais il serait faux de supposer « que la misère des ouvriers [...] rende impossible, par manque de demande, toute réalisation de la production capitaliste qui ne cesse de s'élargir, [...] car la production capitaliste se crée à elle seule ses débouchés ». Au contraire, « plus la portion du travailleur est mince, plus celle des capitalistes est grosse - et d'autant plus rapide est l'accumulation du capital - accompagnée fatalement d'engorgements et de crises ¹¹ ».

Tougan-Baranovsky s'appuyait sur les schémas du deuxième volume du *Capital*, pour démontrer la possibilité d'une accumulation illimitée. D'après lui, en effet, ces schémas faisaient la preuve qu'une reproduction d'ensemble, sans crises ni à-coups, du capital est possible pour autant que soient respectées les proportions voulues au sein des différentes sphères et branches de la production. L'anarchie de l'économie portant atteinte à ces proportions, il en résulte des crises, mais sans qu'on puisse en inférer l'impossibilité objective d'une accumulation continue: Ainsi faudrait-il rejeter toute théorie de l'effondrement, le dépassement de la société capitaliste se réduisant à une question de développement de la conscience socialiste.

En se réclamant de Marx, Tougan-Baranovsky oubliait toutefois la théorie de la valeur qui sous-tend la théorie marxienne de l'accumulation. Ou plutôt, tout en se référant à Marx, il ne tenait pas compte de sa théorie, car il s'était déjà imprégné, comme Bernstein et autres réformistes, de la théorie de la valeur subjective propre à l'économie politique bourgeoise. Aussi ne fit-il pas usage, comme il le dit lui-même, « de la terminologie marxienne habituelle (capital constant, capital variable, plus-value) », car, à son avis, « au cours de la création du surproduit -- donc de la rente --, il n'y a pas de distinction à faire entre la force de travail humaine et les moyens de travail inertes. On est en droit de voir du capital variable dans la machine autant que dans la force de travail humaine, puisque l'une comme l'autre rapportent de la plus-value ¹² ». Il était logique qu'il fit sienne, à quelques réserves près, la théorie de l'équilibre émise par J.-B. Say, à savoir qu'en cas de répartition proportionnelle de la production sociale, l'offre de marchandises doit nécessairement coïncider avec la demande, et c'est bien dans ce sens qu'il interpréta les schémas marxistes de la reproduction. Ainsi se trouvait désormais perdue de vue la contradiction de l'accumulation engendrée par la baisse du taux de profit et, de ce fait, toutes les limites de la production capitaliste.

Singulièrement, il s'agit là d'un fait qui ne retint pas l'attention au cours de la polémique dirigée contre Tougan au sein de la social-démocratie. Tout en admettant que « le défaut de proportionnalité dans la production [...] peut également provoquer une crise », Kautsky persistait dans l'idée que « la raison ultime des crises périodiques se trouve dans la sous-consommation ». Il s'élevait contre l'assimilation de la force de travail humaine aux moyens de production inertes pour se contenter de souligner qu'« en dernière analyse le travail humain ne cesse jamais d'être le seul générateur de valeur et c'est pourquoi, en dernière analyse, l'extension de la consommation *humaine* décide aussi de l'extension de la production ¹³ ». C'était faire dépendre l'accumulation du capital de la consommation ouvrière, - la consommation capitaliste allant de soi - et rattacher l'expansion du capital aux besoins humains, puisque « la consommation des moyens de production ne saurait être rien d'autre que la production des biens de consommation ¹⁴ ».

Pour Conrad Schmidt également, la consommation décidait du volume de la production et la surproduction découlait de la faible consommation de la population laborieuse. « En proie à des difficultés grandissantes pour trouver des débouchés, la concurrence capitaliste ne pourrait se traduire, conformément à sa tendance, que par un affaissement des prix de plus en plus marqué et donc une chute des bénéfices ou du taux de *profit moyen*, chute qui rend le type d'économie capitaliste de mains, en moins. rentable et de plus en plus risqué, même pour la majorité des entrepreneurs privés, cependant que pour les ouvriers l'état du marché du travail se détériore progressivement et que les rangs de *l'armée de réserve industrielle* grossissent de façon effrayante ¹⁵ ». A Schmidt ne se réclamait pas même de la théorie marxienne de l'accumulation qu'il rejetait et dont la base est la théorie de la valeur ; au contraire, il ramenait la baisse du taux de profit, comme Adam Smith avant lui, à l'exacerbation de la concurrence. Tout en considérant que la crise était due à une consommation insuffisante, il était pourtant d'accord avec Tougan-Baranovsky sur l'impossibilité de conclure à partir des crises à un effondrement du capitalisme, l'amélioration de la conscience ouvrière au moyen des luttes sociales étant en mesure, sinon de supprimer tout à fait la cause des crises, la sous-consommation, du moins d'y remédier notablement.

Nous ne traiterons pas davantage ici de ce vaste débat concernant la crise et l'effondrement du capital, reflet des ambiguïtés inhérentes au tableau que Marx avait fait des crises. Nous l'avons vu. Marx fait découler la crise, d'une part, de la baisse du taux de profit propre à l'accumulation, indépendamment de tous les phénomènes de crise qui se manifestent à la surface de la société, d'autre part de la sous-consommation ouvrière. C'est ainsi que Kautsky comme Schmidt purent se réclamer de lui, et de même Tougan-Baranovsky. La confusion

atteignit un point tel qu'on vit des sous-consommationnistes à tous crins conclure sur la base de leur théorie, les uns à l'effondrement du capital, les autres, non ; controverse d'autant plus vaine que la sous-consommation ne saurait provoquer l'effondrement. C'est à l'ambiguïté des formulations marxiennes qu'on doit les discussions qui ont eu lieu jusqu'à nos jours à propos des crises et de l'effondrement, alors qu'il ne faut guère y voir autre chose que la propre incertitude de Marx ; elles ont été couchées sur le papier, en effet, bien des années avant la publication du Livre premier du Capital et, exprimées plus tard, elles auraient très vraisemblablement revêtu une forme moins contradictoire.

Quoi qu'il en soit, tant le développement effectif du capital que l'analyse en termes de valeur et de plus-value de l'accumulation indiquent *sans équivoque* que l'accumulation progressive du capital est liée à une disproportionnalité de la production et de la consommation correspondant à la valorisation du capital et que seul le maintien de cette situation permet de surmonter les crises. Quand malgré tout, il devient impossible de conjurer la crise par des moyens capitalistes, la permanence de la dépression ne peut avoir d'autre effet que la paupérisation absolue de la population laborieuse, au travail ou pas, et la contradiction du capital se révèle n'être rien d'autre que l'antagonisme du mode de production capitaliste avec les besoins de consommation sociaux.

Les références faites par Tougan-Baranovsky aux schémas marxistes de la reproduction figurant dans le Livre deuxième du Capital firent prendre une autre tournure au débat sur la crise. La question des crises, jusque-là problème de suraccumulation du capital ou de sous-consommation, devint un problème d'équilibre social ou de proportionnalité du processus de reproduction. Il est donc nécessaire d'examiner brièvement ici les schémas en question. Le processus de production est en même temps un processus de reproduction qui s'effectue par le détour de la circulation. Si l'on veut faire la démonstration théorique de ce processus, il suffit de partager la production sociale en deux sections pour réunir les conditions d'un échange imaginaire sans difficultés. Créatrice de valeur d'échange, la production capitaliste n'en reste pas moins liée à la valeur d'usage. Chaque capitaliste a beau n'aspirer qu'à augmenter son capital propre en tant que capital, il peut le faire uniquement dans le cadre de la production sociale, laquelle est tout autant un métabolisme social à base de biens d'usage. Dans le cadre de la société, un équilibre de l'échange capitaliste théoriquement concevable présuppose un équilibre des valeurs d'usage indispensables à la reproduction.

On ne peut pas plus expliquer le processus de circulation par la circulation que la concurrence par la concurrence. Ce processus suppose au préalable des relations de temps de travail déterminées, du point de vue valeur et valeur d'usage, et une répartition déterminée de ces mêmes relations, de nature à permettre la reproduction. Il va de soi que les schémas marxistes de la reproduction se rapportent non au processus concret de la reproduction, mais aux nécessités de la reproduction capitaliste sous-jacentes à celui-ci. Certes, il n'est pas tenu compte de ces nécessités en système capitaliste, mais elles doivent bien se faire valoir d'une façon ou d'une autre pour permettre au capital de s'accumuler. Il s'agit en l'occurrence de relever simplement que l'accumulation, elle aussi, est liée à des proportionnalités déterminées, qui se sont mises en place sur le marché: Les schémas sont conçus de manière telle qu'en cas de reproduction simple comme de reproduction élargie, il y a échange équilibré entre les deux sphères de la production [*section de la production des moyens de production et section de la production des biens de consommation*]. Ce qui ne veut pas dire pourtant que le processus effectif de reproduction capitaliste, en ce qui concerne tant la reproduction simple que la reproduction élargie, se déroule ni puisse se dérouler comme il ressort des schémas de la reproduction.

Dans ces schémas à fonction démonstrative et explicative, on vit ainsi la restitution d'un processus ayant effectivement lieu dans la réalité, et on se sert des relations d'échange qui s'en dégagent comme d'exemples destinés à confirmer, ou infirmer, l'existence de

tendances du système à l'équilibre. Selon Tougan, les schémas de la reproduction faisaient la preuve que le capital pouvait s'accumuler à l'infini du moment que les proportionnalités indispensables étaient maintenues. Cette idée fut reprise par Hilferding. Celui-ci était d'accord avec Tougan-Baranovsky et Marx sur le fait que la production dépend non pas de la consommation, mais des exigences propres à la valorisation du capital. Toutefois, voulant aussi rendre justice en quelque manière à la thèse sous-consommationniste, il affirma que «les conditions de valorisation du capital se rebellent contre l'accroissement de la consommation et, comme elles sont déterminantes, la contradiction s'aggrave jusqu'à la crise¹⁶ ». C'était d'ailleurs pour se rétracter aussitôt, car «on ne peut absolument pas expliquer [...] le caractère *périodique* » de la crise en général « par un phénomène *permanent* » (à savoir la sous-consommation¹⁷). Pour Hilferding, «la crise est, d'une façon générale, un trouble de circulation » qui porte atteinte aux conditions d'équilibre nécessaires au processus de reproduction. Pour lui aussi, les schémas marxistes montrent que, dans la production capitaliste, la reproduction, tant à l'échelle simple qu'à l'échelle élargie, ne peut s'effectuer normalement que si ces proportions sont maintenues. Par contre, une crise peut survenir, même au niveau de la reproduction simple, en cas de rupture de ces proportions, par exemple entre capital usé et capital à réinvestir. Il ne s'ensuit donc absolument pas que la crise doive avoir pour cause la sous-consommation des masses, inhérente à la production capitaliste. Une expansion trop rapide de la consommation mènerait à la crise tout aussi bien en cas de stabilisation qu'en cas de baisse de la production des moyens de production. La possibilité d'une surproduction générale de marchandises ne ressort pas plus de ces schémas ; ils laissent au contraire apparaître comme possible en général une expansion de la production avec les forces productives existantes¹⁸ ».

Selon Hilferding, la propension du capitalisme aux crises par défaut de proportionnalités se transforme avec la limitation de la concurrence par suite de la formation de trusts et de cartels. Néanmoins, bien qu'une meilleure adaptation à la demande permette de résorber en partie la surproduction des marchandises, ce n'est pas de cette dernière qu'il s'agit lors de la crise, mais bien d'une surproduction de capital. En d'autres termes : « Le capital est investi dans la production dans une mesure telle que ses conditions de valorisation sont entrées en contradiction avec ses conditions de réalisation, de telle sorte que l'écoulement des produits ne donne plus le profit qui seul rend possible une nouvelle expansion, une nouvelle accumulation. La vente de marchandises stagne parce que l'expansion de la production est freinée¹⁹. »

La crise signifiant un « trouble de circulation » pour Hilferding, il s'agit ici non pas d'une baisse du taux de profit consécutive à une élévation de la composition organique du capital, mais d'un manque de débouchés face à une production qui s'est développée trop vite ou d'une « contradiction entre conditions de valorisation et conditions de réalisation » du capital, et par conséquent d'une distorsion entre l'offre et la demande, quand bien même elle n'aurait rien à voir avec la sous-consommation ouvrière. De tels «troubles de circulation » ne sont pas atténués, mais au contraire aggravés par la cartellisation, sans pour autant mener à un effondrement, car un effondrement économique, dit Hilferding, « n'est pas une conception rationnelle²⁰ ».

Dans cette optique l'abolition du système capitaliste ne peut donc s'effectuer que selon un processus politique, processus facilité toujours davantage, il est vrai, par les progrès de la cartellisation et de la mainmise du capital bancaire sur le capital industriel, c'est-à-dire par l'avènement du capital financier. « Le capital financier signifie dans sa tendance l'établissement du contrôle social sur la production. Mais il est socialisation sous une forme antagonique : le contrôle de la production sociale reste entre les mains d'une oligarchie. La lutte pour l'expropriation de cette oligarchie constitue la dernière phase de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat²¹. » A cette fin, il suffit « que la société, par son organe

d'exécution, l'Etat conquis par le prolétariat, s'empare du capital financier pour avoir immédiatement la disposition des principales branches de production²² ».

Si, à en croire Hilferding, l'accumulation capitaliste ne connaissait pas de bornes, elle n'en restait pas moins un processus jalonné de crises que seule la socialisation de la production, sur une base socialiste, permettrait de surmonter. Sous direction capitaliste, elle s'accomplissait de force, avec les progrès de la production de capital à exporter et le grand combat pour les marchés et les sources de matières premières, en vue de grossir la plus-value du capital organisé au niveau national. L'impérialisme, conséquence directe de la capitalisation de l'économie mondiale, constituait un facteur de crises qui contribuait également à résoudre ces mêmes crises. Inséparable du capitalisme, l'impérialisme revêtait au tournant du siècle des formes particulièrement agressives, car les puissances impérialistes s'apprêtaient à de nouveaux affrontements. La politique impérialiste et la colonisation trouvaient des adversaires aussi bien que des défenseurs dans le camp même de la social-démocratie et c'est ce qui poussa Rosa Luxemburg à entreprendre ses recherches sur l'accumulation du capital²³.

Prenant pour point de départ la théorie des crises de Heinrich Cunow, mais négligeant totalement celle de Hilferding, Rosa Luxemburg voyait dans l'impérialisme la conséquence directe de la production de capital, ce dont il s'agissait de faire la preuve scientifique. « La démonstration strictement économique » de la nécessité de l'impérialisme la conduisit, selon ses propres termes, « aux formules marxiennes de la fin du Livre deuxième du Capital qui m'avaient longtemps tracassée et que je dégonfle maintenant les unes après les autres comme des baudruches²⁴ ».

Les « baudruches » en question, c'étaient les thèses postulant un prétendu équilibre de la reproduction capitaliste. L'analyse des schémas marxistes de la reproduction élargie, à laquelle se livra Rosa Luxemburg, aboutit à un résultat opposé à celui de Marx, à savoir l'impossibilité d'un quelconque équilibre. « Si l'on prend le schéma à la lettre, assurait-elle, on a l'impression que la production capitaliste réalise à elle seule la totalité de sa plus-value et qu'elle utilise la plus-value capitalisée pour ses propres besoins²⁵. » Autant dire, ajoutait Rosa Luxemburg, que « ces capitalistes sont des fanatiques de l'élargissement de la production pour l'amour de la production », qu'ils « font toujours construire de nouvelles machines pour les employer à construire toujours de nouvelles machines », c'est-à-dire qu'ils accumulent leur plus-value non pas en tant que capital, mais sous forme de production de moyens de production, sans aucune finalité. Dès lors, la plus-value naît « sous une forme matérielle calculée uniquement d'après les besoins de l'accumulation²⁶ », ce qui n'est pas le cas dans la réalité puisque le capital doit d'abord vendre pour pouvoir accumuler. Mais où trouver les acheteurs permettant de réaliser la plus-value? L'accumulation selon Rosa Luxemburg est « accumulation de capital-argent », ce qui présuppose la réalisation de la plus-value produite. Mais comment ce processus peut-il s'effectuer « si les capitalistes comme classe ne font jamais que se porter eux-mêmes acheteurs de leur propre masse de marchandises - à l'exception de la partie qu'ils sont obligés d'allouer à la classe ouvrière pour son entretien -, s'ils s'achètent mutuellement avec leur propre argent les marchandises et s'ils doivent "faire argent" de la plus-value qu'elles recèlent » ? Dans ce cas, concluait-elle, « l'accumulation de profit, l'accumulation pour le compte de la classe capitaliste, devient dans l'ensemble impossible²⁷ ».

Rosa Luxemburg trouva la réponse à ses questions « dans la contradiction dialectique selon laquelle l'accumulation capitaliste a besoin pour se mouvoir d'être environnée de formations sociales non capitalistes, se développe par des échanges constants avec elles et ne peut subsister que dans la mesure où elle trouve ce milieu²⁸ ». A son avis, le capital ne pouvait par le commerce intérieur « réaliser, dans le meilleur des cas, que des fractions déterminées de la valeur du produit social total : le capital constant usé, le capital variable et la partie

consommée de la plus-value ; en revanche, la fraction de la plus-value destinée à la capitalisation doit être réalisée "à l'extérieur"²⁹ ». Ainsi, le capitalisme s'étend « grâce à ses relations avec les couches sociales et les pays non capitalistes, poursuivant l'accumulation à leurs dépens mais en même temps les décomposant et les refoulant pour s'implanter à leur place. Mais à mesure qu'augmente le nombre des pays capitalistes participant à la chasse aux territoires d'accumulation et à mesure que se rétrécissent les territoires encore disponibles pour l'expansion capitaliste, la lutte du capital pour les territoires d'accumulation devient de plus en plus acharnée et ses campagnes engendrent à travers le monde une série de catastrophes économiques et politiques : crises mondiales, guerres, révolutions³⁰ ».

Il est possible d'expliquer l'impérialisme en se passant de la « démonstration strictement économique » de Rosa Luxemburg, - sans invoquer la nécessité de trouver des débouchés dans les territoires extra-capitalistes afin de réaliser la plus-value - et en le rattachant à l'accumulation, comme dans la théorie de Hilferding. Ce que réussit Rosa Luxemburg fut non pas tant l'explication de l'impérialisme proprement dit, mais la démonstration que des limites infranchissables, absolues, sont imposées au capitalisme, et que plus on s'en rapproche et plus il doit s'ensuivre des explosions sociales d'une ampleur allant croissant. C'est la théorie édifiée par Tougan-Baranovsky et Hilferding sur la base des schémas de la reproduction, théorie selon laquelle rien n'entravait objectivement l'accumulation, qui incita Rosa Luxemburg à se pencher sur les conditions de l'équilibre propres aux schémas pour y découvrir : l'impossibilité de réaliser la plus-value dans le cadre des rapports Capital-Travail, d'où un déséquilibre permanent, c'est-à-dire un reliquat de marchandises invendables, lequel ne peut être réalisé, et donc accumulé, qu'à l'intérieur du système. Ainsi, ce qui était décisif pour l'avenir du capital, c'était, aux yeux de Rosa Luxemburg, non pas le problème de la production de plus-value et de ses difficultés au cours de l'accumulation, mais celui de la réalisation de la plus-value. Les crises périodiques étaient donc des crises de surproduction, marquées par l'impossibilité d'écouler une masse de marchandises et inhérentes à la nature même du système. Cette idée était assez plausible, car le capitalisme s'étendait géographiquement et faisait entrer sans cesse des territoires neufs dans l'économie mondiale. Mais elle n'avait rien à voir avec la théorie marxienne de l'accumulation. Aussi la théorie de Rosa Luxemburg se heurta-t-elle à une fin de non-recevoir, pas seulement à l'aile droite mais aussi à l'aile gauche du mouvement social-démocrate.

De la polémique engagée à propos de la théorie marxienne de l'accumulation et des crises se dégagèrent deux points de vue antithétiques qui firent eux-mêmes l'objet de plusieurs variantes. Selon l'une, des barrières absolues s'apposent à l'accumulation, avec pour conséquence à plus ou moins long terme un effondrement économique du système ; selon l'autre, c'était là un raisonnement absurde, la disparition du système ne pouvant avoir de causes économiques. Comme on se doute bien, le réformisme, ne serait-ce que pour se justifier, avait fait sienne cette dernière conception. Mais d'un point de vue d'extrême-gauche également, celui de Pannekoek notamment, l'idée d'un effondrement aux causes purement économiques était étrangère au matérialisme historique. Pannekoek disait tenir pour fautive cette problématique, qu'elle conduise à la thèse de Tougan-Baranovsky sur l'accumulation illimitée comme à la théorie sur l'effondrement de Rosa Luxemburg. Les déficiences du système capitaliste telles que Marx les a décrites et les phénomènes de crise concrets qui résultent de l'anarchie de l'économie lui apparaissaient de nature à faire mûrir la conscience révolutionnaire du prolétariat et, au-delà, la révolution prolétarienne. Tout en s'élevant contre la mise en forme harmonieuse des schémas marxistes de la reproduction par Tougan-Baranovsky³¹, en alléguant que le circuit du capital est en réalité jalonné de crises et que les formules de Marx ne sont que des simplifications toutes provisoires pour servir à l'analyse théorique, Pannekoek considérait aussi la critique de Rosa Luxemburg comme le fruit d'un malentendu³², le capital pouvant, selon

lui, réaliser la plus-value en se passant des marchés extra-capitalistes. L'impérialisme également, pour incontestable qu'il fût, n'était pas un préalable obligé de la production capitaliste. L'hypothèse d'un effondrement final et automatique du capital contredisait les conceptions de Marx où les conditions objectives de la révolution vont de pair avec des conditions subjectives. La révolution dépend du vouloir de la classe ouvrière, même si ce vouloir est engendré par des circonstances économiques. Aussi, loin d'aller au-devant d'une crise finale, le prolétariat devrait traverser de nombreuses crises jusqu'à ce que l'élément décisif, la conscience révolutionnaire, se soit suffisamment constitué pour mettre fin au système capitaliste.

Chez les théoriciens de la social-démocratie, l'accumulation du capital selon Rosa Luxemburg souleva un tollé quasi général ; non pas tant parce qu'elle osait critiquer Marx ou faire dériver la réalité impérialiste des difficultés de réalisation aux

heurtait l'accumulation, mais parce qu'elle évoquait la fin inéluctable du capitalisme et, par là, une politique de lutte de classe prolétarienne diamétralement opposée à l'attitude réformiste dominante. D'un autre côté, c'est précisément cette croyance obstinée dans l'inexorable fin du capital qui lui valut d'être suivie par les ouvriers de l'opposition de gauche ; ceux-ci d'ailleurs n'admettaient pas forcément la justification spécifique qu'elle en donnait, car ce qui leur importait c'était la perspective d'un effondrement du capital, non ses causes et ses modalités.

Parmi les nombreux théoriciens qui polémiquèrent contre Rosa Luxemburg, Otto Bauer et Nicolas Boukharine méritent une attention particulière. La critique tardive de Boukharine³³ procédait non seulement de préoccupations théoriques, mais encore de la lutte que menaient à l'époque, contre le « luxembourgeoisisme », les bolcheviks, décidés à débarrasser les partis communistes des traditions auxquelles ils se rattachaient. Boukharine, ne trouvant rien à redire aux schémas marxistes de la reproduction, récusait la critique de Rosa Luxemburg à ce sujet. Sans doute, le circuit du capital, présenté à un très haut degré d'abstraction, demandait à être complété ultérieurement, à un niveau moins élevé et plus concret ; mais en tout cas, les schémas n'admettaient ni l'interprétation de Tougan-Baranovsky ni celle de Rosa Luxemburg. Selon Marx et Lénine, rien ne faisait obstacle à l'accumulation et à la réalisation de la plus-value, même dans un système capitaliste « pur ».

Selon Boukharine, la thèse de Rosa Luxemburg était fautive à la base parce qu'elle assimilait l'accumulation de capital à l'accumulation de capital-argent. Ne soutenait-elle pas qu'il faut que la fraction de la plus-value, destinée à être accumulée sous forme de capital additionnel, soit d'abord convertie en argent pour augmenter à proportion la masse monétaire déjà disponible à l'intérieur du système ? C'est seulement ensuite que serait réalisée la plus-value et que la reproduction élargie serait synonyme d'accumulation capitaliste. Sans cette conversion de la plus-value, passant de la forme marchandise à la forme argent, l'accumulation ne pourrait avoir lieu. Toutefois, Boukharine signale que la plus-value, à l'instar du capital, apparaît sous des formes différentes : marchandise, argent, moyen de production et force de travail. Pour chacune d'entre elles, la forme argent ne représente qu'une phase du processus social de reproduction. C'est pourquoi il ne fallait pas confondre la plus-value sous sa forme argent, avec la plus-value globale sous ses diverses formes. La plus-value doit traverser la phase argent, non pas toute la plus-value au même moment, mais petit à petit, à travers une infinité de transactions commerciales au cours desquelles une somme d'argent donnée peut servir bien des fois à la conversion de marchandises en argent et d'argent en marchandises. La plus-value globale ne correspond pas forcément à une somme d'argent qui lui soit égale, quoique chaque marchandise doive être convertie en argent pour être réalisée. Que la croissance du capital s'accompagne d'une expansion de la masse monétaire, ne signifie pas que l'accumulation du capital doive forcément aller de pair avec celle de capital argent.

Le capital s'objective sous un grand nombre de formes, dont celle de l'argent, forme que revêt la plus-value réalisée, mais sans être la seule que celle-ci puisse prendre.

On peut rattacher à la critique de la théorie luxembourgistes la théorie des crises propre à Boukharine, qui s'inspire d'ailleurs de Lénine : elle ne se distingue pas essentiellement, toutefois, de Hilferding. Certes, Boukharine se flatte d'être aux antipodes du premier du fait qu'il introduit la sous-consommation comme facteur de la disproportionnalité entre section des moyens de production et section des biens de consommation. On serait en droit de penser qu'il s'agit là d'une tautologie, mais Boukharine y voit cependant l'élément qui sépare qualitativement la théorie de Marx de celle de Tougan-Baranovsky. Une fois de plus, nous nous trouvons devant le point de savoir si Marx a élaboré deux théories des crises, l'une découlant de la théorie de la valeur, sous la forme de la baisse du taux de profit, l'autre relative à la faiblesse de la consommation ouvrière. Ni Lénine, ni Boukharine ne voient là de contradiction. D'une part, ils prétendent que la production des moyens de production s'effectue de façon totalement indépendante de celle des biens de consommation; d'autre part, c'est pourtant bien la faiblesse de la consommation ouvrière qui assigne des limites au processus d'accumulation, car Marx a lui-même fait ressortir qu'en fin de compte la production de moyens de production ne peut jamais être qu'au service de la consommation. Par suite, ils tiennent pour fautive l'hypothèse de Tougan-Baranovsky, selon laquelle le capital pourrait se développer à l'infini, et cela même dans les cas de proportionnalité parfaite entre les sphères de production.

Ce n'était donc pas la baisse du taux de profit résultant de l'accumulation que Lénine et Boukharine opposaient à Tougan-Baranovsky et à l'expansion illimitée du capital qu'il s'était plu à imaginer, mais la sous-consommation ouvrière qui, dans le cadre de toutes les autres disproportionnalités, avait sur l'accumulation un effet de freinage bien particulier. Et, du même coup, c'était le progrès de la consommation ouvrière qui permettrait de réaliser la plus-value destinée à l'accumulation. Ainsi, Boukharine signalait que le capital variable s'accroît avec l'augmentation du capital constant, moyennant quoi il disait possible de réaliser une fraction de la plus-value. Pratiquement, cela ne veut dire qu'une chose : que les capitalistes rendent aux ouvriers une partie de la plus-value qu'ils leur ont extorquée ; ils auraient pu s'épargner cette peine en leur extorquant moins auparavant. Que des moyens de productions additionnels exigent des forces de travail additionnelles, tel est le cas général, encore que cela puisse souffrir des exceptions. Mais il n'en demeure pas moins qu'au cours de l'accumulation le rapport du capital variable au capital constant se modifie à l'avantage du second. Et malgré l'augmentation absolue du nombre des travailleurs, celui-ci diminue relativement à la croissance plus rapide du capital constant, cependant que la plus-value extorquée :aux ouvriers grossit également et que le problème de la réalisation – s'il devait y en avoir un -- non seulement subsiste, mais encore s'exacerbe.

Maintenant, la théorie marxienne de l'accumulation a pour base l'hypothèse que la force de travail est toujours payée à sa valeur, correspondant à son coût de production et de reproduction. De ce fait, la plus-value ne peut échoir qu'aux capitalistes et il leur faut la réaliser au moyen et de leur consommation propre, et de l'accumulation. Marx, supposant provisoirement que rien n'entravait cette réalisation, prouva que même dans ces circonstances bénies l'accumulation comprime le taux de profit jusqu'au moment où elle cesse, faute de profit. Il voulait dire par là, non que ce processus de réalisation se déroule sans à-coups comme l'implique la théorie générale de l'accumulation du capital, mais que de manière parfaitement indépendante de toutes les difficultés de réalisation, le capital se heurte déjà à une barrière au niveau même de la production de la plus-value. Si l'on peut exposer le processus d'accumulation en faisant abstraction du processus de circulation, on peut également retracer le processus de reproduction sans tenir compte des difficultés de

réalisation qu'il rencontre dans la réalité, pour montrer ce qu'il faut entendre par circuit du capital. Quoi qu'on puisse penser de cette méthode, Marx était pour sa part convaincu que la réduction du mouvement circulaire du capital à des formules abstraites permettait de mieux comprendre la réalité, sans lui correspondre pour autant. Mais pas plus qu'on ne saurait tirer des schémas de la reproduction des conclusions à la Tougan-Baranovsky, il serait absurde de vouloir les contester en affirmant que les travailleurs réalisent une partie de la plus-value capitaliste et qu'une crise doit se produire lorsque ce phénomène perd son ampleur.

Pour Boukharine, la crise résultait d'un conflit entre production et consommation, ou, ce qui revient au même, découlait de la surproduction. L'anarchie de la production capitaliste implique à elle seule l'existence de multiples disproportionnalités entre la production et la consommation. Il s'ensuivrait que, n'étaient ces disproportionnalités, le processus de reproduction capitaliste se déroulerait harmonieusement. Et, la crise ne se manifestant que de façon périodique, il s'ensuivrait aussi que la conjoncture favorable est due à une proportionnalité adéquate du système. Il en résulte donc bien que, dans le cas d'une bonne proportionnalité, le processus de reproduction s'effectuerait de la manière dont il se déroule dans les schémas de Marx. On commence alors à comprendre pourquoi dans la polémique opposant Rosa Luxemburg à Otto Bauer, dont nous allons parler maintenant, Lénine opta pour le second ³⁴. Qu'il ne soit venu à l'esprit ni de Lénine ni de Boukharine d'aborder le problème du point de vue de la théorie de la valeur, la chose est déjà manifeste, lorsque Boukharine approuve l'assertion de Rosa Luxemburg selon laquelle « il coulera encore de l'eau sous les ponts avant que la baisse du taux de profit ne provoque l'effondrement du capitalisme ³⁵ », tout en la retournant contre son auteur qui soutenait que le taux de profit ne peut manquer de baisser sans cesse par suite de la disparition progressive des marchés extra-capitalistes.

Comme il est possible de suivre la controverse touchant les schémas marxistes de la reproduction chez ses divers protagonistes et que les grandeurs fixées, choisies arbitrairement par Marx, dans les schémas en question ne nous importent guère, il suffira de répéter ceci : Marx essayait de montrer qu'en conservant des proportions d'échange déterminées entre les sphères de la production où se fabriquent les moyens de production et celles où se fabriquent les biens de consommation, on peut non seulement en renouveler le capital constant et le capital variable, mais encore agrandir et l'un et l'autre en capitalisant la plus-value. Marx a dépeint en deux temps ce processus : d'abord, comme un circuit fermé, reproduction simple de situations données ; puis, comme un processus d'accumulation, reproduction élargie dans laquelle la reproduction simple se trouve englobée en tant que partie du processus d'ensemble. L'état stationnaire ne faisait problème pour personne ; c'est la question de la reproduction élargie qui divisait les esprits. Car, en englobant l'accumulation, le circuit se transforme en une « spirale qui monte de plus en plus haut, comme sous la contrainte d'une force naturelle, qu'on peut mesurer mathématiquement ³⁶ ».

D'après Marx, expliquait Rosa Luxemburg, « l'élargissement de la reproduction se réalise dans le respect le plus strict des lois de la circulation : l'approvisionnement réciproque des deux sections de la production en moyens de production et en biens de consommation additionnels se fait sous la forme d'échange d'équivalents, d'échange de marchandises, l'accumulation dans l'une rendant possible et conditionnant précisément l'accumulation dans l'autre. Le problème compliqué de l'accumulation est par conséquent transformé en une progression schématique d'une étonnante simplicité ¹⁷ ». C'est justement la raison pour laquelle il faudrait se demander, « si nous n'arrivons pas précisément à des résultats aussi étonnamment faciles que parce que nous ne nous livrons là qu'à des exercices mathématiques à grand renfort d'additions et de soustractions, exercices ne pouvant

présenter aucune surprise, et si l'accumulation ne se poursuit de la sorte sans heurts, à l'infini, que parce que le papier souffre tout et se laisse couvrir aisément de formules mathématiques³⁸ ».

Néanmoins, Rosa Luxemburg commença par s'intéresser de très près à ces formules, afin d'établir que les calculs de Marx ne convenaient pas, que la plus-value ne pouvait pas être réalisée dans le cadre du modèle qu'il avait adopté, excluant donc le processus de reproduction sur une base élargie tel qu'il l'avait présenté. Devant cette offensive, Otto Bauer s'assigna comme tâche de revenir à Marx. Il affirma tout d'abord que toute société doit élargir son appareil de production à mesure que la population augmente, l'accumulation apparaissant dès lors comme indispensable. « Pour ce qui est de la plus-value, une partie en est convertie en capital, dont une fraction va au capital variable, l'autre, au capital constant. Les capitalistes poursuivent cette accumulation pour agrandir leur profit ; mais l'incidence sociale de celle-ci, c'est que la croissance démographique trouve face à elle les biens de consommation et les moyens de production nécessaires³⁹ ».

Tandis que, d'après Bauer, les capitalistes - malgré leur égoïsme - agrandissent leur capital conformément aux besoins sociaux, le danger de voir l'accumulation retarder sur l'accroissement de la population, ou le devancer, persiste toujours, vu le caractère anarchique de la production. Aussi faut-il analyser d'abord « *la manière dont l'accumulation devrait s'effectuer pour rester de plain-pied avec la croissance démographique*⁴⁰ ». Partant de diverses hypothèses, dont celle d'une progression annuelle de 5 % de la population, donc du capital variable, et d'un élargissement de 10 % du capital constant en supposant provisoirement un taux de plus-value invariable, Bauer dresse une série de tableaux qui tendent à prouver que, dans le cas d'une élévation de la composition organique du capital, le taux d'accumulation doit augmenter d'année en année pour que l'équilibre entre l'accumulation et la population soit maintenu.

Après s'être ainsi étendu sur le capital total, Bauer passait aux deux sections de la production. Une composition organique plus élevée implique qu'une fraction de la plus-value accumulée dans le cadre de la production des biens de consommation est transférée dans la section où sont fabriqués les moyens de production. Rien ne s'oppose, dit Bauer, à un tel processus qui découle spontanément des impératifs de la production et des rapports d'échange. Selon lui, si Rosa Luxemburg avait eu raison de reprocher aux schémas de Marx d'être arbitraires, la démarche de leur auteur n'en restait pas moins correcte. C'est pourquoi il tente de prévenir l'objection de Rosa Luxemburg en perfectionnant les schémas. Ce qui demeure arbitraire dans les siens propres ne concerne que les hypothèses formant le point de départ de l'accumulation ; une fois celles-ci admises, toutes les grandeurs représentées dans les schémas en dérivent avec une rigueur mathématique. Le seul résultat à nous intéresser ici, c'est qu'on peut écouler et réaliser intégralement la totalité des marchandises appartenant aux deux sections.

Bauer, se demandant ensuite comment il se fait que Rosa Luxemburg soit arrivée à une solution opposée, croit pouvoir l'expliquer par un malentendu. N'a-t-elle pas supposé, conformément aux conditions du schéma, que la plus-value accumulée devait être réalisée année par année ? Or il ne s'agissait là que d'une hypothèse de travail, d'une simplification méthodologique, alors que dans la réalité des choses la réalisation de la plus-value peut s'étendre sur plusieurs années. Et Bauer de faire valoir que l'impossibilité de réaliser une partie de la plus-value concerne « uniquement une *phase transitoire* du cycle global, lequel couvre de nombreuses années⁴¹ ». Pour peu qu'on ait compris cela et qu'on se fie à son schéma, le processus d'accumulation se déroule de façon harmonieuse. « La capacité de consommation des ouvriers augmente aussi rapidement que leur nombre. La capacité de consommation des capitalistes augmente elle aussi à la même vitesse, car la masse de plus-value s'accroît avec le nombre des ouvriers. La capacité de consommation de la

société tout entière s'élève donc aussi vite que la valeur du produit total. L'accumulation ne change rien à la chose ; elle signifie seulement que les exigences en biens de consommation sont moindres et celles en moyens de production plus grandes que dans la reproduction simple. L'élargissement du *champ de la production*, condition fondamentale de l'accumulation, est fourni ici par la croissance démographique⁴². »

Comment peut-il y avoir crise dans des conditions aussi harmonieuses ? L'état d'équilibre entre l'accumulation et l'accroissement de la population ne peut être maintenu, d'après Bauer, « qu'à une seule condition : il faut que le taux d'accumulation augmente - à une vitesse telle que, malgré l'élévation continue de la composition organique du capital, le capital variable s'accroisse au même rythme que la population⁴³ ». Faute de quoi, c'est la *sous-accumulation*. D'où chômage, baisse des salaires ; mais aussi le taux de plus-value s'élève, et si le taux d'accumulation reste invariable, la fraction de la plus-value destinée à l'accumulation grandira également. « Il se produit donc un accroissement de la masse de la plus-value utilisée à augmenter le capital variable. Son augmentation continuera ainsi jusqu'à ce que l'équilibre entre croissance du capital variable et croissance de la population soit rétabli⁴⁴. » Ainsi la sous-accumulation finit-elle toujours par disparaître, tandis que la crise périodique constitue une phase transitoire du cycle industriel. La sous-accumulation est l'envers de la suraccumulation décrite par Marx. « La prospérité, c'est la suraccumulation. Celle-ci se résorbe d'elle-même au cours de la crise.

La dépression qui lui succède correspond à une période de sous-accumulation. Celle-ci se résorbe du fait que la dépression crée d'elle-même les conditions du retour à la prospérité. *Le retour périodique de la prospérité, de la crise, de la dépression est l'expression empirique du fait que les mécanismes du mode de production capitaliste résorbent spontanément la suraccumulation et la sous-accumulation en adaptant sans cesse l'accumulation du capital à la croissance démographique⁴⁵. »*

Rosa Luxemburg devait avoir l'occasion de répondre à ses critiques. Elle soutint contre les théoriciens du développement harmonieux que si l'on admet une accumulation capitaliste illimitée, « le socialisme perd alors le fondement de granit de la nécessité historique objective. Dès lors, nous nous enfonçons dans les brumes des systèmes et des écoles pré-marxistes qui prétendaient faire découler le socialisme de l'injustice et de la noirceur du monde actuel, ainsi que de la volonté révolutionnaire des classes laborieuses⁴⁶ ». Il ne lui vint pas à l'idée que la nécessité objective pouvait avoir des assises différentes. Ainsi ne trouvait-elle rien à réviser dans sa théorie. Malgré son intuition, « à propos des schémas mathématiques [qui] ne peuvent absolument rien prouver dans le problème de l'accumulation capitaliste⁴⁷ », elle s'entêtait bien trop dans son interprétation des schémas marxistes de la reproduction pour pouvoir donner une autre base à sa théorie de l'impérialisme.

S'attachant plus particulièrement à la critique de Bauer, mais sans se pencher sur ses calculs ni ses tableaux, Rosa Luxemburg s'éleva contre sa théorie de la population, la rejetant comme absurde. En l'occurrence, elle se place de bout en bout sur le terrain de Marx, pour qui c'est le mécanisme de la production et de l'accumulation qui adapte le nombre des travailleurs actifs aux exigences de la valorisation du capital et non pas l'accumulation qui s'ajuste à la croissance démographique. Elle récuse également l'argument spécieux de Bauer, selon lequel elle aurait rapporté les schémas de Marx à des années de calendrier, sans toutefois examiner de plus près les implications que cela comporte. Elle renvoie à la distinction qu'il faut nécessairement faire entre la réalisation de la plus-value des capitaux particuliers et celle du capital total, sans s'apercevoir que la plus-value globale ne peut être réalisée que par le biais de la réalisation de la plus-value des capitaux particuliers. En effet, bien qu'il ne fasse pas de doute que tous les capitaux

pris ensemble constituent le capital total, ce dernier n'a pas d'existence effective. Si elle voit dans les grandeurs que postulent les schémas de Marx une « fiction scientifique », le fait de recourir au capital total et à la plus-value globale ne saurait être lui-même qu'une hypothèse de travail : un moyen de connaître la réalité, mais non la réalité elle-même.

Du reste, Rosa Luxemburg n'a pas clairement saisi la fonction des schémas ; c'est ce qui ressort de son hypothèse d'après laquelle ceux-ci anticipent « la *tendance réelle* du développement capitaliste ⁴⁸ ». Marx, écrit-elle, suppose « déjà atteint le stade de domination générale et absolue du capitalisme sur toute la terre, et déjà accompli le développement extrême du marché mondial et de l'économie mondiale auxquels tendent *en fait* le capital et toute l'évolution politique et économique actuelle ⁴⁹ ». S'il en était ainsi, la chose parlerait non pas en faveur de Rosa Luxemburg mais contre elle, car il ressort des schémas que, même dans leurs conditions, la reproduction du capital peut se poursuivre à une échelle élargie. En outre, suivant Rosa Luxemburg, la situation que Marx se serait représentée ne peut absolument pas se présenter, le capitalisme étant justement incapable de fonctionner sur une base pareille; moyennant quoi, Marx aurait imaginé une situation à laquelle on ne parviendra jamais. En réalité, Marx voulait décrire « le processus de reproduction dans sa *forme fondamentale* - en éliminant toutes les circonstances mineures qui l'obscurcissent - afin de se débarrasser de tous les subterfuges ayant l'apparence d'une explication "scientifique", si l'on aborde l'analyse du processus social de reproduction directement sous sa forme complexe et concrète ⁵⁰ ». Il s'agissait donc pour lui d'approfondir non pas un état futur du capitalisme, mais les connections fondamentales de la reproduction capitaliste, ses connexions internes qui n'apparaissent pas à la surface.

Rosa Luxemburg ne s'était pas aventurée dans les calculs d'Otto Bauer ; Henryk Grossmann devait leur accorder d'autant plus d'attention. Il rejeta à la fois la théorie de Rosa Luxemburg et la critique de Bauer. Sa propre interprétation de la théorie marxienne de l'accumulation part de la théorie marxienne de la valeur et fait du problème de l'accumulation un problème de valorisation qui, tout en se manifestant au niveau du processus de circulation, découle de la production capitaliste. Mais il ne pouvait pas ne pas entrer dans la polémique concernant l'accumulation et, plus particulièrement, le travail de Bauer. Grossmann souligne que Bauer a réussi à « construire un schéma de reproduction bel et bien conforme [...] aux exigences formelles auxquelles ce genre de construction doit se plier et que son schéma ne présente aucun des défauts que Rosa Luxemburg reprochait à ceux de Marx ⁵¹ ». Certes, la théorie démographique de Bauer est « un abandon pur et simple de la théorie marxienne de la population », mais le schéma de reproduction de Bauer n'a rien à voir, ni en soi ni pour soi, avec sa théorie démographique ; il ne lui est pas nécessairement lié ⁵². Reprenant à son compte les grandeurs postulées par Bauer, Grossmann prolonge jusqu'à la trente-cinquième année le schéma initial, que Bauer avait limité à quatre ans, pour arriver à des résultats diamétralement opposés.

Bauer naturellement savait que l'élévation de la composition organique du capital implique une baisse du taux de profit, phénomène qui peut certes s'accompagner d'une hausse plus rapide du taux de plus-value. Or dans son schéma, le taux de plus-value reste immuable au lieu d'augmenter en même temps que la composition organique s'élève, contradiction que Rosa Luxemburg avait déjà relevée dans son *Anticritique* ⁵³. Selon Bauer, il serait possible de faire disparaître cette contradiction en introduisant après coup la hausse du taux de plus-value, bien que lui-même ne s'y soit pas risqué. Aussi son schéma, où le capital constant grandit deux fois plus vite que le capital variable, fait-il ressortir également une baisse du taux de profit. Mais, en attendant, cette baisse n'empêche pas le capital de grossir ni la consommation capitaliste d'augmenter. En prolongeant le schéma de Bauer, Grossmann montra que, dans les conditions du schéma imaginaire, il existe nécessairement un seuil à partir duquel la plus-value ne suffit plus à

couvrir les besoins de l'accumulation et à en permettre la continuation. Par suite, le schéma de Bauer n'était aux yeux de Grossmann qu'une preuve de plus que le système est objectivement condamné par la baisse tendancielle du taux de profit qui lui est inhérente.

Néanmoins la loi de la baisse tendancielle du taux de profit renvoie, non aux schémas de la reproduction, ceux de Marx comme ceux de Bauer, mais à la composition organique toujours plus élevée du capital total, indépendamment des relations d'échange qu'entretennent les deux grandes sections de la production. Selon Marx, les crises peuvent découler de disproportionalités affectant les processus de production et de circulation, aussi bien qu'avoir pour effet de les résorber, si bien qu'il est possible de décrire le processus de reproduction comme un cours des choses exempt de crises, tout autant qu'on peut imaginer un équilibre de l'offre et de la demande qui n'existera jamais en pratique. Les crises inhérentes à la production de capital ne sauraient cependant se résorber d'elles-mêmes ; il y faut un ajustement de la production de plus-value à la structure changée du capital et à ses impératifs de valorisation, il y faut une aggravation de l'exploitation. C'est pour autant seulement que ces crises permettent au capital de se valoriser de nouveau, qu'elles servent de préalable à une reprise de l'accumulation ; pour autant qu'elles se rapportent uniquement aux disproportionalités du système, elles ne font qu'exprimer l'anarchie capitaliste, non les rapports de production pris comme rapports d'exploitation sous-jacents à celle-ci. Ces crises, elles, se résolvent par une redistribution de la plus-value, non par une production de plus-value additionnelle.

Bauer ne s'intéressait pas à la crise en tant que conséquence des rapports de production et de la production de capital. Par crise, il entendait une rupture de proportionnalité entre accumulation et croissance démographique, non pas, certes, une crise due à des disproportionalités au sens de Tougan et de Hilferding. Il fit en outre là preuve que les schémas de Marx sont à même de démontrer qu'il est possible à un capitalisme « pur » d'accumuler. Grossmann -- tout en s'accordant avec Bauer sur ce point - fit en même temps ressortir que le problème des crises n'en subsistait pas moins et se manifestait toujours davantage, au niveau de l'accumulation, sous forme d'un problème de valorisation. Comme toute la controverse sur les crises tournait autour des schémas de reproduction, il était nécessaire de se pencher sur eux. Et cela d'autant plus qu'à force de les tourner et retourner on se persuadait volontiers qu'il s'agissait bel et bien de la véritable théorie des crises de Marx, tandis que la théorie de l'effondrement consécutif à l'accumulation, telle qu'on la rencontre dans le Livre I du *Capital*, serait une conception à laquelle Marx aurait renoncé par la suite. Moyennant quoi il devenait possible de réduire les crises à des disproportionalités du système, et de caresser l'idée que chaque crise était résorbable grâce à un rétablissement de proportionnalité, voire même définitivement éliminée grâce à une meilleure organisation du système. Aussi bien, c'étaient des considérations de ce genre qui avaient incité Rosa Luxemburg à s'élever contre les interprétations optimistes des schémas de reproduction, pour finir par leur dénier toute valeur heuristique.

Pour Grossmann, les schémas de la reproduction n'étaient pas de nature à permettre des conclusions en rapport direct avec la réalité. Sous la forme que leur avait donnée Marx, ils ne renvoyaient ni à un équilibre ni à un déséquilibre d'ordre économique. Le processus de reproduction n'y étant envisagé que sous l'angle de la valeur, ils ne pouvaient « rendre copte du processus réel d'accumulation *de la valeur et de la valeur d'usage*⁵⁴ ». Ces schémas, il fallait les comprendre à la lumière de la méthode de Marx qui procède par approximations lesquelles exigent ensuite d'être modifiées et complétées de façon à correspondre à la réalité. A l'aide de ses schémas, « Marx entendait faire apparaître que l'échange de marchandises [...] est la condition nécessaire du mode de production capitaliste, et il lui fallait donc

nécessairement décrire non pas un capitaliste unique, mais au moins deux producteurs de marchandises ou deux groupes de production indépendants ⁵⁵», d'où la bipartition du schéma. Mais celui-ci « *ne prétend nullement donner à lui seul une image fidèle de la réalité capitaliste concrète*, il constitue seulement une étape de la méthode des approximations successives propre à Marx, et forme une totalité indissociable tant des hypothèses simplificatrices qui les sous-tendent que des *modifications* subséquentes qui visent à concrétiser progressivement l'objet de recherche ⁵⁶ ».

Ce stade spécifique d'une séquence d'approximations, ayant pour but d'appréhender le capital en tant que processus d'ensemble, revêtait néanmoins, aux yeux de Grossmann, une importance toute particulière du fait qu'il constituait, à l'en croire, l'élément déterminant du plan structurel du *Capital*. Grossmann faisait remarquer que c'était en 1863 que Marx avait modifié son projet de plan et il considérait comme très vraisemblable que la chose fût en relation avec la découverte, que Marx fit à cette époque, du schéma de reproduction ; et cela d'autant plus que « le point de vue méthodologique effectivement adopté lors de la rédaction définitive du *Capital* - la mise en ordre du matériau empirique *d'après les fonctions* remplies par le capital au cours de son circuit » ⁵⁷ - va au-devant d'une telle interprétation.

Or Marx avait, dès 1857, date à laquelle il rédigea les *Grundrisse* - ce qu'évidemment Grossmann ne pouvait pas savoir à l'époque de ses travaux - esquissé un schéma de reproduction ⁵⁸ qui, quoique plus simple, traite de la circulation entre les différentes sections de la production. Ainsi l'idée des schémas ne doit rien à la découverte de 1863, même si tout porte à croire que celle-ci ne fut pas étrangère à la mise en forme définitive de ces schémas. Mais le plan structurel du *Capital* n'en procède nullement. Quoi qu'il en soit, l'intérêt que présente ici cette conception tient au fait que Marx a subordonné, dès ce moment, les problèmes de l'échange à ceux de la valorisation du capital. Au cours du processus dit de la reproduction simple, « il existe, à un stade donné du développement des forces productives (c'est en effet lui qui déterminera le rapport du travail nécessaire au surtravail), un rapport fixe suivant lequel le produit se décompose en une première fraction (qui correspond aux matières premières, aux machines, au travail nécessaire et au surtravail) et en une deuxième, dont une partie est affectée à la consommation et une autre reconvertie en capital - cette deuxième division s'appliquant en fin de compte aussi au surtravail. Dans le processus d'échange, cette division purement conceptuelle au sein du capital revêt des formes telles qu'il se trouve certaines proportions bien délimitées - même si elles ne cessent de varier au cours de la production - qui déterminent l'échange des capitalistes entre eux [...]. *L'échange* en soi et pour soi ne semble accorder qu'une existence indifférente à ces éléments mutuellement déterminés sur le plan des concepts ; ils y existent indépendamment les uns des autres ; leur nécessité interne *se fait jour* dans la crise qui met fin à leur apparente indifférence mutuelle ⁵⁹ ».

La valorisation du capital signifie pour Marx une « production accrue de valeurs nouvelles ⁶⁰ », en sorte que la reproduction du capital ne peut être saisie qu'en tant qu'accumulation. Toute révolution au sein des forces productives transforme les relations d'échange « dont le fondement - du point de vue du capital et donc aussi de la valorisation à travers l'échange - reste toujours le *rapport entre le travail nécessaire et le surtravail, ou bien* [...] le rapport des différents éléments du travail matérialisé au travail vivant ⁶¹ ». Quoi qu'il puisse en résulter en ce qui concerne l'échange, il faut que « le rapport du surtravail au travail nécessaire reste le même, car il équivaut à une même valorisation du capital ' ». La crise survient « pour rétablir le rapport adéquat entre le travail nécessaire et le surtravail, rapport sur lequel tout repose en dernière analyse ⁶³ ». L'échange, poursuit Marx, « ne modifie en rien les conditions inhérentes à la valorisation ; mais il les projette à l'extérieur ; il leur donne une forme indépendante l'une par rapport à l'autre et n'admet leur unité que

comme nécessité interne, qui vient alors à s'exprimer violemment dans les crises. De là ces deux éléments inscrits dans l'essence même du capital : la dévalorisation du capital à travers le processus de production comme aussi sa suppression et le rétablissement des conditions permettant la valorisation du capital⁶⁴ ».

La crise apparaît dès lors non comme la conséquence d'une rupture progressive de proportionnalité, basée sur le rapport production-consommation, mais bien comme un moyen pour rétablir de force la « proportionnalité » entre le travail nécessaire et le surtravail, que le mouvement devenu autonome et anarchique de l'échange et de la production avait fait disparaître. En d'autres termes, le processus de production et le processus de circulation, quoique leur unité soit nécessaire, sont actuellement désunis et ne se trouvent temporairement coordonnés que grâce à la crise. Cette régulation n'implique pour l'essentiel rien d'autre que le redémarrage de la valorisation, ce qui bien entendu ne manque pas également de provoquer des glissements tant dans les rapports entre les sphères de production que dans ceux de la circulation. Les mouvements propres au processus d'ensemble du capital ne sont donc pas déterminés par les mouvements du profit et de l'accumulation. Les *formes concrètes*, dans lesquelles ces phénomènes s'accomplissent, ne peuvent, selon Marx, être dégagées qu'en tenant compte de la concurrence et qu'en prenant le capital réel en considération.

Les sous-titres respectifs des trois livres du *Capital* - le processus de production, le processus de circulation, le processus d'ensemble - en illustrent la structure. Le processus d'ensemble, unité des deux processus de production et de circulation, correspond au processus réel de la reproduction capitaliste. Il sert de préalable aux développements séparés relatifs à la production et à la circulation ; autant dire que les livres consacrés aux processus de production et de circulation, et basés sur l'analyse-valeur, se rapportent à des choses qui revêtent une autre forme dans la réalité. Ce qui ne signifie pas que parler de la production en termes de valeur ou d'échange de valeurs au niveau de la circulation n'a pas la moindre réalité concrète. Cela en a, mais sous des formes modifiées. De même que « le capital en général possède une existence *réelle différente* des capitaux particuliers⁶⁵ », l'échange de valeurs a, lui aussi, comme la valeur-temps de travail des marchandises, une existence réelle, même si cette dernière ne peut se manifester que sous la *forme de lois internes* de l'économie capitaliste, invisibles de l'extérieur. Mais la conversion de la valeur en prix ne fait pas de la valeur une fiction - et pas non plus un schéma de reproduction à base relations de valeur - étant donné que ce sont des valeurs-temps de travail, et rien d'autre, qui sous-tendent les prix de production que l'on rencontre dans la réalité.

Point n'est donc besoin, si l'on examine la circulation à part, d'entrer dans le détail des rapports d'échange réels de la reproduction effective. Même

158

sur la base abstraite des schémas, le processus de reproduction exige, pour s'effectuer, une proportionnalité déterminée des relations d'échange. C'est pour représenter celles-ci que Marx conçut ces schémas auxquels il n'assignait pas d'autre fonction que la *symbolisation* d'un cours des choses appelé à se dérouler - serait-ce sous d'autres formes - au niveau de la reproduction effective. Comme l'accumulation ne peut se poursuivre à défaut d'un rapport adéquat, proportionnel, du surtravail au travail tout court, ce rapport doit également se retrouver dans les rapports proportionnels entre les deux sphères de la production et leurs relations d'échange. Que cette proportionnalité-là disparaisse et la crise survient, qui a pour effet d'engendrer une autre proportionnalité permettant la reprise de l'accumulation. Si l'on caractérise comme un « équilibre » la proportionnalité requise entre profit et accumulation, on peut considérer comme un « déséquilibre » le défaut de cette dernière. Dans les deux cas, il s'agit purement et simplement de bonne ou de mauvaise adéquation du taux d'exploitation aux exigences de l'accumulation. Grossmann relevait que les schémas de la reproduction ne

sont pas en mesure « de représenter le processus réel de l'accumulation en fonction de la valeur et de la valeur d'usage ». A quoi il convient d'ajouter, d'abord, que Marx ne cherchait pas à ce niveau à dévoiler le « processus d'accumulation réel » et, ensuite, que ses schémas n'en concernent pas moins tant des valeurs que des valeurs d'usage. Car ils avaient justement pour but d'indiquer que, quand l'on considère les capitaux particuliers, « la forme naturelle du produit-marchandise est, pour l'analyse, tout à fait indifférente, [mais que] ce mode de présentation purement formel ne suffit plus lorsqu'il s'agit d'étudier le capital social dans son ensemble, et la valeur de ses produits. La reconversion en capital d'une partie de la valeur des produits, l'entrée d'une autre partie dans la consommation individuelle de la classe capitaliste et de la classe ouvrière constituent un mouvement à l'intérieur de la valeur du produit, elle-même résultant du capital global ; et dans ce mouvement, ce n'est pas seulement la valeur, mais c'est encore la matière qui est remplacée ; il dépend donc tout autant des proportions relatives des composants de la valeur du produit social que de leur valeur d'usage, de leur forme matérielle ⁶⁶ ».

L'analyse-valeur de la production était pour Marx la condition indispensable pour comprendre le capital et les lois de son mouvement, bien que ce ne soit pas la valeur qui régisse le marché, mais bien les prix de production, lesquels à leur tour ne coïncident avec la valeur que si l'on considère en pensée le capital total. Dans le même sens, l'analyse-valeur du processus de circulation était le présupposé rationnel permettant de comprendre la reproduction du capital, bien que, dans ce cas encore, l'échange se fasse uniquement aux prix de production et que ceux-ci n'aient d'autre base que la valeur d'usage des marchandises. Ce que Marx tentait de mettre au clair, c'était qu'indépendamment des modifications affectant les rapports de valeur, ces modifications elles-mêmes, telles qu'elles se dégagent des relations de marché, sont porteuses du germe de la crise ; et que, même en supposant l'échange-valeur, tout aussi bien échange de valeurs d'usage, la reproduction du capital est un processus jalonné de crises. « Le fait que la production marchande est la forme générale de la production capitaliste implique déjà le rôle que l'argent y joue non seulement comme moyen, de circulation, mais comme capital-argent ; il engendre certaines modalités de l'échange normal, particulières à ce mode de production, des conditions du déroulement normal de la reproduction, que ce soit sur une échelle simple ou sur une échelle élargie ; ces conditions renferment autant de possibilités d'un mouvement anormal, donc de crises, puisque l'équilibre - vu le processus spontané de cette production - est lui-même accidentel ⁶⁷. »

Marx montrait alors comment le double caractère de la marchandise, à la fois valeur et valeur d'usage, a pour effet de transformer en déséquilibre l'équilibre apparent de la reproduction simple. Il s'ensuit donc, avec l'usure et le remplacement du capital fixe, notamment ⁶⁸, des transferts à l'intérieur des conditions d'échange-valeur entraînant une rupture d'équilibre au niveau de la reproduction. Sans entrer dans le détail des exemples de disproportionnalités survenant dans le cadre de la reproduction simple que donne Marx, insistons sur le fait qu'ils concernent exclusivement la reproduction capitaliste. « La forme capitaliste de la reproduction une fois abolie, dit-il pour se résumer, on se trouve simplement devant le problème du volume de la partie du capital fixe qui dépérit et doit donc être remplacé en nature [...]. Or, ce volume change d'année en année. S'il est très grand une certaine année [...], il sera à coup sûr d'autant plus faible l'année suivante. La masse des matières premières, de produits semi-finis et de matériaux auxiliaires, nécessaires pour la production annuelle des articles de consommation - toutes choses restant égales d'ailleurs - ne diminue pas pour autant. La production globale des moyens de production devrait donc augmenter dans un cas et diminuer dans l'autre. Le seul remède sera une surproduction relative continue ; d'une part, une certaine quantité de capital fixe produisant au-delà de ce qui est directement nécessaire ; d'autre part, et surtout, un stock de matières premières, etc., dépassant les besoins

annuels immédiats [...]. Cette sorte de surproduction implique le contrôle, par la société, des moyens matériels de sa propre reproduction. Mais au sein de la société capitaliste, elle constitue un élément d'anarchie⁶⁹. »

Ainsi donc, les schémas de la reproduction simple et élargie visent non pas à démontrer qu'un échange harmonieux engendre un équilibre entre les deux sphères de la production, mais bien à formuler cette hypothèse et à démontrer en même temps qu'elle n'a aucune chance de se réaliser ni en système capitaliste ni dans une société socialiste. Toutefois, tandis que dans le cadre de cette dernière, une surproduction est indispensable à la satisfaction des besoins sociaux et doit être considérée comme le cours normal des choses, la même situation en système capitaliste, où elle revêt l'aspect d'excédent ou de déficit de la reproduction, pose un problème dont la traduction concrète est la désorganisation et la crise. L'idée qu'on puisse conclure de ses schémas de reproduction à un déroulement harmonieux de l'accumulation capitaliste n'a pas effleuré Marx, serait-ce seulement parce qu'il avait précédemment évoqué sans ambiguïté dans le Livre premier du *Capital* l'effondrement du capitalisme.

Peut-être aurait-il mieux valu, afin de couper court aux interprétations harmonistes, ne pas traiter du processus de circulation en prenant pour base l'échange-valeur, étant donné que le calcul en termes de valeur présuppose le capital total. Grossmann fondait la nécessité des schémas de reproduction sur le fait que les marchandises ne peuvent s'échanger qu'entre deux groupes au moins: Argument peu convaincant parce ~ que cela va de soi et ne réclame donc pas de démonstration particulière, et parce que l'échange effectif se rapporte toujours à des prix de production, jamais à des valeurs ; autant dire que la bipartition du système, sa division en deux groupes échangistes, est explicable sur la base des prix de production, sans considération préalable des relations de valeur. Or Rosa Luxemburg reprochait aux schémas d'être libellés en valeur, et y voyait la preuve que l'équilibre supposé par Marx ne pouvait être maintenu (chose qu'il avait lui-même fait ressortir - à l'aide d'autres arguments, il est vrai). Grossmann devait rétorquer à cela qu'il suffisait de transformer les valeurs en prix pour que le bon équilibre des schémas cesse d'être menacé. Donc que la fraction de plus-value incoulable à l'intérieur du système - dont elle avait fait la découverte - pourrait réintégrer en totalité celui-ci (grâce à la formation d'un taux de profit moyen par le jeu de la concurrence et à la répartition de la plus-value qu'il accomplit).

En d'autres termes, ce même déséquilibre que l'on trouvait dans le schéma de reproduction 'a base valeur deviendrait un équilibre dans un schéma à base production. Néanmoins, selon Grossmann, Marx entendait « représenter à l'aide de son schéma de reproduction la ligne moyenne de l'accumulation, donc le cours normal, idéalement suivi par l'accumulation quand elle a lieu de façon égale dans les deux sphères de la production. Dans la réalité, il se produit des déviations par rapport à cette ligne moyenne, mais ces déviations ne- sont compréhensibles que sur la base de cette ligne moyenne idéale. L'erreur de Rosa Luxemburg consiste justement à prendre pour une description exacte du cours réel de l'accumulation ce qui vise simplement à représenter un cours normal idéal parmi bien d'autres qui restent possibles⁷⁰ ». Cette interprétation nous fait revenir cependant aux théories de Tougan-Baranovsky, Hilferding et Bauer, bel et bien fondées, elles aussi, sur un « cours normal idéal » que toute sorte de disproportionalités ou de « déviations de la ligne moyenne » venaient briser. Chez ces auteurs également, il n'est question que d'un « cours normal idéal », qui peut se concevoir au niveau théorique, et auquel les « déviations » finissent toujours par ramener, de façon telle que l'équilibre s'impose comme tendance ; moyennant quoi la thèse de l'absence de limites objectives au développement du système se trouve justifiée. Ainsi la tentative de Grossmann cherchant à opposer au déséquilibre luxembourgien un équilibre marxien conçu d'abord comme

« ligne moyenne » d'une reproduction-valeur fictive puis comme élimination du déséquilibre au moyen de la transformation de la valeur en prix par le jeu de la concurrence), achève-t-elle sur cet aveu totalement inutile, que les schémas de la reproduction assurent, sous une forme ou sous une autre, un échange sans à-coups entre les sphères de la production.

Pour Marx, les difficultés essentielles du capitalisme proviennent non des relations d'échange des différents capitaux entre eux, bien qu'il en rencontre de ce côté-là aussi, mais des rapports de production qui se manifestent en tant que rapports d'échange. La réalisation de la plus-value est un problème que le capital doit résoudre pour lui-même autant que le résultat du rapport d'exploitation, qui lui est sous-jacent au niveau de la production: S'il n'arrivait pas à réaliser la plus-value, le capital ne pourrait pas non plus survivre, car il ne représente lui-même que de la plus-value. La simple existence du capital prouve qu'il est en mesure de convertir la plus-value en capital. Que l'accumulation aille croissant, voilà la preuve qu'il est capable de réaliser une masse également croissante de plus-value. La réalisation de la plus-value n'a strictement rien à voir avec les ouvriers, car ceux-ci produisent à la fois leur valeur propre et la plus-value ; et leur valeur propre, ils la réalisent dans leur consommation. La plus-value se réalise dans l'accumulation et la consommation capitalistes, cette dernière comprenant également les dépenses sociales improductives.

Ce qui préoccupait Rosa Luxemburg était moins la réalisation proprement dite de la plus-value, qui ne saurait être mise en doute, que le *mécanisme* par lequel elle s'accomplissait. Or, comme ce dernier était déjà implicite dans l'hypothèse selon laquelle la plus-value trouve à se réaliser au niveau de la circulation du capital, les schémas ne le mettaient pas en évidence. Certes, Marx aurait pu tout aussi bien élaborer un schéma de reproduction où tel n'était pas le cas ; mais c'eût été absurde, l'accumulation du capital ayant pour préalable, en théorie comme en pratique, la réalisation de la plus-value. C'est cette hypothèse que Rosa Luxemburg tenait pour erronée dans le cadre d'un système clos - indépendamment même des schémas de Marx -, car elle disait ne pas comprendre comment la plus-value destinée à l'accumulation peut se convertir en argent.

Elle voyait bien que le commerce entre nations capitalistes, loin de clarifier la question, ne faisait que la reporter à un autre niveau. Il fallait trouver des acheteurs qui, sans rien vendre eux-mêmes, échangent contre de l'argent la plus-value produite sous forme de marchandises dans les pays capitalistes. D'où ces acheteurs tirent-ils l'argent nécessaire à cette opération, c'est ce qu'elle n'expliquait pas ; or, cet argent doit nécessairement provenir des rapports d'exploitation extra-capitalistes ; par suite, il faut que ces rapports donnent un profit suffisant pour absorber toute la fraction de la plus-value qui, produite dans les pays capitalistes, y est destinée à l'accumulation. Ainsi, la production de plus-value dépend bien de l'exploitation des ouvriers des pays capitalistes, mais cela ne prouve pas pour autant qu'elle soit accumulable ; moyennant quoi l'accumulation du capital a en fin de compte pour préalable l'exploitation de pays extra-capitalistes.

Cette conception invraisemblable revient à dire qu'il n'a été possible d'accumuler la totalité du capital mondial que grâce à l'exploitation du monde extra-capitaliste et qu'il faut que ce dernier absorbe une valeur-marchandise adéquate aux besoins de l'accumulation capitaliste pour être ensuite réinjectée dans celle-ci sous forme de plus-value réalisée, c'est-à-dire d'argent. Si la chose se pouvait, ce qui n'est pas le cas, cela signifierait tout au plus ce qu'on sait déjà, à savoir que « faire intervenir le commerce extérieur lors de l'analyse de la valeur des marchandises annuellement reproduites ne peut qu'embrouiller les idées, sans fournir aucun élément nouveau soit au problème, soit à sa solution ⁷¹ ». L'argent aussi est une marchandise, et l'échange de marchandises contre de l'argent, qu'il s'effectue uniquement

dans l'espace capitaliste ou sur le marché mondial, reste un échange marchand dans lequel la forme monnaie de la marchandise ne représente qu'une phase du processus de circulation. Marx n'a jamais contesté l'existence d'un problème de réalisation. Mais il s'agit pour lui d'un problème spécifique au monde capitaliste, et que l'existence de pays extra-capitalistes ne saurait éliminer. L'anarchie inhérente à la production et à l'accumulation du capital exclut *en permanence* la réalisation d'une partie de la plus-value produite, d'où il s'ensuit que la plus-value réalisée ne coïncide jamais avec la plus-value produite. Ce n'est qu'après coup, une fois les marchandises fabriquées, que l'on constate, dans le cadre des rapports de marché, qu'il y a surproduction ou sous-production. La valeur et la plus-value attachée aux marchandises invendables sont perdues et ne peuvent être capitalisées. Quand la production axée sur l'expansion atteint le point où sa valorisation commence à faire problème, elle cesse de s'étendre et, partant, continue de lancer sur le marché une masse de marchandises qui ne trouvent pas d'acheteurs, dont il est impossible de réaliser la valeur par le biais de l'accumulation, et donc de la réaliser tout court. Aussi l'arrêt de l'accumulation se présente-t-il comme un problème de réalisation, et c'est bien de cela qu'il s'agit puisque les marchandises ne peuvent être écoulées. La surproduction, qui traduit sur le marché la suraccumulation du capital, ne se fait sentir qu'à travers la multiplication des difficultés rencontrées par la réalisation ; alors qu'on l'attribue à ces dernières, sa raison profonde se trouve dans la distorsion qui, sans être perçue comme telle, va néanmoins croissant entre la production et la valorisation. Le problème de la réalisation se pose donc pour Marx de deux manières : tantôt il est l'expression omniprésente de l'anarchie capitaliste, tantôt il devient un problème de crises, de distorsions apparaissant à la surface du marché entre le profit créé et la plus-value exigée par une accumulation élargie.

Ainsi, ce n'est pas l'accumulation du capital qui dépend de la réalisation de la plus-value, mais au contraire la réalisation de la plus-value qui dépend de l'accumulation du capital. Cependant, on n'a pas pour autant dévoilé le mécanisme qui régit ce processus de réalisation. Il faut que la somme d'argent que chaque capital particulier retire de la vente de ses marchandises soit supérieure à la somme de capital qu'il a avancée. De même, faut-il que l'accumulation produise une valeur exprimable en argent plus grande que toute la plus-value du capital total exprimée en argent. D'où vient cet argent additionnel ? Pour Marx, loin de faire problème, la réponse à cette question se trouvait dans la production d'or et le crédit ; réponse toute provisoire sans doute mais convenant on ne peut mieux au but poursuivi au niveau de l'analyse abstraite du processus de circulation. Ce n'est qu'au moment d'aborder les rapports concrets du marché qu'il était, selon lui, nécessaire d'examiner de plus près la fonction de l'argent tel qu'elle se développe ensuite au niveau du processus de circulation de la plus-value'.

Nous avons déjà mentionné les réponses de Boukharine et d'Otto Bauer à la question de Rosa Luxemburg : d'où vient l'argent nécessaire à la conversion des valeurs-marchandises en capital additionnel ? A cet égard, la question n'était pas tellement, selon Marx, de savoir si la production d'or permettait de couvrir en permanence la demande grandissante de monnaie, mais de savoir si l'important pour le capital n'était pas, au contraire, de restreindre autant que faire se pouvait la production d'or à des fins monétaires, afin de stimuler l'accumulation. « La somme totale de la force de travail et des moyens sociaux de production dépensée dans la production annuelle de l'or et de l'argent en tant qu'instruments de la circulation constitue un poste important des faux frais de la production capitaliste et de tout système économique fondé sur la production de marchandises. Elle soustrait à l'utilisation sociale autant de moyens supplémentaires susceptibles de servir à la production et à la consommation, c'est-à-dire à la richesse véritable. Dans la mesure où l'échelle de la production restant la même ou son degré d'expansion étant donné, les frais de ce coûteux mécanisme de la circulation sont

diminués, la productivité du travail social se trouve accrue. Dans la mesure où les expédients, développés grâce au système de crédit, ont cet effet, ils accroissent directement la richesse capitaliste, soit que le processus social de production et de travail s'accomplisse en grande partie sans la moindre intervention de monnaie véritable, soit que la capacité d'opération de la masse monétaire réellement en fonction se trouve accrue⁷³. »

La monnaie-marchandise en or ou en argent se révèle être un moyen de circulation à la fois onéreux et superflu. Aussi le capital s'est-il de tout temps attaché à la remplacer par des signes monétaires. Et le développement des banques et du crédit lui fit perdre l'importance qu'elle avait eue jusque-là. L'étalon-or fut une étape historique de la circulation des marchandises, mais il ne lui était pourtant pas indispensable, le concept de marchandise renfermant d'emblée le concept de monnaie. Comme toutes les marchandises représentent de la monnaie à l'état virtuel et que celle-ci permet de disposer de celles-là, toutes les sortes d'instruments de paiement peuvent servir de moyens d'échange dans le cadre international. Le système bancaire est partie prenante dans la création de monnaie. Mais le volume des crédits octroyés par les banques dépend tant de l'émission de signes monétaires - billets de banques et bons du Trésor - par l'Etat, que du taux des réserves obligatoires appliqué aux dépôts des banques, lequel est modulé par l'Etat et donc variable. Si le crédit n'est que partiellement couvert par les réserves bancaires, il n'en est pas moins garanti en général par le capital que possèdent les emprunteurs. Sans équivalent en capital, il n'y a pas non plus de crédit, lequel est donc relatif, non pas à l'argent existant, mais bien au capital existant.

Dans le processus de circulation, le capital accumulé prend tantôt l'aspect de marchandise et tantôt celui de monnaie. Les moyens de production et les marchandises sont convertibles en monnaie et vice versa, si bien que posséder du capital revient à posséder de l'argent. Qui dit capital dit argent, par conséquent, mais le concept de capital inclut la totalité des marchandises, toute marchandise étant susceptible de remplacer l'argent. Bien qu'il faille convertir en argent les quantités de marchandises lancées sur le marché, ces marchandises n'incarnent cependant qu'une partie du capital existant, seule une fraction de la propriété capitaliste ayant besoin de prendre la forme monétaire. En général, le volume de monnaie indispensable est déterminé par le prix des marchandises en circulation et la vitesse de rotation de la monnaie, par les opérations de compensation ou de report des paiements.

En dehors du fait que la monnaie s'est accumulée depuis des siècles sous forme de monnaie-marchandise dont la masse n'a cessé de grossir grâce à la production continue de métaux précieux, ce qui lui a valu de pouvoir être échangée directement contre d'autres marchandises, c'est le mécanisme du crédit, basé sur le capital déjà accumulé, qui a permis à l'accumulation capitaliste de lever ces barrières. On peut mener à bien, sans monnaie-marchandise additionnelle, la conversion de la plus-value en capital additionnel, et le capital accumulé sous sa forme marchandise apparaît dès lors comme du capital accumulé. La monnaie-crédit nécessaire à cette opération ne correspond pas à des marchandises réelles ; elle est la « forme symbolique » d'une monnaie additionnelle qui n'existe pas en fait, mais qui suffit à la conversion des valeurs-marchandises en capital additionnel : capital additionnel qui détermine à son tour l'extension subséquente du crédit. C'est donc l'accumulation du capital elle-même qui résout le problème de l'indispensable supplément de monnaie et aplanit les difficultés de réalisation au moyen de diverses techniques de financement.

Pour que la monnaie puisse fonctionner comme capital, il lui faut d'abord cesser d'être monnaie, c'est-à-dire qu'elle doit être investie en moyens de production et en forces de travail. La conversion de la plus-value en monnaie n'est qu'un stade de sa conversion en capital additionnel, stade fixé par le marché. Que cela se fasse en monnaie-marchandise ou en monnaie-symbole ne change rigoureusement rien à rien. On peut néanmoins augmenter cette dernière à volonté et l'adapter aux exigences de l'accumulation. Son rythme de croissance va

de pair avec celui du capital accumulé et trouve en lui sa limite propre. Nous voici revenus au point qui paraissait si peu vraisemblable à Rosa Luxemburg, à savoir la production pour la production, chose qu'elle tenait en outre pour irréalisable au sein d'un système clos, faute d'avoir cherché à éclaircir la question du supplément de monnaie exigé pour cela.

Si le capital ne parvient pas à réaliser sa plus-value grâce à l'accumulation, les capitaux qui ont grossi revêtent la forme de capital-argent accru et s'expriment en tant que tels. Or l'accumulation est affaire non d'argent ou de crédit, mais de rentabilité. Que les profits s'effondrent, et donc aussi le taux d'accumulation, et la demande de crédit baisse en même temps que la demande globale. L'absence de demande prend l'aspect d'une pénurie d'argent et la crise au sein de la production, celui d'une crise financière. C'est pourquoi il paraissait important aux yeux de Marx « de supposer la circulation métallique dans sa forme la plus simple et la plus primitive, parce que le flux et le reflux, la balance des soldes, bref, tous les éléments qui apparaissent dans le système du crédit comme des processus consciemment réglés se présentent comme étant indépendants du système de crédit ; les phénomènes apparaissent alors sous leur forme primitive et non sous l'aspect élaboré qu'ils revêtiront plus tard ⁷⁴ ». En outre, l'élargissement de la production et la formation de nouveaux capitaux-argent étaient favorisés, à l'époque de la rédaction du *Capital*, par un système de crédit ayant « la circulation métallique pour base ⁷⁵ », situation qui ne correspond plus aux conditions modernes de la création de crédit. Mais la mise en œuvre de méthodes toujours nouvelles destinées à réaliser la plus-value et à la convertir en capital additionnel ne présente qu'un intérêt historique ; elle montre simplement que le poids grandissant du capital accumulé a pour effet d'engendrer des moyens toujours nouveaux de réaliser la plus-value. Le système de crédit à base de circulation de monnaie métallique n'a pas eu d'autre fonction que la création de crédit sans cette base. Dans un cas comme dans l'autre, le crédit est déterminé par le mouvement du capital. Il ne saurait se rendre autonome, car il ne peut jamais se rapporter qu'aux événements pratiques de la production sociale qui le sous-tendent. Tout comme l'argent, le crédit est incapable de rien créer, il peut seulement faire en sorte que la plus-value acquise au cours de la production aille à l'accumulation. Si la plus-value effective n'est pas suffisante pour pouvoir être capitalisée en même temps que valorisée, le crédit ne saurait y pallier ni remplir sa fonction d'instrument médiateur de l'accumulation capitaliste.

L'accumulation pour l'accumulation, c'est-à-dire qui ne tient compte ni des besoins sociaux réels ni même des impératifs de valorisation du capital, telle est la caractéristique de la production de plus-value, ce qui n'a rien d'étonnant. La concurrence à base de production-valeur oblige chaque capital, pour des raisons de survie, à accumuler. Il lui faut croître ou disparaître, et le résultat de tout cela n'est autre que la croissance du capital total et les transformations subséquentes des relations de valeur, transformations qui s'accompagnent d'une baisse du taux de profit dès que la productivité effective du travail se révèle incapable de faire face à la poussée aveugle de l'accumulation.

Que la plus-value ne suffise plus à permettre à l'accumulation de se poursuivre de façon rentable, et il devient également impossible de la réaliser par le biais de l'accumulation : il y a plus-value de la surproduction, plus-value non réalisée. A défaut de plus-value convertible en capital additionnel, ni un supplément de monnaie, ni le crédit ne permettent davantage de convertir la plus-value en capital. Pour éviter cette impasse, le capital se voit contraint à une accumulation continue ; voilà qui nécessite cependant des gains de productivité constants et adaptés au rythme de l'accumulation ; capables aussi de faire en sorte que la tendance du taux de profit à baisser reste à l'état latent. Bref, il faut une coordination de la production matérielle et des exigences-valeur de l'accumulation que le capital est incapable de mettre en place. Et cette incapacité trouve son expression dans les crises, lesquelles viennent rétablir de

l'extérieur les connexions internes de la production de capital et rendre possible une reprise de l'expansion.

La plus-value est le facteur décisif en ce qui concerne la production capitaliste. A cause de la baisse tendancielle du taux de profit, elle risque d'être trop basse, mais jamais trop élevée. Ceci vaut non seulement pour l'ensemble de la société, mais encore pour chaque capital particulier. La production capitaliste tend donc en permanence à élargir la plus-value, tel étant le prix de sa survie. Quelque grandeur que la plus-value puisse atteindre, elle demeure toujours insuffisante aux yeux du capital.

Que, dans une branche donnée de la production, le marché fasse barrage au capital, et ce dernier émigre dans une autre branche ou dans des branches nouvelles, jusqu'à ce que celles-ci se heurtent aux limites de leur marché propre. Ainsi, on voit se modifier au cours de l'accumulation l'aspect matériel des relations de marché, par le biais desquelles s'expriment tant l'expansion des forces productives de la société, avec apparition de besoins nouveaux, que leur application à plus grande échelle et à des domaines plus étendus. La richesse matérielle augmente aussi avec le développement de l'accumulation sous forme valeur. Les capitalistes peuvent alors accroître énormément leur consommation, les catégories sociales improductives proliférer et les ouvriers eux-mêmes voir leur situation s'améliorer grâce à la baisse de valeur des biens utiles. Les charges pesant sur la plus-value s'en trouvent alourdies par là même, d'où des tentatives toujours réitérées pour en relever le niveau et maintenir ainsi le processus en marche. Ceci étant, il y a non pas une pléthore, mais bien une pénurie de plus-value, qui doit finir par se manifester sur le marché sous forme de surproduction ou d'une demande insuffisante.

Le système capitaliste est contraint d'accumuler, sans quoi c'est la crise. Vu le caractère dynamique de l'économie, tout état d'équilibre signifie une situation de crise appelée à déboucher ou sur un effondrement ou sur un nouvel essor, et nulle part ailleurs. L'idée même d'équilibre est ainsi démentie par la réalité capitaliste ; loin de concerner celle-ci, elle se rattache, dans le meilleur des cas, à une hypothèse méthodologique visant à décortiquer les propriétés particulières à la dynamique de l'économie. Il s'est néanmoins trouvé des marxistes pour faire état, à la manière des économistes bourgeois, de prétendues tendances à l'équilibre propres à l'économie capitaliste et à son développement. Pour n'en prendre qu'un, citons Boukharine suivant lequel « toute la construction du *Capital* (...) s'ouvre par l'analyse d'un système d'équilibre tout à fait stable. Des facteurs plus compliqués y sont graduellement intégrés. Le système fluctue, trouve une dynamique. Ces fluctuations demeurent cependant soumises à des lois et, malgré de brusques ruptures d'équilibre (les crises), le système dans son ensemble demeure en place. La rupture d'équilibre est génératrice d'un nouvel équilibre, d'ordre supérieur pour ainsi dire. C'est seulement après avoir dégagé les lois de l'équilibre qu'on peut aller de l'avant et soulever la question des fluctuations du système. Les crises elles-mêmes seront considérées comme des ruptures d'équilibre provisoires et non pas définitives ; aussi Marx tenait-il pour indispensable de dévoiler la loi de ce mouvement et de comprendre non seulement d'où vient la rupture d'équilibre, mais encore d'où vient ce qui rétablit, celui-ci ⁷⁶ ». Et Boukharine de résumer ainsi la conception de l'équilibre : « La loi de la valeur est la loi d'équilibre du système de production marchande simple. La loi des prix de production est la loi d'équilibre du système marchand modifié, du système capitaliste. La loi des prix de marché est la loi des fluctuations de ce système. La loi de la concurrence est la loi du rétablissement permanent de l'équilibre rompu. La loi des crises est la loi des inévitables ruptures périodiques de l'équilibre du système et de son rétablissement ⁷⁷. »

Toutes les théories de la disproportionnalité et de la sous-consommation partent du postulat selon lequel la rupture d'équilibre est synonyme de crise, la résorption de la crise rétablissant l'équilibre indispensable. Toutefois, Marx ne fit jamais usage, en traitant de l'équilibre, que d'hypothèses méthodologiques toutes provisoires, concernant exclusivement l'élaboration

de sa théorie abstraite et ne prétendant nullement avoir le moindre lien avec la marche réelle des choses. Il s'agissait souvent de pures tautologies, ainsi de l'hypothèse d'un équilibre de l'offre et de la demande, superflue tant pour l'étude du capital total que pour celle du processus de production isolé du reste ; il s'en servit également, plus d'une fois, comme *point de départ* pour décrire le développement du capital, description elle aussi superflue dans le cadre du développement lui-même. Pour Marx, l'économie se trouve régie non par des tendances à l'équilibre, mais au contraire - « tout comme la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête ⁷⁸ » - par la loi de la valeur.

Dans le cas des crises, il s'agit non d'une rupture d'équilibre après tout surmontable, mais bien d'un effondrement temporaire de la valorisation du capital, laquelle n'est jamais caractérisée ni avant ni après par un équilibre quelconque. La résorption de la crise renvoie non pas au rétablissement d'un équilibre disparu, mais à un élargissement de la plus-value, réussi malgré la dynamique continue du système, et condition préalable à une nouvelle phase d'expansion. « En ce qui concerne le volume de la production, il n'existe pas de situation d'équilibre que des déviations viendraient retourner [...]: Le cycle industriel n'a rien à voir avec des oscillations de part et d'autre d'une position moyenne, elle-même déterminée par un impératif quelconque ⁷⁹. » Quand bien même il soit arrivé à Marx d'écrire : « Il n'existe pas de crises permanentes ⁸⁰ », il entendait par là non que « la rupture d'équilibre est génératrice d'un nouvel équilibre, d'un ordre supérieur » --- comme le soutenait Boukharine --, mais seulement que l'accumulation interrompue à un certain niveau de la production capitaliste peut se poursuivre à un autre niveau. Que tel ne soit pas toujours le cas, c'est ce que démontre l'analyse abstraite de l'accumulation-valeur. Mais tant que le capital est à même, concrètement, d'adapter la plus-value aux exigences de l'accumulation par le biais des crises, chacune d'entre elles ne peut être que temporaire.

Cependant, même une théorie des crises exempte de considérations sur l'équilibre se heurte à la question : Comment le capitalisme peut-il s'effondrer s'il se trouve en mesure de vaincre chacune de ses crises ? Otto Benedikt s'adressant à Henryk Grossmann, selon lequel l'effondrement est une crise finale impossible à surmonter, se demandait ainsi : « En quoi son "point final économique" se distingue-t-il des crises surmontables? Pourquoi la crise ultime cesse-t-elle d'être surmontable ⁸¹ ? » Adoptant la théorie de la disproportionnalité de Lénine, Benedikt conclut que, quand bien même elle serait valide, la théorie des crises de Grossmann n'est qu'une *théorie des crises*, et non une théorie de l'effondrement. Selon Benedikt, il s'agit, dans le cas du problème des crises, non pas de la possibilité ou de l'impossibilité d'une accumulation continue, « mais bien d'un processus dialectique, croissant et contraignant, de ruptures, de contradictions et de crises - non d'une impossibilité absolue, strictement économique, de l'accumulation, mais au contraire d'une interaction constante du dépassement de la crise et de sa reproduction à un niveau supérieur jusqu'au moment où le prolétariat fera éclater ce schéma ⁸² ».

A quoi Grossmann aurait pu répondre ce que Benedikt répondait lui-même, réponse commune à tous ceux qui ont discuté du problème des crises, dans leurs variantes, ou bien diversement réformistes, ou bien distinctement révolutionnaires. En dernière analyse, il n'y aurait pas d'effondrement « purement économique » ou « automatique ». Chez Tougan-Baranovsky, Hilferding et Bauer, c'était à des mouvements sociaux animés d'une éthique et d'une conscience politique qu'il reviendrait de transformer un ordre social mauvais en un ordre meilleur; chez Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek, ce sont les ouvriers doués de conscience de classe qui mettent fin au capitalisme bien avant le point final assigné par les analyses théoriques à son expansion ; de même, suivant Grossmann, « aucun système économique, aussi faible qu'il soit, ne s'effondre de lui-même ; il faut qu'on le renverse. [...] La prétendue "nécessité historique" ne s'accomplit pas automatiquement, elle réclame au

contraire la participation consciente de la classe ouvrière⁸³. » Mais cela c'est l'affaire des luttes de classe, non de la théorie économique, qui peut seulement faire prendre conscience des conditions objectives dans lesquelles se déroule la lutte de classe et qui en déterminent l'orientation.

Chose singulière, les théories des crises les plus diverses concernaient le caractère inéluctable du déclin du capitalisme et de son effondrement, par suite des convulsions politiques provoquées par celui-ci. Nous l'avons déjà montré à propos de Rosa Luxemburg et de Henryk Grossmann. Mais même des théoriciens de la disproportionnalité comme Boukharine affirmaient que le « processus de .décadence [du capital] se met en place avec une nécessité absolue dès que la reproduction négative élargie a absorbé la plus-value sociale. L'investigation théorique ne peut pas fixer avec une certitude absolue à quelle date exacte, à partir de quels chiffres concrets, caractéristiques de ce processus, commence la période de décadence. C'est déjà une *questio facti*. La situation concrète de l'économie européenne dans les années 1918-1920 indique clairement que cette période de décadence a déjà commencé et que les signes d'une résurrection de *l'ancien système* des rapports de production font défaut⁸⁴ ».

L'application cohérente de la théorie sous-consommationniste permettait, elle aussi, de conclure à la décadence du capital. Ainsi Natalie Moszkowska écrivait : « Si le fossé entre la production et la consommation se creuse au-delà d'un certain point et si le défaut de consommation atteint une certaine ampleur, la paupérisation, de relative, devient *absolue*. La production décroît, les ouvriers se retrouvent sur le pavé. Si le capitalisme classique a été caractérisé par une paupérisation relative, le capitalisme moderne l'est donc par une paupérisation absolue. Et cette paupérisation absolue, insupportable à la longue, est grosse du déclin du capitalisme⁸⁵. »

Que la situation économique, pendant et après la Première Guerre mondiale, ait entretenu l'idée du déclin capitaliste n'a certes rien d'étonnant. Dans le camp bourgeois lui-même, non seulement elle suscita un profond pessimisme, mais encore elle coupa court à la bonne vieille conviction selon laquelle la société a le pouvoir de juguler ses crises. Certes, faisait remarquer Adolf Löwe, « les crises économiques intrinsèques ont perdu de leur virulence, mais dès lors qu'on considère une destruction internationale de valeurs telle que la guerre mondiale comme la forme moderne des crises à l'époque impérialiste, et bien des choses parlent en ce sens, il serait déraisonnable de compter beaucoup sur une "statisation" spontanée⁸⁶ ». Ce genre de situation rendrait à peu près aussi absurde de soutenir qu'il n'existe « pas de situation dont le capital ne puisse se tirer » que le contraire, les deux propositions restant également plausibles. Comme, pour le marxisme, ce n'est pas l'économie qui conditionne les rapports de classe donnés, mais que ce sont, au contraire, les rapports de production capitalistes - en tant que rapports de classe - qui supposent, dans les conditions de l'économie de marché, la forme fétichiste des rapports économiques, toute conception « purement économique » du capital et des lois qui président à son mouvement est d'emblée frappée d'inanité. « Toute la merde de l'économie politique débouche dans la lutte des classes », disait Marx... qui n'en a pas moins consacré des dizaines d'années de travail à essayer de démontrer, sur la base même des catégories économiques propres au capitalisme, que ce système n'a pas l'éternité devant lui.

La tendance qui pousse l'accumulation capitaliste vers une impasse ne peut être mise à nu qu'à l'aide d'un modèle respectant les fondements essentiels du système. Dans la construction élaborée par Marx, le capital est condamné à périr de ses contradictions et, puisque l'histoire elle-même ne fait rien, mais que ce sont les hommes qui la font, il s'ensuit tout bonnement que la limite historique du capital est donnée avec la révolution prolétarienne. Par contre, ce renversement n'en a pas moins pour préalable la

désagrégation du système. Si le capital, en s'accumulant, crée ses propres fossoyeurs, sa fin dernière est déjà inscrite dans le processus d'accumulation, et l'on peut à bon droit parler de la théorie de l'accumulation comme d'une théorie de l'effondrement sans pour autant tomber dans l'erreur d'un effondrement « purement économique » ou « automatique».

Interpréter la grande crise de l'entre-deux-guerres comme possibilité de crise finale du capitalisme, c'était prendre ses désirs pour la réalité. Mais cela n'apparut qu'après coup. Au stade du capitalisme développé, chaque grande crise peut en principe se transformer en crise finale. Dans la négative elle reste la condition préalable de la poursuite de l'accumulation. On ne saurait pour autant conclure à l'impossibilité d'un état de crise « permanent », ce concept devant être pris non par rapport à l'éternité, mais seulement par opposition à la crise temporaire, vite passée. En ce sens, la crise « permanente » est tout aussi concevable et intimement liée au système de Marx que les crises surmontables. Lorsque Marx affirmait qu'il n'existait pas de crises permanentes, il ne faisait ainsi que se référer au cycle industriel du siècle dernier et à la théorie de l'accumulation d'Adam Smith, selon laquelle le taux de profit baisse de façon régulière. Dans les conditions actuelles du capital mondial, l'apparition d'un état de crise économique-politique persistant reste une hypothèse aussi plausible que l'hypothèse selon laquelle la crise permettra au capital de relancer l'expansion.

Notes

1. Un trouvera un exposé empirique des crises depuis 1816 dans l'ouvrage, bref mais suffisant, de Maurice Flamant et Jeanne Singer-Kérel : *Crises et récessions économiques* (coll. « Que Sais-je »), Paris, 1968.
2. E. Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* (1899), trad. A. Cohen, Paris, 1900, p. 124 sq.
3. *Ibid.*, p. 131.
4. *Ibid.*, p. 143.
5. Procès-verbal du congrès de Hanovre du parti socialdémocrate (cité d'après L. Woltmann, *Die wirtschaftlichen und politischen Grundlagen des Klassenkampfes*, *Sozialistische Monatshefte*, fév. 1901, p. 128).
6. H. Cunow in *Die Neue Zeit*, XVII, 1, 1898-1899, p. 358.
7. Tougan-Baranovsky, *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England*, Iéna, 1901. (Cet ouvrage, publié en russe dès 1894 à Saint-Pétersbourg, a été traduit en français par Joseph Schapiro, sous le titre *Les crises industrielles en Angleterre*, Paris, 1913. Les passages cités par P. Mattick, extraits du premier chapitre de l'édition allemande, ne se retrouvent pas dans la version française dont l'auteur explique dans sa préface qu'il l'a profondément remaniée [N. d. T:].)
8. *Ibid.*, p. 25.
9. *Ibid.*, p. 27.
10. *Id.*
11. *Ibid.*, p. 33.
12. *Ibid.*, p. 18, note 1.
13. K. Kautsky, « Krisentheorien », *Die Neue -Zeit*, XXIX, 2, 1901-1902, p. 112 et 117.
14. *Ibid.*, p. 118.
15. C. Schmidt, « Zur Theorie der Handelskrisen und der Ueberproduktion », *Sozialistische Monatshefte*, sept. 1901, p. 675.
16. R. Hilferding, *Le Capital financier* (1910), trad. M. Ollivier, Paris, 1970, p. 337.
17. *Id.*
18. *Ibid.*, p. 351 sq.
19. *Ibid.*, p. 400. (La dernière phrase manque dans la traduction française [N. d. T.].)
20. *Ibid.*, p. 491. 21. *Ibid.*, p. 493. 22. *Id.*
23. R. Luxemburg, « L'Accumulation du capital (1913) », trad. M. Ollivier et I. Petit, in *Œuvres*, III-IV, Paris, 1969.
24. R. Luxemburg, *Briefe an Leon Jogiches*, trad. du polonais par M. Fricke-Hochfeld et B. Hoffmann, Francfort, 1971, P. 332. (Cette lettre du 16-11-1911 adressée à Constantin Zetkin et citée ici par Félix Tych ne figure pas dans la version française des *Lettres à Léon logichès*, trad. C. Brendel, 2 vol., Paris, 1971 [N. d. T:].)
25. R. Luxemburg, « L'Accumulation du capital », *op. cit.*, IV, p. 6.
26. *Ibid.*, p. 11 et 20.
27. R. Luxemburg, « Critique des critiques ou : Ce que les épigones ont fait de la théorie marxiste » (1921), trad. I Petit, in *Œuvres*, IV, Paris, 1969, p. 131-279, ici p. 142.
28. R. Luxemburg, « L'Accumulation du capital », IV, p. 38.
29. *Ibid.*, p. 39.
30. R. Luxemburg, « Critique des critiques », *op. cit.*, p. 145.
31. A. Pannekoek, « Herrn Tugan-Baranowskys MarxKritik », *Die Neue Zeit*, XXVI, 1, 1909.
32. A. Pannekoek in *Bremer Bürger-Zeitung*, 29-30; janv. 1913.

33. N. Bukharin, *Der Imperialismus und die Akkumulation des Kapitals*, Vienne-Berlin, 1924.
34. Dans l'article sur Marx qu'il rédigea pour l'encyclopédie russe Granat, Lénine écrivait : a Sur la théorie marxiste de l'accumulation du capital, un nouvel ouvrage de Rosa Luxemburg, et l'analyse de sa fausse interprétation de la théorie de Marx par Otto Bauer : *Die Akkumulation des Kapitals* (*Neue Zeit*, XXXI, 1913, I, p. 831 et 862), Eckstein dans le *Yorwdrts* et Pannekoek dans la *Bremer Bürger-Zeitung*. » (Cf. Lénine, *Œuvres*, XXI, p. 85 sq.)
35. R. Luxemburg, « Critique des critiques », *op. cit.*, p. 158, en note.
36. R. Luxemburg, a L'Accumulation du capital », *op. cit.*, p. 98.
37. *Ibid.*, p. 99.
38. *Ibid.*, p. 99 sq.
39. O. Bauer, « Die Akkumulation des Kapitals », *Die Neue Zeit*, XXXI, 1, 1912-1913, p. 834.
40. *Ibid.*, p. 835. 41. *Ibid.*, p. 867. 42. *Ibid.*, p. 869. 43. *Id.*
44. *Id.*
45. *Ibid.*, p. 872.
46. R. Luxemburg, « Critique des critiques », *op. cit.*, p. 158.
47. *Ibid.*, p. 149.
48. *Ibid.*, p. 214.
49. *Id.*
50. K. Marx, *Le Capital*, Livre II, éd. Rubel, II, p. 795,
51. H. Grossmann, *Das Akkumulations- und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistischen Systems*, Leipzig, 1929, p. 101.
52. *Ibid.*, p. 104.
53. R. Luxemburg, « Critique des critiques r, *op. cit.*, p. 177 sq.
54. H. Grossmann, *op. cit.*, -p. 105.
55. H. Grossmann, a Die Aenderung des ursprünglichen Aufbauplans des Marxschen a Kapital A und ihre Ursachen A (1929), *Aufsdtze über die Krisentheorie*, Francfort, 1971, p. 32.
56. H. Grossmann, c Die Wert-Preis-Transformation bei Marx und das Krisenproblem s, *ibid.*, p. 48.
57. « Die Aenderung des ursprünglichen Aufbauplans... x, *ibid.*, p. 17.
58. *Grundrisse*, p. 345 (cf. *Fondements:...*, I, p. 403 ; voir note du traducteur, *supra*, p. 4).
59. *Ibid.*, p. 347 sq. (I, p. 405 sq.). 60. *Ibid.*, p. 346 (I, p. 405).
61. *Ibid.*, p. 348 (I, p. 406). 62. *Id.*
63. *Ibid.*, p. 351 (I, p. 409). 64. *Ibid.* (I, p. 410).
65. *Ibid.*, p. 353 (I, p. 412).
66. K. Marx, *Le Capital*, Livre II, éd. Rubel, II, p. 753 sq.
67. *Ibid.*, p. 829.
68. *Ibid.*, p. 799.
69. *Ibid.*, ~. 802.
70. H. Grossmann, *Das Akkumulations- und Zusammenbruchsgesetz...*, *op. cit.*, p. 246.
71. K. Marx, *Le Capital*, Livre II, éd. Rubel, II; p. 804.
72. *Ibid.*, p. 722 sq. 73. *Ibid.*, p. 721 sq. 74. *Ibid.*, p. 835. 75. *Id.*
76. N. Boukharine, *Oekonomik der Transformationsperiode*, Hambourg, 1922, p. 158 sq.
77. *Id.*
78. K. Marx, *Le Capital*, Livre premier, éd. Rubel, I, p. 609.
79. A. Pannekoek, « Theore6sches zur Ursache der Krise », *Neue Zeit*, XXXI, 1, 1913, p. 783 et 792.

80. K. Marx, « Matériaux pour l' "Economie" A, éd. Rubel, II, p. 464, note a.
81. O. Benedikt, « Die Akkumulation bei zunehmender organischer Zusammensetzung des Kapitals », *Unter dem Banner des Marxismus*, 6, déc. 1929, p. 887.
82. *Ibid.*, p. 911.
83. H. Grossmann, « The Evolutionist Revolt against Classical Economics », *Journal of Political Economy*, 1943, p. 520.
84. N. Bucharin, *op. cit.*, p. 53.
85. N. Moszkowska, *Zur Kritik der modernen Krisentheorien*, Prague, 1935, p. 106.
86. A. Löwe, *loc. cit.*, p. 371.

IV. Splendeurs et misères de l'économie mixte

La deuxième crise économique universelle de ce siècle eut pour dénouement la Première Guerre mondiale, provoquée par la concurrence impérialiste. A la dévalorisation du capital en temps de crise, assortie de sa concentration et de sa centralisation, s'ajoutait désormais une destruction physique des moyens de production et des forces de travail, qui eut notamment comme conséquence de faire passer à l'Amérique la suprématie économique jusqu'alors apanage des pays européens. Les Etats-Unis devinrent le plus gros exportateur et créancier du monde. Les modifications territoriales amenées par la guerre, l'expulsion de la Russie hors du cadre de l'économie mondiale, la politique des réparations, l'effondrement des devises et du marché mondial devaient avoir sur la reconstruction des conséquences infiniment plus graves que: celles d'une crise « purement économique ». Les économies européennes se relevèrent avec une telle lenteur, qu'à l'exception de l'Amérique, la crise qui avait débouché sur la Première Guerre mondiale se traîna en longueur, jusqu'à la Deuxième. La position particulière de l'Amérique lui avait valu dès le départ un délai qui vint à expiration en 1929. L'effondrement américain entraîna à sa suite la ruine de l'économie mondiale tout entière.

Ce fut en vain que le capital s'évertua de sortir de la crise à grand renfort de prêts américains, de cartellisation, de rationalisation de la production et d'inflation. Pour ne prendre que le pays capitaliste le plus pauvre de l'époque et celui qui était le plus riche, on notera que, de 1929 à 1932, la production industrielle de l'Allemagne avait chuté de 50 %, que le nombre de chômeurs s'élevait en 1932 à 7 millions et que le revenu national était descendu de 73,4 à 42,5 milliards de marks. Aux Etats-Unis, le revenu national avait également diminué vers 1932 de la moitié, passant de 87,5 à 41,7 milliards de dollars, et 16 millions de chômeurs témoignaient d'une contraction de 50 % de la production industrielle. Une crise économique mondiale de cette ampleur dépassait tout ce qu'on avait connu jusqu'alors et ne pouvait, comme la première crise d'après-guerre, être attribuée à une conflagration armée.

Quelle que fût leur obédience, les adeptes de la théorie marxienne des crises virent dans la crise qui allait se perpétuant une confirmation de leur critique du capitalisme, et cherchèrent à la combattre qui par des réformes, qui par l'extirpation du système. Quant aux adeptes de la théorie statique de l'équilibre, la crise les laissait perplexes, les mécanismes régulateurs que postulait la doctrine brillant surtout par leur absence. Les gouvernements des pays capitalistes ayant commencé par s'en remettre aux effets de la déflation, sans intervenir dans la marche de l'économie, on ne pouvait pas davantage imputer la crise à une politique erronée, de sorte que la seule chose à faire était d'en rejeter la responsabilité sur le dos des ouvriers, peu enclins à accepter des salaires plus bas. La persistance de la crise et du chômage, qui ne cessait de s'étendre en même temps qu'elle, finit pourtant par obliger les économistes bourgeois à une révision qui entra dans l'histoire sous le nom de « révolution keynésienne¹ ».

Sans mettre en cause la théorie néo-classique en général, Keynes dressa un constat d'échec, qui allait visiblement de soi-même : la doctrine traditionnelle n'était pas en accord avec la situation. Le plein emploi, supposé par la théorie, lui semblait être à présent une condition possible, mais non nécessaire, de l'équilibre économique. La thèse de J.-B. Say, qui voulait que l'offre se trouve en permanence couverte par la demande, était, avec cent ans de retard, reconnue comme erronée, l'« épargne » n'induisant pas forcément de nouveaux investissements. Comme la production doit être au service de la consommation, laquelle décroît toutefois par suite d'une saturation grandissante, la production ne peut que baisser, ce qui entraîne par ricochet une contraction du marché du travail. Dans une société capitaliste parvenue à maturité, les nouveaux investissements ne

pouvaient manquer d'être de moins en moins rentables, chose à laquelle une compression brutale des salaires n'aurait d'ailleurs rien changé. Il est assez évident que de bas salaires sont générateurs de profits élevés et donc incitent à réinvestir. Cependant, vu les difficultés inhérentes tant à d'éventuelles compressions de salaires qu'au déclin inévitable du taux d'accumulation sur longue période, il serait non seulement vain, mais encore dangereux de laisser libre cours à l'économie. Selon Keynes, la dépression devait être combattue à l'aide d'une politique d'expansion mise en œuvre par l'Etat et fondée sur un mélange de mesures monétaires aux effets inflationnistes et de travaux publics financés au moyen du déficit budgétaire.

Bien qu'il eût tenté d'expliquer les mouvements cycliques du capital par la rentabilité différentielle de celui-ci, Keynes ne se soucia nullement d'élaborer une théorie des crises proprement dite. Selon lui, le fléchissement de la propension à consommer, consécutif à la croissance de la richesse sociale, avait pour effet corrélatif un recul de la propension à accumuler, incitant les capitalistes à ne plus convertir leur argent en capital. Libre à eux, certes, de persister à investir, mais ce serait avec un taux de profit en voie de contraction, lequel ne pourrait cependant tomber au-dessous du taux d'intérêt existant.

Pour sortir de la dépression, il était indispensable de doubler de mesures inédites les politiques anticrises couramment employées jusqu'alors. Il fallait laminier les salaires par le biais de l'inflation, soutenir le taux de profit en abaissant le taux d'intérêt et résorber le chômage résiduel à l'aide de la dépense publique. Jusqu'au jour où cet ensemble de mesures finirait par relancer l'expansion, permettant ainsi de restituer, pour une nouvelle étape, leur primauté aux automatismes du marché. Keynes visant essentiellement à trouver les moyens de résorber la crise actuelle, la tendance du développement économique à long terme, pour inhérent qu'elle fût à sa théorie, devait y rester à l'état d'ornement philosophique, sans le moindre intérêt immédiat. Indissolublement liée à l'équilibre stationnaire, sa théorie demeura incapable de rendre compte de la dynamique du système.

La théorie keynésienne ne pouvait avoir d'autre champ d'application que l'économie nationale, non l'économie capitaliste mondiale, le dirigisme qu'elle préconisait étant concevable uniquement dans un cadre national. Toutefois, elle caressait l'espoir de voir le relèvement de la production dans chaque pays exercer un effet salutaire sur le commerce international, amenant ainsi la concurrence internationale à perdre de son acuité: Les mesures qu'exigeait l'élimination du chômage nécessitèrent un retour à la macro-économie classique, qui traite de la société globale et des agrégats économiques, contrairement à la micro-économie - cultivée alors de façon quasi exclusive - qui se borne à l'analyse fragmentaire de facteurs économiques isolés. Quels qu'ils fussent, les remèdes ainsi prescrits n'avaient rien de nouveau. Loin de là, il s'agissait d'expédients que l'apogée du laisser-faire avait relégués au second plan. En dépit d'un formidable déploiement de néologismes technico-économiques, les prétentions de la « nouvelle science économique » ne recouvraient rien d'autre que le très banal principe capitaliste de l'accroissement du profit au moyen d'interventions étatiques dans les rapports de marché.

La nécessité, dictée par la crise, de faire intervenir l'Etat dans l'économie ne tarda pas, dans l'esprit des théoriciens, à tourner au dirigisme virtuel. La thèse traditionnelle qui voulait que toutes les dépenses publiques eussent un caractère improductif, et qui avait prévalu jusqu'alors, fut désormais considérée comme une erreur et on fit ressortir qu'à l'instar des investissements privés, elles ont un effet bénéfique sur la production et le revenu. D'après Alvin Hansen, « des parcs, des piscines, des terrains de jeux sont une source de revenus réels tout autant que la mise en place d'une fabrique de postes de radio [...]. Les dépenses publiques elles aussi, par les emplois qu'elles créent, accroissent le revenu national [...]. Même une guerre, en donnant un coup d'arrêt aux investissements

nouveaux, est susceptible de relancer après la guerre une demande ayant pour effet d'élever le revenu national dans une proportion exactement égale à celle des nouveaux placements de l'industrie privée. En bref, quand le défaut d'investissements aboutit au déclin de l'économie; il n'y a plus que l'Etat qui puisse augmenter le revenu national par le truchement de la dépense publique³ ». Les économistes ne font pas la distinction entre économie tout court et économie capitaliste, ils n'arrivent pas à voir que la productivité et ce qui est « productif pour le capital » sont deux choses différentes, que les dépenses, et publiques et privées, ne sont productives que dans la mesure où elles sont génératrices de plus-value, et non simplement de biens matériels et autres agréments de la vie.

Les économistes de notre temps se figurent que le capital privé et l'Etat contribuent autant l'un que l'autre à la formation du revenu national et qu'ils s'en nourrissent à part égale. Bien que l'apport de l'Etat provienne de l'impôt et de l'emprunt, l'augmentation du revenu national par le biais de la dépense publique permettrait d'assurer le service de la Dette. Il n'y aurait pas d'effet inflationniste à craindre tant qu'il serait possible de contrebalancer le gonflement de la masse monétaire par un accroissement équivalent de la production et du revenu réel. Pour démontrer cela, on fait appel à un principe dit « d'accélération », ou à un « principe de multiplication », ou encore à une combinaison des deux, dont certains postulats fictifs, permettraient mathématiquement d'établir la réalité. Il est toutefois impossible d'administrer la preuve que ces « principes » donnent les mêmes résultats, ou des résultats analogues, au niveau du réel, l'évidente complexité des facteurs économiques ne manquant pas de s'y opposer. Mais la justification théorique ne va pas elle-même plus loin que cette idée, qui coule de source, selon laquelle les dépenses de l'Etat sont, comme n'importe quelles autres, capables d'induire de nouvelles dépenses privées, de sorte que le pouvoir d'achat global soit supérieur au montant des dépenses primitives de l'Etat.

Alvin Hansen se défendait d'avoir élaboré une théorie à ranger au rayon habituel des théories sous-consommationnistes. A son avis, la crise résultait, non d'une insuffisance de la demande de biens de consommation, mais d'une « surinvestissement » d'origine spontanée. La dynamique du système ayant pour effet de promouvoir la production des moyens de production plus vite que la consommation sociale, il fallait, afin d'éviter la surproduction, que l'élévation de la consommation devienne le principe dominant. Au sein de la société capitaliste moderne, les investissements n'étaient plus, à l'en croire, déterminés par la consommation. Aussi les théories circulaires des économistes classiques et néo-classiques, avec leur équilibre de l'offre et de la demande, se trouvaient-elles démenties par les faits. La consommation était désormais fonction de l'accumulation, d'où le cycle des crises, conséquence inéluctable de l'expansion capitaliste. Pour échapper au chômage et à la surproduction, il fallait élever la consommation publique au moyen de la dépense publique : en une sorte d'économie mixte où les relations de prix soient intégrées à des mesures monétaires et fiscales telles que l'économie puisse continuer à se développer graduellement.

Cette « révolution » de la théorie économique avait été précédée d'une pratique de même type qui, imposée par la nécessité, prit des formes variables selon les pays. Alors qu'aux Etats-Unis par exemple, l'aide aux chômeurs, prélevée sur les ressources publiques, visait à combattre la radicalisation notable de la population travaillante, le programme de création d'emplois revêtit en Allemagne la forme d'un réarmement visant à annuler les conséquences de la Première Guerre mondiale et à surmonter l'état de crise au détriment d'autres peuples, par la voie impérialiste. L'intégration de l'économie de marché au moyen du dirigisme servit donc, d'un côté, à sauvegarder le statu quo politique et, de l'autre, à tenter de le rompre. La crise généralisée et les antagonismes d'intérêt capitalistes firent que la lutte contre la crise dégénéra en une série d'aventures impérialistes et de conflits sociaux qui affectèrent peu ou prou tous les pays et finirent par déboucher sur la

Deuxième Guerre mondiale, laquelle fit progresser de force l'intégration de l'Etat et de l'économie. L'économie mixte prit ainsi en premier lieu l'aspect d'une économie de guerre et mit un terme à l'état de crise, qui semblait devoir être permanent, par la destruction d'une masse énorme de valeurs-capital et l'extermination mutuelle des producteurs.

C'est seulement après la guerre que la « Nouvelle Economique » devint l'idéologie de la classe dominante, car, dans le chaos qui suivit, il n'était plus possible de laisser l'action économique de l'Etat se relâcher. A l'exception de l'Amérique, le monde se trouvait, aux yeux de la bourgeoisie, dans un état de délabrement extrême qui nécessitait des interventions politiques et militaires si l'on ne voulait pas sombrer en pleine anarchie. Les fonctions économiques de l'Etat, qui avaient pris leur essor pendant la crise et la guerre, ne pouvaient être que transformées, mais certes pas éliminées. La confrontation qui mit aussitôt aux prises les puissances victorieuses, pour le partage du butin et la création de nouvelles sphères d'influencé, permit aux institutions étatiques d'exercer plus fortement encore leur autorité sur la croissance économique. Il fallait garantir les nouvelles frontières, tandis que l'Etat prenait partout en main la reconstruction de l'économie capitaliste. Une part croissante de la production sociale servit à ces fins, de sorte que les budgets d'Etat, alimentés par l'impôt et l'emprunt, allaient gonflant sans cesse.

L'idée que le capitalisme « mûr » était voué à une prolifération du chômage et à une stagnation auxquelles seule la dépense publique permettait de remédier, resta le leitmotiv de la « nouvelle science économique ». On tirait argument du plein emploi du temps de guerre pour faire valoir que le dirigisme était capable de maintenir cette situation dans n'importe quelles conditions et qu'avec l'intégration étatique de l'économie le cycle des crises céderait enfin la place à une expansion continue. Mais si l'on voulait incorporer à l'analyse économique la notion de croissance, il fallait élaborer une théorie dynamique apte à supplanter la théorie de l'équilibre statique. Harrod³ et Domar⁴ notamment s'efforcèrent de dynamiser le modèle keynésien de la détermination du revenu et, en invoquant principe d'accélération et principe de multiplication, de faire la preuve théorique qu'un taux de croissance équilibré de l'économie était parfaitement possible.

Ce taux de croissance était fonction du capital nécessaire et de son produit, d'une part, de la propension à épargner, d'autre part. Cependant, croissance et équilibre sont antinomiques ; une fois mise en train, la croissance aurait tendance à se poursuivre de façon autonome dans la direction prise et, partant, à devenir de plus en plus instable. Comme les nouveaux investissements ont un double caractère dans la mesure où ils ont pour effet d'élargir non seulement le revenu, mais aussi la capacité de production - soit, d'un côté, la demande et, de l'autre, l'offre --- il faut pour obtenir un taux de croissance garantissant la stabilité économique, que la capacité de production ainsi élargie soit en parfait accord avec la demande accrue. Mais il ne suffisait pas pour cela d'arriver à équilibrer l'épargne et l'investissement; il fallait en outre, pour éviter le chômage, que les investissements fussent supérieurs au montant de l'épargne. Ainsi donc, la croissance économique, tout en étant un moyen de résorber le chômage, ne manquerait pas d'en créer de nouveau, dès qu'elle dévierait du droit chemin dit développement équilibré.

S'apercevoir que l'équilibre statique relève de la fiction, rend encore moins crédible l'idée d'un taux d'expansion en progression régulière. Mais ce qu'il était inutile d'attendre d'un processus de croissance livré à lui-même, on pourrait l'obtenir en le guidant consciemment. A croire Paul Samuelson, l'économie et son développement seraient comparables « à une bicyclette, qui ne saurait tenir d'elle-même en équilibre, mais qui peut se révéler stable pour peu que la main de l'homme s'en mêle. De la même manière, la croissance à la Harrod-Domar, pour instable qu'elle serait dans les conditions du laisser-faire, pourrait être stabilisée grâce à la politique compensatrice et régulatrice de la

monnaie et de l'impôt, propre à l'économie mixte ⁵ ». Bien que « rien ne soit impossible dans une science aussi inexacte que l'économie », tout se passe aujourd'hui comme si la probabilité d'une grande crise - d'une dépression profonde, aiguë et durable comme il a pu s'en produire en 1930, 1870 et 1890 - se trouvait réduite à zéro ⁶ » .

Cette confiance semblait justifiée au regard du développement effectif de l'économie lequel avait en même temps « le mérite de démontrer qu'au nombre des possibilités de développement, il faut compter celle d'une croissance sans troubles d'équilibre, chose jadis contestée par divers chercheurs (notamment Marx avec sa théorie de l'effondrement)⁷ ». Les économistes bourgeois tenaient ainsi pour satisfaisante cette manière de poser le problème de la dynamique capitaliste sans renoncer au postulat de l'équilibre, laquelle eut pour expression la théorie néo-classique, unissant analyse statique et analyse dynamique.

Cependant, les théories de la croissance se préoccupaient moins de la marche économique des pays développés que des questions soulevées par l'issue de la Deuxième Guerre mondiale en ce qui concernait la croissance capitaliste des pays non développés. Certes, la réponse n'était ni longue ni difficile à trouver, mais la mise en pratique des propositions qui s'ensuivaient - à savoir : rattraper les pays avancés en suivant leur processus de développement -- achoppait à des difficultés insurmontables. Néanmoins, l'intérêt pour le sous-développement a ouvert une nouvelle branche à l'économie théorique, qui s'est mise à expliquer au monde entier les succès de l'économie mixte et à en recommander l'imitation. Mais cette théorie évolutionniste n'ayant rien à voir avec la question des crises, nous pouvons la négliger ici.

Du point de vue de la théorie marxienne des crises, la conjoncture favorable de l'après-guerre, qui se mit en place avec quelque retard, n'était pas pour surprendre : la crise a pour fonction, en effet, de créer les conditions d'un nouvel essor. Cela ne veut pas dire que toute crise soit à même d'induire une nouvelle période d'accumulation ; il peut lui arriver de déboucher sur une stagnation relative - cas de nombreux pays à la suite de la Première Guerre mondiale - et, de là, sur une nouvelle crise. A mesure qu'augmente le potentiel de destruction du capital, la guerre en tant que crise fait obstacle à un rétablissement rapide de l'économie, laquelle ne peut que lentement arriver à une nouvelle phase d'expansion. Ceci étant, le maintien du dirigisme est une nécessité et apparaît effectivement comme l'instrument essentiel du nouvel essor.

L'économie capitaliste en proie à la stagnation a beau avoir recours aux interventions de l'Etat pour redémarrer et maîtriser le chômage, cela ne signifie pas que la bonne conjoncture qui finit par faire son apparition leur soit due exclusivement. Celle-ci peut en effet trouver son origine dans un rétablissement de la rentabilité, concomitant à ces interventions mais relativement indépendant d'elles, comme ce fut le cas dans le passé, lors de crises qu'une politique déflationniste contribuait à aggraver et non à atténuer. Si l'essai d'améliorer la rentabilité du capital en réduisant le budget de l'Etat s'est révélé infructueux, il faut bien voir que l'augmentation des dépenses publiques ne garantit nullement la résorption de la crise. Dans un cas comme dans l'autre, la poursuite progressive de l'accumulation dépend en fin de compte de la transformation structurelle du capital et d'un taux de plus-value permettant de valoriser le capital en expansion. Certes, l'élargissement de la production de capital après la Deuxième Guerre mondiale a pour seul facteur d'explication la puissance d'expansion encore intacte - ou rétablie - du capital, non la production induite par l'Etat. Mais, de ce fait, la certitude d'une nouvelle crise de suraccumulation se marie à la nécessité d'interventions accrues de l'Etat.

Selon la « Nouvelle Economique » toutefois, il ne fallait plus compter sur une expansion autonome suffisante du capital ; moyennant quoi la poursuite de l'accumulation ne pouvait avoir lieu que dans le cadre de l'économie mixte. Une minorité d'économistes

sceptiques s'en tenait malgré tout au principe du laisser-faire et voyait se profiler, avec l'économie mixte, la destruction pure et simple de l'économie de marché et sa conséquence fatale, l'effondrement du capitalisme privé. La prospérité qui se maintenait dans les pays occidentaux, ne pouvant être expliquée directement par l'intervention de l'Etat, fit passer à l'arrière-plan les thèmes keynésiens, et la micro-économie retrouva la première place dans le monde universitaire. Non seulement l'ingérence de l'Etat dans l'économie fut considérée comme superflue; mais on l'accusa même d'entraver la liberté de mouvement du capital, c'est-à-dire qu'on lui reprocha de freiner le développement. Cette nouvelle prise de conscience capitaliste restait liée toutefois à la prospérité et, de même que la « Nouvelle Economique » ne parvenait pas à éliminer complètement la doctrine du laisser-faire, cette dernière n'était pas davantage à même, arguant simplement de la prospérité, de contraindre la « Nouvelle Economique » à lui laisser le terrain. L'économie mixte était déjà devenue, irrévocablement, la forme du capitalisme moderne, même si son caractère mixte restait sujet à variations. On pouvait accroître le dirigisme, ou le réduire, en fonction des exigences d'un développement économique par ailleurs incontrôlable.

Au cours de la période d'expansion étonnamment rapide et durable que connut le capital occidental, les phases de baisse d'activité furent d'assez courte durée pour amener à substituer le concept de récession au concept de dépression, et la part de production induite par l'Etat put rester bien en deçà de l'accroissement général de la production ; du coup, ce ne fut pas seulement le caractère de la théorie keynésienne qui changea, mais aussi celui de conceptions économiques de coloration marxiste, ce qui donna finalement le jour à diverses révisions de la théorie marxienne du capital et des crises. Inspirés presque tous par la théorie keynésienne de l'insuffisance de la demande' comme cause de la stagnation, ces auteurs ⁸ partageaient le sentiment que les difficultés capitalistes ont pour origine non une pénurie, mais une pléthore de plus-value. Selon eux, en raison de transformations structurelles - la dépréciation du capital constant sous l'impact des techniques modernes, ou la manipulation autoritaire des prix liée à la monopolisation, par exemple --, la production de plus-value ainsi stimulée atteindrait un montant qui excéderait les possibilités de l'accumulation, la dépense publique étant dès lors seule à pouvoir résorber ce surplus. Or le mode de production capitaliste exclut par définition un progrès de la consommation ouvrière proportionnel à l'accroissement des capacités de production. C'est pourquoi l'économie oscillerait entre la stagnation et la résorption de celle-ci par le biais d'une politique de gaspillage, à grand renfort de recherche spatiale, d'armement et d'entreprises impérialistes. Sans doute l'excès de profit ne saurait éliminer les crises, mais celles-ci n'auraient rien à voir avec la loi qui les faisait découler de la baisse du taux de profit. Autrement dit, ces auteurs en étaient revenus, quoique par d'autres voies, à la thèse de Tougan-Baranovsky et de Hilferding, à savoir qu'il n'y a pas de limites objectives au développement du capital, ce dernier pouvant, malgré un mode de répartition conflictuel, élargir la production à l'infini, même s'il lui faut pour cela en gaspiller une partie de façon « irrationnelle » . Sans entrer ici dans le détail des contradictions inhérentes à ces théories ⁹, remarquons simplement qu'elles n'étaient fondées sur aucun autre argument que l'essor manifeste du capital occidental lequel non seulement permettait de poursuivre l'accumulation tout en améliorant les conditions d'existence des travailleurs, mais encore demeurait inentamé grâce à des dépenses publiques accrues. Contrairement à ce qu'on supposait pendant la dépression, l'économie ne devait pas de subsister à des injections de fonds publics, loin de là, le luxe de la production pour le gaspillage et, au-delà, la métamorphose prétendue du capitalisme en « société d'abondance » ou « de consommation a étant dus, au contraire, à l'élévation du profit.

Il n'empêche que la période de prospérité nécessite une explication qu'on ne peut trouver que dans la marche réelle de l'économie. Pour le marxisme, s'il y a prospérité, c'est qu'il existe une quantité de profit suffisante pour permettre à l'accumulation de se poursuivre progressivement, de même que la crise provient d'une contraction du profit. Il est possible de rendre compte - serait-ce après coup seulement - de chaque cycle industriel, spécifiquement, sur la base des phénomènes économiques qui en ont jalonné le cours. Si la longue dépression de l'entre-deux-guerres fut marquée par un défaut généralisé de profit et un taux d'accumulation extrêmement bas, ainsi que par un recul des investissements, ce n'était pas en raison d'une diminution soudaine et décisive de la productivité du travail, mais au contraire parce que la productivité existante n'était pas assez forte pour assurer la poursuite d'une expansion rentable par rapport au capital accumulé. Le taux de profit moyen résultant de la structure du capital était trop faible pour inciter les capitaux individuels à étendre leur production par élargissement de l'appareil de production, bien que la baisse du taux de profit moyen, loin de leur apparaître comme telle, prenne à leurs yeux l'aspect de difficultés croissantes d'écoulement des marchandises. La masse de profit disponible n'arrivait pas, en vérité, à satisfaire les exigences du capital en la matière - exigences encore gonflées par une spéculation à base de valeurs-capital fictives. D'où un tassement du profit pour chaque capital particulier qui déboucha, l'arrêt de l'expansion aidant, sur la crise généralisée. Pour sortir de là, il fallait un renversement complet de situation, une structure du capital et une masse de plus-value permettant à l'accumulation de reprendre. La phase de dépression avait vu une destruction continue de capital, encore accélérée par suite de l'anéantissement de valeurs-capital au cours de la guerre. Ainsi restreint, le capital resté en place bénéficia d'une masse de profit proportionnellement accrue. En outre, le progrès technique poussé à outrance sous l'impact de la guerre permit, en conjugaison avec la structure transformée du capital, des gains de productivité notables qui eurent comme effet d'élever la rentabilité du capital de manière suffisante pour élargir la production et l'appareil de production.

Pendant la guerre, le capital américain se trouva dans l'incapacité d'accumuler, la moitié environ du produit national étant employée à des fins militaires. Après quoi, on assista à un rattrapage en matière d'accumulation, avec renouvellement corrélatif des moyens de production. Il s'ensuivit une conjoncture favorable au cours de laquelle le chômage fut réduit au minimum indispensable. « De 1949 à 1968, le capital correspondant à chaque travailleur s'est accru de 50 %, ce qui fit monter la productivité du travail de 2,3 à 3,5 %. La croissance de la productivité dépassant celle des salaires, le taux de profit du capital, bien que relativement bas, resta néanmoins stable¹⁰. » Les Etats-Unis devaient en partie amorcer et financer la reconstruction des économies européenne et japonaise au moyen d'octrois de crédits et de fournitures qui, tout en stimulant leurs exportations, ouvrirent à leur production en expansion des débouchés bien plus importants que ceux que l'accumulation propre lui offrait. Dès qu'une relance de la rentabilité se fit jour, l'exportation des capitaux publics fut doublée par celle de capitaux privés, surtout sous forme d'investissements directs, qui internationalisèrent l'accumulation du capital américain et en facilitèrent la valorisation. Quant au capital qui se formait dans les pays en voie de reconstruction, il put mettre en œuvre des techniques de pointe tout en maintenant les salaires à un bas niveau, ce qui lui permit de devenir compétitif sur le marché mondial, dans diverses branches de production.

En Allemagne, par exemple, la productivité du travail augmenta au taux de 6 % par an et le quart de la production globale fut investi en capital additionnel. A l'exception de l'Angleterre, il n'en alla guère différemment pour les autres pays européens, tandis que le taux de l'accumulation en Amérique demeura au-dessous de sa moyenne historique.

Les taux de profit plus élevés des pays européens, qui accumulaient plus vite, eurent pour effet d'accélérer les exportations de capitaux américains, celles-ci accélérant à leur tour la croissance économique d'ensemble des pays importateurs. Les conditions créées par l'issue de la guerre entraînent une prolifération de sociétés multinationales, pour la plupart d'origine américaine, qui devait hâter encore le processus général de concentration du capital par des fusions et des liquidations à l'amiable. Sans entrer dans les détails de cette histoire bien connue, qui fut à l'envi saluée comme un « miracle économique » et fit l'objet d'une véritable débauche de littérature spécialisée, nous nous bornerons à dire que le fameux « miracle » reposait sur ni plus ni moins qu'un taux d'accumulation accéléré, lequel, grâce à cette accélération précisément, faisait monter le taux de profit de manière telle que la part de la production destinée à être consommée grossissait à la même allure que la production globale.

La « Nouvelle Economique » avait cependant été élaborée pour faire face à une crise qui semblait ne plus vouloir finir. Le keynésianisme se scinda en deux tendances ; l'une comptait sur l'intervention de l'Etat pour résorber la crise et, l'expansion une fois acquise, laisser la bride sur le cou à l'économie ; l'autre était convaincue que le capitalisme se trouvait déjà à l'état stationnaire et avait donc un besoin permanent de dirigisme. Mais elles furent infirmées l'une et l'autre, le cours réel des choses débouchant sur une expansion assortie d'une persistance des interventions de l'Etat. Dans les pays d'Europe occidentale, il s'agissait d'une accumulation dont l'Etat forçait l'accélération, tant et si bien que l'« économie sociale de marché » ne se distinguait pas de l'« économie mixte ». En Amérique toutefois, il fallut maintenir la stabilité du niveau de production au moyen de la dépense publique, ce qui eut pour effet de gonfler, lentement mais sûrement, la dette publique. En outre, à la base de tout cela, on trouvait aussi la politique impérialiste des Etats-Unis -- notamment, plus tard, la guerre du Vietnam.

Or, comme le chômage ne tomba pas au-dessous de 4 % de la population active et que les capacités de production ne furent pas utilisées à plein, il est plus que vraisemblable que, sans la « consommation publique » d'armements et de vies humaines, le nombre de chômeurs aurait été infiniment supérieur à ce qu'il fut en réalité. Et comme à peu près la moitié de la production mondiale était d'origine américaine, on ne pouvait parler sérieusement, malgré l'essor du Japon et de l'Europe de l'Ouest, d'élimination complète de la crise mondiale, et bien moins encore si l'on faisait entrer les pays sous-développés en ligne de compte. Pour animée que fût la conjoncture, elle ne concernait que certaines fractions du capital mondial sans parvenir à créer un essor économique généralisé à la terre entière.

Quoi qu'il en soit, le point de vue de la « Nouvelle Economique » était le suivant : la crise du capitalisme n'était plus inévitable puisque l'Etat avait le pouvoir d'enrayer le déclin économique par des mesures appropriées. Le cycle des crises était chose à jamais résolue, attendu qu'on pouvait compenser tout fléchissement de la production privée en élevant d'autant la production induite par l'Etat. Tout un arsenal de moyens dirigistes était désormais disponible pour assurer l'équilibre économique et la régularité du développement. Une politique monétaire tendant à stimuler l'expansion et l'investissement privé, une fiscalité modulée, des « stabilisateurs programmés » tels que les systèmes d'indemnisation du chômage, devaient, couplés avec une dépense publique financée par la voie du déficit budgétaire, assurer la bonne marche de l'économie, avec plein emploi et stabilité des prix ; que le gouvernement en décidât ainsi et, foi d'économiste, tout cela deviendrait réalité.

Pour démontrer tout ce qu'a de chimérique la thèse d'une gestion étatique équilibrée, agissant par compensation d'effets contraires, il suffit à la critique marxiste de faire ressortir le caractère capitaliste du mode de production, d'une production axée sur le

profit et lui seul. Mais cela ne revient pas à dénier pour autant toute espèce de validité à cette thèse. De même que l'expansion du crédit privé est susceptible de stimuler l'activité économique bien au-delà du seuil qui autrement serait le sien, la croissance de la dépense publique par le biais du crédit peut, elle aussi, avoir pour effet de relancer l'économie globale. L'une comme l'autre trouvent cependant leurs limites respectives, dans la production effective de profit. En raison de ces limites, la théorie abstraite du développement du capital pourrait négliger le crédit sans perdre pour autant la moindre parcelle de sa validité. Là où il n'y a pas de profit à gagner, il n'y a pas non plus de crédit demandé, et on en accorde rarement quand l'économie se trouve au bord de la faillite. Au demeurant, la production capitaliste est depuis longtemps fondée sur le crédit sans que cela n'ait jamais rien changé aux lois qui gouvernent les crises. Alors que l'extension du système du crédit peut représenter un facteur d'ajournement de la crise, il se transforme en un facteur d'aggravation dès que la crise éclate, du fait de l'ampleur de la dévalorisation du capital, bien que cette dernière soit en fin de compte un nouveau moyen de résorber la crise.

Que la production induite par l'Etat s'étende au moyen du crédit suffit à indiquer que l'élargissement du crédit privé n'a pas été en mesure de prévenir la crise. Si ce type de production devait concurrencer le capital privé, il ne ferait qu'aggraver la position économique de ce dernier, sans améliorer en rien sa rentabilité ; la production induite par l'Etat ne saurait donc avoir accès au marché pour y être réalisée et accumulée, mais au contraire elle est destinée à la « consommation publique ». Les frais de celle-ci sont en permanence couverts par les impôts versés par les travailleurs et le capital générateur de plus-value pour satisfaire les besoins de la société capitaliste dans son ensemble. L'extension de la « consommation publique » ne peut être assurée que par des prélèvements sur la plus-value et la consommation privée ; avec un certain retard toutefois, car elle est financée, via le déficit budgétaire, non par une ponction fiscale supplémentaire, mais au moyen de la mobilisation sur une longue période de capital-argent privé, par la dette publique, en d'autres termes.

Tout le problème se réduit en fin de compte à ce fait d'évidence qu'on ne peut accumuler ce qui est consommé, de sorte que la « consommation publique » ne saurait inverser le mouvement qui conduit le taux d'accumulation à stagner, voire à se contracter. Le cas échéant, néanmoins, la cause en serait non la dépense publique, mais bien un rétablissement de la rentabilité du capital réalisé par le biais de la crise, et assez vigoureux pour permettre de relancer l'expansion malgré une dépense publique accrue.

Que les dépenses de l'Etat, en stimulant l'économie, aient servi de moteur à l'expansion, ne change rien à l'affaire, car l'expansion elle-même ne peut être obtenue que grâce au gonflement effectif de la plus-value privée. Faute de quoi, la production induite par l'Etat ne pourrait que faire déraiser encore plus le taux d'accumulation.

L'économie mixte signifie qu'une fraction de la production nationale est, après comme avant, production de profit pour compte privé, tandis qu'une fraction plus petite, que constitue la production induite par l'Etat, ne rapporte pas de plus-value. La masse de profit disponible pour l'investissement dans son ensemble se trouve donc amputée d'autant. Comme l'Etat ne dispose pas en général de moyens de production ni de matières premières, il lui faut se servir des capitaux gelés pour mettre en œuvre la production induite par ses soins, c'est-à-dire au moyen de commandes à diverses entreprises, lesquelles lui vendent le produit voulu. Ces entreprises doivent valoriser leur capital et faire en sorte que les travailleurs employés par elles créent de la plus-value. Toutefois, cette « plus-value » est « réalisée » non pas sur le marché, en échange d'autres marchandises, mais grâce à l'argent emprunté par l'Etat. Les produits eux-mêmes sont ou bien utilisés au bien gaspillés.

Travailler pour le compte de l'Etat facilite la vie aux capitalistes, que se voient ainsi libérés des soucis de la production et de la réalisation. Leur revenu trouve son équivalent dans l'impôt et la dette publique. La fraction du capital qui bénéficie de commandes de l'Etat réalise donc son profit de la même manière que la fraction du capital produisant de façon rentable pour le marché. Tout se passe comme si la production induite par l'Etat avait eu pour effet d'élargir le profit global. Mais en réalité, seule la plus-value réalisée sur le marché est vraiment nouvelle, car la plus-value «réalisée» grâce aux achats de l'Etat prend son origine dans une plus-value objectivée antérieurement sous forme de capital-argent.

Si la crise devait partout réduire à zéro la rentabilité du capital, la production capitaliste cesserait du même coup. En fait, au paroxysme de la crise, il y a toujours une fraction du capital qui demeure assez rentable pour que la production se poursuive, serait-ce à une échelle restreinte. Une autre, ruinée par la crise, contribue de la sorte à maintenir la rentabilité des capitaux restés productifs. Si on laissait ce processus se développer librement, comme c'était le cas lors des crises qui ont jalonné le xix^e siècle, on verrait, au bout d'une période de souffrances plus ou moins longue, s'établir une situation permettant au capital, avec une structure transformée et un degré d'exploitation accru, de relancer l'accumulation et de la porter au-dessus du niveau atteint avant la crise. Les données les plus récentes font apparaître que ce « processus de guérison » est trop risqué et que l'Etat est contraint d'intervenir pour éviter des convulsions sociales.

Du fait que le capital se trouve déjà hautement concentré, les remèdes classiques - dévalorisation du capital par le truchement de la concurrence, élévation de la rentabilité par suite de la concentration du capital - ont perdu une grande partie de leur efficacité, sauf si on étendait leur champ d'application du cadre national à celui de l'économie mondiale, ce qui serait courir droit à des affrontements armés. Etant donné que les capitaux concentrés ne tiennent absolument pas compte des nécessités sociales, même conçues dans l'optique du capital, ces nécessités demandent à être satisfaites par des moyens politiques - entre autres, des subventions étatiques destinées à maintenir à flot les branches de production indispensables malgré leur manque de rentabilité. Bref, pour que la société reste viable, l'Etat doit intervenir dans la répartition du produit social global.

La production induite par l'Etat est une forme de dirigisme qui concerne la redistribution du produit social global sans rien changer à son volume. La production additionnelle ne rapportant aucun supplément de profit, elle ne saurait servir à accumuler du capital. La crise résulte pourtant d'un défaut d'accumulation, situation à laquelle la production induite par l'Etat ne peut remédier. Dans l'hypothèse d'un capitalisme incapable d'accumuler, et donc d'une crise permanente, hypothèse qui n'a rien d'arbitraire, des mesures anticrises tendant à augmenter les dépenses publiques non rentables par la voie du déficit budgétaire auraient les conséquences suivantes : l'Etat achète, avec de l'argent emprunté, des produits qui, sans cela, n'auraient pas été fabriqués. Cette production additionnelle exerce aussitôt un effet positif sur l'économie bourgeoise sans qu'on puisse relier cela au modèle dit du « multiplicateur », théorème purement spéculatif et fondé sur l'insoutenable doctrine économique bourgeoise. Chaque nouvel investissement, quelle qu'en soit la provenance, ne peut évidemment que stimuler l'activité économique, sauf s'il provoque ailleurs un désinvestissement qui en annule l'effet. Des produits sont fabriqués et des ouvriers mis au travail ; aussi la demande générale doit-elle avoir pour conséquence de multiplier d'autant les nouveaux investissements. Mais étant donné que la part de la production ainsi accrue ne rapporte pas de profit, rien n'est changé aux difficultés dit capital à accumuler. Néanmoins, ces difficultés ne font pour le moment que se cristalliser, sans que la production induite par l'Etat vienne les augmenter. Comme, dans notre hypothèse, le capital privé ne s'accumule pas et que la production induite par l'Etat, étant

destinée à la « consommation publique », ne permet aucune espèce d'accumulation, on se trouve contraint, pour maintenir le niveau atteint par la production, d'augmenter en permanence le volume de la dépense publique et donc l'endettement de l'Etat. Le versement des intérêts grevant toujours davantage son budget, l'Etat se voit dans la nécessité d'élever à proportion les impôts frappant le capital privé. Certes, le montant de ces intérêts constitue, pour les créanciers de l'Etat, un revenu et va en tant que tel à la consommation ou est réinvesti soit dans l'économie privée, soit dans des effets publics. Cependant, il ne s'agit là que d'une seule et même somme, dépouillée ici de sa qualité de profit pour reparaître là sous forme d'intérêt. Le défaut d'accumulation n'est pas simplement assimilable à un état stationnaire, il implique bel et bien une régression ; d'où la nécessité d'interventions toujours plus poussées de l'Etat à mesure que l'économie décline, et le préjudice que supporte de ce fait le capital privé dont la capacité d'essor est réduite d'autant. Ainsi la production compensatrice induite par l'Etat, à l'origine moyen d'atténuer la crise, contribue maintenant à l'aggraver, étant donné qu'elle fait perdre à une fraction toujours plus large de la production sociale son caractère capitaliste, autrement dit, sa faculté de créer du capital additionnel.

Ce tableau d'un état de crise permanent se proposait seulement de montrer que la production non rentable induite par l'Etat, loin d'être un moyen de surmonter les crises, ne peut à la longue manquer de remettre en cause le mode de production lui-même. Pourtant, comme la crise fait mûrir en son sein les éléments de sa résorption, la nécessité d'accroître toujours davantage la production induite par l'Etat disparaît ; sans compter que les gouvernements - qui sont des gouvernements capitalistes -- éprouveront eux-mêmes le besoin de suspendre ce type de production à partir du moment où il commencera de menacer le système. Pour sauvegarder l'économie capitaliste, il ne suffit pas de produire, il faut encore produire plus de profit. S'il était possible de relever le profit par une production additionnelle tout court, le capital s'en chargerait lui-même sans avoir recours aux interventions de l'Etat. . L'économie politique bourgeoise ne pense pas en termes de production de valeur et de plus-value. A ses yeux, le profit n'est pas censé être le facteur déterminant de l'économie ni de son développement ; mieux, elle va même jusqu'à récuser l'existence du profit. «Une forte partie des revenus couramment qualifiés de profits, écrit par exemple Paul Samuelson, ne consiste, effectivement, en rien d'autre qu'en des intérêts, rentes et salaires désignés par un mot différent ¹¹. » Quand on s'abstient ainsi de distinguer le salaire d'avec le profit, le rapport entre la production en général et la production de profit reste parfaitement nébuleux et tous les types d'activités paraissent dès lors équivalents dans le cadre d'un revenu national, dont tout un chacun reçoit la part qui lui revient conformément à sa contribution. La différence entre la production rentable et la production non rentable s'évanouit à l'intérieur de la production globale exprimée en argent ; la production induite par l'Etat et la production privée finissent par se confondre dans une nuit où, comme les chats, toutes les relations de prix sont grises. Le produit social total apparaît en tant que revenu national, dans lequel le mouvement antagonique de la production en général et de la production de profit s'est estompé. L'économie politique bourgeoise se trouve ainsi incapable de voir les conséquences de ses propres prescriptions.

Cela n'empêchait nullement la « Nouvelle Economique » de revendiquer l'honneur d'avoir découvert le moyen de résoudre le problème des crises. Ce n'est que plus tard que l'on s'aperçut qu'elle s'était parée des plumes du paon et que la résorption effective des crises ne devait rien aux dispositifs anticrises des keynésiens. Ce n'est pas une raison, comme nous l'avons dit, pour contester toute efficacité à ces dispositifs, leur mise en œuvre permettant indéniablement d'impulser un retournement de la conjoncture, pour autant que la possibilité s'en présente. En soi, la production additionnelle induite par l'Etat ne saurait

accroître la plus-value sociale et, en se développant, elle est même vouée à la réduire. Malgré tout, l'élargissement de production qui va de pair avec elle, peut, comme toute extension du crédit, atténuer l'état de crise, leur action négative sur le profit global ne se faisant sentir que plus tard. Que le capital réussisse entre-temps à s'extirper de la crise, et ce succès sera attribué aux interventions de l'Etat, bien que celles-ci seraient demeurées sans effet si les conditions de valorisation du capital ne s'étaient pas améliorées d'elles-mêmes. Il n'empêche que l'accroissement de la production dû à l'Etat offre immédiatement un champ d'action plus large et plus propice aux efforts du capital privé pour passer de la contraction du profit à l'accumulation.

C'est pourquoi il n'est pas contradictoire de voir dans les mesures fiscales autant de facteurs contribuant à la fois à atténuer et à aggraver la crise. Le surcroît de production que le déficit budgétaire a permis de financer se présente comme une demande additionnelle, mais d'une espèce particulière ; certes, elle prend son origine dans une production accrue, mais il s'agit d'un produit total accru sans augmentation corrélative du profit global. La demande additionnelle consiste en argent que l'Etat injecte dans l'économie : c'est-à-dire en crédits octroyés par les pouvoirs publics. Elle n'en constitue pas moins une demande immédiatement additionnelle, qui stimule l'ensemble de l'économie et peut servir à relancer la conjoncture, à condition que celle-ci ne se heurte pas à des barrières infranchissables. Mais c'est uniquement dans de telles conditions que l'expansion non rentable de la production est susceptible d'ouvrir la voie à l'expansion rentable, sans perdre pour autant son caractère à la fois capitaliste et improductif. Et c'est cette double nature de la production induite par l'Etat qui oppose au recours à cette dernière des barrières définitives, et plus le capital s'enlise dans la crise, plus vite ces barrières sont atteintes.

De toute façon, la production qu'il induit dépend non de l'Etat lui-même, mais de sa capacité de crédit. C'est donc le capital privé qui doit en supporter les coûts. L'argent employé à élever la demande lui a été emprunté. C'est donc le capital privé lui-même qui finance le déficit, et y consent justement parce qu'il ne se comporte ni ne pense en fonction de la société globale. L'argent mis à la disposition de l'Etat rapporte des intérêts qui constituent pour une fraction du capital un motif suffisant de lui en prêter. Une fois ce processus engagé, la charge de l'impôt ne cesse de s'alourdir pour le capital qui produit encore de façon rentable et qui contribue de la sorte à financer le déficit budgétaire. Ainsi l'Etat met-il en branle un processus qui fait peser sur le capital total, en tant que capital-argent et en tant que capital productif, la charge d'une partie de la production rentable. Comme une fraction du capital, nous l'avons vu, fait elle-même des profits pendant la crise sans les transformer en capital additionnel, elle voit sa rentabilité encore réduite par l'extension de la production publique, moyennant quoi, au fil du temps, le peu d'empressement de cette fraction du capital à réinvestir se change en une impossibilité objective d'y parvenir. En ce sens -, s'il n'existe pas de reprise autonome de l'accumulation rentable -, la production induite par l'Etat, de conséquence de la crise qu'elle était, doit forcément devenir la cause de son aggravation.

L'effet positif des interventions de l'Etat sur l'économie n'est donc que temporaire et se renverse en son contraire quand la reprise escomptée de la production rentable n'a pas lieu ou tarde par trop à se manifester. Les représentants de la « Nouvelle Economique » ont eu, comme on dit, « la veine » que la bonne conjoncture, qu'ils ne prévoyaient pas du tout, se soit développée en même temps que les interventions de l'Etat. S'il n'en avait pas été ainsi, l'élargissement de la production par les pouvoirs publics aurait eu beau exercer au départ un effet stimulant, celui-ci n'aurait pas manqué à la longue de se dissiper, et même par faire obstacle à la résorption de la crise. Pas plus que le dispositif keynésien n'est à l'origine de la prospérité effective, pas plus il n'est capable d'enrayer la crise. Force

est d'admettre que les lois des crises capitalistes suivent leur propre cours comme cela était déjà le cas avant l'apparition de la « Nouvelle Economique ».

La longue phase d'expansion du capital était cependant assez impressionnante pour faire espérer - comme on l'avait déjà fait au tournant du siècle - que le cycle industriel tendrait à s'aplanir et que les périodes de dépression qui allaient s'atténuant pourraient être évitées à l'aide de mesures moins draconiennes. Les à-coups dont l'expansion continuait de souffrir, n'étaient - disait-on - que des « récessions de croissance » ne portant pas atteinte au niveau désormais acquis de la production, voire de simples pauses dans le cadre d'une hausse ininterrompue. En cas de pause de ce genre, un train de mesures fiscales et monétaires suffisaient à supprimer la distorsion entre l'offre et la demande, et à relancer la croissance.

Le développement rapide de la production de profit ayant permis de recourir relativement moins à la dépense publique financée par le déficit budgétaire, renforça le sentiment que la combinaison de l'économie de marché et du dirigisme avait une fois pour toutes liquidé le problème des crises. Même si les impôts absorbaient une bonne partie du revenu national, 32 % aux Etats-Unis, 35 % en Allemagne fédérale, par exemple, la dépense publique n'augmentait pourtant pas plus vite que la production globale. Si l'endettement de l'Etat continuait de s'accroître, il le faisait à un rythme plus lent. En Amérique, par exemple, la dette publique atteignait 278,7 milliards de dollars en 1945 et 493 milliards en 1973. Le service des intérêts de la dette passa de 3,66 milliards de dollars en 1954 à 21,2 milliards en 1973. Exprimé en pourcentage du P.N.B., il n'en resta pas moins le même, soit 1,7 %. Ces rapports devaient certes varier selon les pays. Ce qui nous intéresse en l'occurrence, c'est qu'en cas d'augmentation rapide du produit total, la croissance de la dette publique peut n'affecter en rien la charge de l'intérêt.

La part toujours accrue du produit national induite par l'Etat procède d'un prélèvement sur la plus-value globale, fraction de plus-value qui ne saurait désormais aller à l'accumulation du capital privé. Tandis que cette part augmente absolument, même si c'est avec lenteur, ce qui malgré tout subsiste de l'accumulation privée peut maintenir à un niveau relativement stable la fraction de plus-value en question. Le rapport subséquent entre la production induite par l'Etat et la production globale, entre la dette publique et le revenu national, peut se présenter de telle sorte que, le taux d'accumulation restant fixe, la production continue de progresser avec un taux de profit relativement plus faible. Mais ce rapport est extrêmement fragile, en raison justement de cette baisse relative du taux de profit, que l'accumulation accrue continue par ailleurs de laminer. D'une part, l'accumulation entraîne des gains de productivité, d'où, d'autre part, une élévation de la composition organique du capital dont la conséquence directe est de déprimer le taux de profit. Que s'accroisse la distorsion entre la rentabilité et l'accumulation, et le prélèvement de plus-value par l'Etat, qui restait jusqu'alors dans les limites du supportable, vient désormais entraver la bonne marche de l'accumulation. Aussi la première réaction du capital privé, face à la baisse d'un taux de profit déjà faible, est-elle d'exiger la réduction des dépenses publiques ou le rétablissement, entre la production induite par l'Etat et la production globale, d'un rapport qui ne porte pas atteinte à l'accumulation.

Plus l'accumulation progresse, plus elle dépend du profit. Pour échapper à la pression du taux de profit moyen, qui va se contractant, et assurer la valorisation du capital accru, le capitalisme en voie de monopolisation tente d'adapter ses prix d'offre à ses besoins de profit et de mettre son accumulation propre à l'abri des fluctuations du marché. Cela n'est possible, il va de soi, qu'à l'intérieur de limites déterminées. Comme des manipulations de prix ne permettent en rien d'augmenter le produit social total ni la plus-value globale, le profit monopoliste a pour préalable une baisse continue du profit réalisé par les capitaux non monopolistes, lequel est assujéti au taux de profit moyen. C'est dans la mesure où le

profit monopoliste est supérieur au profit moyen qu'il contribue à restreindre ce dernier, sapant ainsi sa propre base. Moyennant quoi il tend au profit moyen, processus qui se voit toutefois retardé par les progrès de la monopolisation à l'échelle internationale. Mais cette appropriation inégale de la plus-value sociale globale n'affecte en rien la grandeur de celle-ci, à moins que la monopolisation porte non seulement sur la fixation des prix mais encore sur le processus de production. Dans ce cas, en effet, l'élimination des capitaux non monopolistes provoque en même temps des gains de productivité, et donc de plus-value.

A l'ère de l'économie mixte et des pressions monopolistes, le développement du capital dépend, bien plus étroitement que dans les conditions du laisser-faire, d'une augmentation rapide de la masse de plus-value. Or, comme la croissance de la production exclut une croissance égale du profit et, partant, doit se faire à un rythme accéléré par rapport à celle du profit pour que ce dernier soit adéquat aux exigences de l'accumulation, un freinage du taux d'accumulation risque de signifier la crise. Inversement, l'accumulation présuppose, quant à elle, des profits suffisants. Mais de même que le profit monopoliste peut être obtenu sur longue période aux dépens du profit général, celui-ci peut de son côté être maintenu à niveau, pendant un laps de temps assez considérable, aux dépens de la société globale. Ce que les pouvoirs publics cherchent à réaliser au moyen de mesures monétaires et fiscales L'accumulation du capital elle-même ne pose pas de problème tant qu'existent les profits voulus. Pendant longtemps elle s'est effectuée sans que l'Etat eût beaucoup à intervenir. Le recours à des mesures visant à modifier le cours de l'économie dénote que l'accumulation est devenue un problème dont seule une action délibérée sur les facteurs économiques permet de venir à bout. Ce problème, le mot « profit » le résume à lui tout seul.

Il revient à chaque capital de veiller à obtenir son profit particulier ; de là, justement, un facteur de suraccumulation et une crise dont le retour périodique devient socialement de plus en plus intolérable. Il est certes possible d'en atténuer les conséquences - la surproduction et le chômage - en développant la dépense publique, mais la cause de la crise, à savoir le défaut de profit qui bloque la poursuite de l'accumulation, ne peut être éliminée. Avant comme après, il appartient au capital de sortir de la crise. Afin de ne pas ajouter à ses difficultés, les dépenses publiques accrues sont financées par la voie du déficit budgétaire. Pour ne pas réduire encore la plus-value indispensable à l'accumulation, on peut donc s'abstenir, dans un premier temps, d'imposer trop lourdement le capital. De là cependant un processus inflationniste qui, une fois déclenché, détermine le développement ultérieur de la production capitaliste.

L'inflation fait partie de l'arsenal keynésien. Les prix augmentant plus vite que les salaires, le profit nécessaire à l'expansion s'élève et le taux d'intérêt diminue en raison de l'émission massive de signes monétaires, ce qui a pour effet de faciliter l'investissement. L'inflation est considérée en l'occurrence comme un moyen d'accroître la plus-value et trouve en cela sa finalité. La plus-value obtenue par ce biais est égale à la réduction de valeur subie par la force de travail, à quoi s'ajoute la plus-value transférée du capital-argent au capital productif ; il devient de la sorte possible à l'accumulation de reprendre son cours.

L'argent emprunté par l'Etat est injecté dans un type de production échappant aux règles du profit. Bien que ses produits finals tombent dans le domaine de la « consommation publique » et donc n'apparaissent pas sur le marché, cette production a pour effet direct d'élargir la demande globale. La quantité de monnaie accrue mise en circulation permet ainsi d'augmenter les prix même en ce qui concerne les marchandises destinées à la consommation privée. En temps de guerre, ce processus est clairement manifeste. Pour éviter l'inflation, qui résulterait d'un volume de marchandises décroissant ou stationnaire,

dans le cas d'une élévation des revenus liée à la production de guerre, les gouvernements ont recours à l'épargne forcée et au rationnement des biens utiles. Même si c'est sous une forme atténuée, le gonflement de la masse monétaire, que provoque le financement par le déficit budgétaire, constitue un processus sans fin, rien ne s'opposant à la hausse des prix rendue possible par l'inflation.

La masse monétaire accrue, ainsi mise en circulation, trouve en attendant face à elle une plus-value globale inchangée qui se présente sous forme d'une quantité donnée de marchandises. Les hausses de prix consécutives à l'inflation améliorent la rentabilité du capital. A la plus-value obtenue au stade de la production vient s'ajouter la fraction qui résulte des hausses de prix ou de l'érosion monétaire. Se trouvent dès lors laminées par le détour de la circulation non seulement la valeur de la force de travail, mais aussi la part des catégories sociales qui vivent de la plus-value ; ce qui grossit d'autant la part du capital. Il s'agit en l'occurrence d'une seconde division du produit social total au bénéfice du capital, laquelle ne change rien au produit total lui-même. C'est seulement dans le cas où la plus-value additionnelle, pompée par le biais de la circulation, va à l'accumulation et, les gains de productivité aidant, entraîne une augmentation du produit social, que la masse de profit accrue se trouve convertie de la forme argent à la forme capital. Sinon, l'amélioration de la rentabilité a pour seul effet une nouvelle baisse de la demande privée et le gel d'une masse plus grande de capital.

Les avantages réels que le capital retire de l'inflation ne sont qu'une autre forme de la dévalorisation de la force de travail qui s'effectue lors de chaque crise. Autrefois cela se faisait par la déflation, aujourd'hui cela se fait par l'inflation, non pas en abaissant les salaires mais en élevant les prix, ou en conjuguant ces deux moyens. Mais il existe des barrières absolues à la réduction de la valeur de la force de travail, et la résistance ouvrière à elle seule empêche qu'elles soient atteintes ; à partir d'un certain seuil, l'inflation ne permet donc plus d'élargir le profit. En outre, à la demande globale accrue vient s'ajouter la demande de force de travail, ce qui restreint d'autant la possibilité d'abaisser les salaires par le biais de l'inflation des prix.

Par suite, la crise ne peut être considérée comme résorbée qu'à dater du moment où l'expansion du capital s'accomplit sans réduction de la valeur de la force de travail et où la nouvelle conjoncture va de pair avec une hausse des salaires. La « dépense publique » ne saurait obtenir ce résultat, car tout ce qu'elle permet en fin de compte est de faire absorber par la « consommation publique » une fraction croissante de la plus-value qui se présente sous forme argent. Si l'on en arrive malgré tout à pratiquer cette politique, c'est faute d'autre choix ; à moins que le capital ne préfère courir le risque d'un chômage élevé et d'une destruction de capital supérieure à celle qu'entraîne la « consommation publique ». On se trouve face à une destruction de capital qu'il faut bien supporter et réguler, dans l'espoir que le système développera de lui-même les conditions d'une relance progressive de l'accumulation du capital ; ce n'est donc pas l'économie que l'on cherche à contrôler, mais la crise.

Afin que le gonflement de la dépense publique ne devienne pas un facteur d'aggravation de la crise, le capital doit réussir à maintenir la dette publique, qui va croissant, dans les limites que lui imposent les possibilités effectives de création de plus-value, en même temps qu'il lui faut rétablir les conditions nécessaires à la poursuite de l'accumulation, autrement dit faire en sorte que le profit augmente plus vite qu'il n'est absorbé par la production non rentable. Il n'est pourtant question ici, encore et toujours, que du coût de la production additionnelle induite par l'Etat pour réduire le chômage, non point de la fraction de plus-value étatisée - par ailleurs, indispensable - qu'il faut de toute façon prélever sur la plus-value globale. L'Etat prélevant sur celle-ci - réserve faite même de la production additionnelle qu'il se charge d'induire - une part qui va toujours s'élargissant, l'augmentation de cette part, que nécessite la production induite par ses soins, constitue un nouvel et puissant obstacle à l'accumulation.

Cet obstacle, le capital peut certes le surmonter s'il réussit, en s'accumulant, à éliminer le chômage. Voilà qui exige pourtant un taux d'accumulation tel qu'il y ait une augmentation absolue du nombre des ouvriers générateurs de plus-value, seule capable d'en enrayer le recul relatif, ce taux baissant en période de plein emploi, par suite de l'élévation de la composition organique du capital. Un taux d'accumulation assez conforme à ces exigences fut atteint dans quelques pays d'Europe occidentale, en phase d'expansion, ce qui devait les pousser à importer de la force de travail, preuve toutefois que le chômage subsistait sous d'autres cieux. Aux Etats-Unis, le chômage se stabilisa autour de 4 % de la population active, pourcentage officiellement reconnu et qui fut désormais considéré comme « normal », sans entraîner pour autant une rupture avec le concept de plein emploi.

La production additionnelle induite par l'Etat, dans la mesure où elle vient s'exprimer dans le déficit budgétaire, ne concernait jusqu'alors qu'une fraction relativement faible du produit total, et son coût, se limitant pour le moment au seul service des intérêts afférents au crédit consenti aux pouvoirs publics, n'exigeait par conséquent qu'une fraction du capital absorbé par la « consommation publique ». Le règlement des charges qui s'ensuivaient pour le capital privé se trouva de ce fait renvoyé à plus tard et n'eut dans l'immédiat aucun effet négatif. Toutefois, l'argent prêté à l'Etat a pris la forme d'une dette derrière laquelle il n'y a rien, si ce n'est la promesse des pouvoirs publics de rembourser un jour ces emprunts et d'en payer d'ici là les intérêts. Le capital-argent utilisé par l'administration n'a pas fonctionné comme capital (c'est-à-dire pour rapporter du profit) et donc n'a pas subsisté comme tel ; au contraire, il a été englouti par la « consommation publique ». Si l'Etat devait acquitter sa dette - ce qui au demeurant n'a pas lieu d'être le cas - il ne pourrait le faire qu'à l'aide d'une plus-value nouvelle, créée depuis peu au niveau de la production. Mais cela ne changerait rien au fait que la plus-value exprimée dans la dette publique a disparu sans laisser de traces et n'a pas été injectée dans l'accumulation à proportion de son volume.

Il s'ensuit qu'en augmentant ses dépenses pour combattre la crise, l'Etat se voit contraint de consommer du capital. Mais cette consommation prend la forme d'un accroissement de la production et de l'emploi lesquels, n'étant plus soumis au critère de la rentabilité, cessent d'avoir un caractère à proprement parler capitaliste et, partant, impliquent une expropriation déguisée du capital par l'Etat. Ce dernier, utilisant l'argent d'un groupe de capitalistes pour acheter le droit à la production d'un autre groupe, s'entend à satisfaire les uns et les autres, en versant des intérêts aux premiers et en assurant aux seconds la rentabilité de leur capital. Mais les revenus qui apparaissent en l'occurrence sous forme d'intérêt et de profit ne peuvent être prélevés que sur la plus-value sociale globale effectivement produite, quitte à être compensés plus tard, de sorte que - du point de vue de la société - les recettes obtenues grâce à la production induite par l'Etat doivent être soustraites du profit global et amoindrissent ainsi la fraction de plus-value indispensable à l'accumulation. La crise étant la conséquence d'une pénurie de plus-value, il est exclu qu'elle puisse être jamais résorbée par l'aggravation de cette pénurie.

Il tombe sous le sens que la production induite par l'Etat ni n'aggrave, ni n'atténue le défaut de profit, qui revêt l'aspect de la crise, et que la production, l'emploi et le revenu augmentent malgré tout en raison d'une mise en œuvre des moyens de production et des forces de travail, qui resterait inconcevable sans l'intervention de l'Etat. Cette partie de la production, des moyens de production utilisés et des biens utiles destinés à la consommation ouvrière n'a pas de caractère capitaliste pour autant que ce processus est considéré du point de vue du capital total. Elle n'en conserve pas moins ce caractère, s'agissant des capitaux particuliers, qui demeurent axés sur le profit. Mais le profit qui leur revient a pour effet de restreindre le profit de tous les autres capitalistes et, par suite, de pousser ces derniers à compenser leurs pertes par des hausses de prix, au détriment de

toute la population. Comme le manque à gagner résultant de la production induite par l'Etat se trouve réparti sur l'ensemble de la société, il reste tolérable pendant longtemps, mais cela ne l'empêche pas de laminer en permanence le profit global,

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans toutes les implications de la production induite par l'Etat. Ce qui nous importe, c'est uniquement d'établir que les lois des crises qui régissent le capital ne peuvent être éliminées par cette voie. Quels qu'en soient les effets dans une situation de crise, ce type de production ne permet nullement d'accroître le profit et donc de résorber la crise. Qu'il soit mis en œuvre de façon suivie, et la fraction non rentable de la production globale va s'élargissant et perdant par là même, progressivement, son caractère capitaliste. Or la prospérité a pour base l'élargissement de la plus-value destinée à l'expansion du capital. Force est donc de concéder au capital le mérite d'avoir créé, grâce à son auto-développement, la bonne conjoncture de la période écoulée ; mais aussi, il a mis en place, de ce fait, les conditions d'une nouvelle crise.

Il est toutefois nécessaire de nuancer ce jugement. De même que la dernière en date des grandes crises devait bouleverser le monde et surpasser toutes les autres par sa durée, son étendue et sa violence, la conjoncture favorable, qui s'établit, après la Deuxième Guerre mondiale, revêtit-elle aussi un caractère particulier qui la distingue des phases d'expansion précédentes. Elle fut liée dès le début à un gonflement extraordinaire du crédit, et donc de la circulation fiduciaire, dépassant de loin l'accroissement de la production et exerçant sur la conjoncture - par le biais de l'inflation - un effet de relance et de soutien. Le développement du crédit va toujours de pair avec la prospérité ; et Marx voyait dans son accélération un symptôme de l'approche de la crise. La théorie économique bourgeoise elle-même considérait l'expansion rapide du crédit, et l'inflation des prix qui va de pair avec elle, comme l'indice d'une expansion arrivant en bout de course, le signe avant-coureur d'une phase de récession, étant données les limites tout à fait déterminées que les réserves obligatoires des banques imposent à l'extension du crédit. A mesure qu'on se rapprochait de ce butoir, l'offre de crédit se faisait à des taux de plus en plus élevés et la demande se contractait, l'effet inflationniste de surchauffe touchant à sa fin. Mais si l'expansion ne contient pas en elle-même le moyen de sa bonne continuation - c'est-à-dire un taux de profit adéquat aux exigences de l'accumulation -, l'Etat peut y remédier à l'aide d'une politique d'argent plus facile, et donc en relançant l'inflation.

Cette politique contribuant, d'une part, à réduire le poids de l'endettement général et à alléger le service des intérêts de la dette publique et, d'autre part, à doubler la demande publique de crédit de l'Etat par celle de l'industrie et des consommateurs, il était possible d'accélérer la production au prix d'une inflation et d'un endettement galopants. Aux Etats-Unis, par exemple, le produit total réel s'est accru entre 1946 et 1970 de 130 % tout rond; pourtant, exprimé en argent, cet accroissement est de 368 %. L'endettement global - à l'exclusion de la dette publique - a augmenté dans le même temps de 798 %. Tout comme la demande de crédit de l'Etat destinée à financer la dépense publique par le déficit budgétaire, l'expansion du crédit privé stimule l'activité économique et lui fait franchir un seuil qu'elle n'aurait pu atteindre autrement, sans pour autant changer quoi que ce soit à la productivité du travail ni à la création de plus-value, dont le développement ne doit rien à l'expansion du crédit. Le financement de la dépense publique au moyen du déficit budgétaire et l'endettement accéléré du secteur privé reposent l'un et l'autre sur l'espoir que rien ne va faire barrage à l'essor de la production et que celle-ci pourra se développer de façon proportionnelle à l'extension du crédit.

Mais qu'en est-il de cette proportionnalité ? Voilà ce qu'il est impossible d'établir. La concurrence, stimulée par l'espoir de voir la production s'élever toujours davantage et le revenu augmenter en conséquence, aiguillonnée en outre par la nécessité d'une expansion indispensable à la valorisation du capital autant que par le système du crédit, s'exacerbe comme jamais et court dès lors le risque de développer le crédit bien au-delà de la base que lui fournit effectivement la production sociale. A vrai dire, le danger n'est pas si grand pour

les prêteurs qui ont de très larges possibilités de moduler le prix du crédit et d'y intégrer les pertes à prévoir en matière de taux d'intérêt ; d'où un nouveau facteur de hausse des prix. Le risque se trouve d'ailleurs rejeté en partie sur l'ensemble de la population, étant donné qu'il est permis aux débiteurs capitalistes de déduire de leurs impôts le montant de leurs dettes et des intérêts y afférents. Malgré tout, l'Etat demeure relativement désarmé face aux effets inflationnistes du crédit, car c'est l'inflation elle-même qui contrarie le renchérissement du crédit imputable aux manipulations du taux d'intérêt par les pouvoirs publics ; qui plus est, il arrive à la demande de crédit d'augmenter en dépit de l'élévation de ce taux. Bien entendu, le gouvernement peut stopper l'expansion du crédit en bloquant les réserves des banques, mais cela équivaudrait à remettre en question une conjoncture qu'il juge lui-même indispensable à sa survie. Chaque fois qu'on a essayé par ce moyen de couper court à l'inflation, il s'en est suivi un fléchissement de l'activité économique obligeant à reprendre une politique du crédit génératrice d'inflation.

L'extraordinaire gonflement de la dette privée a sans doute permis de soutenir la conjoncture, ce qui devait avoir pour conséquence de ralentir celui de la dette publique ; mais l'inflation de la monnaie et du crédit fut tout à la fois cause et effet d'une prospérité qui reposait en grande partie sur des profits à venir et qui se trouvait vouée à l'effondrement s'ils ne se réalisaient pas. Comme le profit augmente par suite de l'écart d'origine inflationniste qui se creuse entre les prix et les salaires, la pression que l'accumulation exerce sur le taux de profit se fait moins sensible. Le seul résultat - tout du moins aux Etats-Unis, ainsi que nous l'avons déjà signalé - en fut la stabilisation à un niveau relativement bas d'un taux de profit qui, à défaut de l'inflation induite par l'Etat, n'aurait pu de lui-même nourrir la production dans la mesure où il y parvint effectivement. Mais l'inflation ne va pas sans comporter ses contradictions propres ; elle peut stimuler l'économie dans une phase, mais aussi la désagréger dans une autre, les techniques de la finance ayant peu de prise sur les contradictions pratiques de la production capitaliste. Que l'extension du crédit privé se heurte aux limites que lui assigne la rentabilité effective du capital, et la conjoncture qu'elle a engendrée vole du même coup en éclats. Dès lors, si l'on veut stopper le déclin de l'économie (sans être pour autant à même de l'empêcher), il faut de nouveau élargir la production induite par l'Etat.

La « Nouvelle Economique » voyait dans une politique inflationniste de la monnaie et du crédit un moyen de résorber la crise et de recréer le plein emploi. Pourtant croire qu'il était possible à l'équilibre de se rétablir, dans un climat de stabilité des prix, était une illusion qui ne tarda guère à se dissiper sur la base non d'un examen théorique - loin de là ! - mais de l'observation empirique. L'économiste Phillips devait tirer d'une analyse historique du rapport entre les salaires et le niveau de l'emploi en Angleterre la conclusion - pas très surprenante, à vrai dire - que des prix et des salaires en hausse vont de pair avec un chômage en baisse et, inversement, des prix et des salaires en baisse avec un chômage en hausse. Fidèle à un usage cher aux économistes, il orna cette constatation d'un diagramme, appelé depuis « courbe de Phillips », lequel indique les variations des salaires et des prix en fonction de l'emploi. Il est censé en résulter que l'élévation de l'emploi implique toujours une inflation des salaires et des prix et donc que le seul choix qui reste consiste à se décider entre l'inflation et le chômage.

A l'aide de la courbe de Phillips, on a calculé, par exemple, qu'en ce qui concerne l'Amérique d'après-guerre, le chômage aurait touché, s'il n'y avait pas eu d'inflation, de 6 à 8 % de la population active, mais qu'il se réduisit à 4 ou à 4,5 % grâce à un taux d'inflation de l'ordre de 3 ou 4 %. On avait donc, non seulement le choix entre le chômage et l'inflation, mais encore la possibilité de rétablir, par des interventions de l'Etat, le bon équilibre entre le chômage et l'inflation, indispensable à la bonne marche des affaires. Un surcroît d'inflation mettrait bon ordre à une montée excessive du chômage, disaient les économistes, aux yeux desquels ce n'était vraiment pas payer trop cher une expansion

permanente. Ainsi, l'un des théoriciens de la Fonctionnal Finance allait-il jusqu'à déclarer : « L'inflation ne porte aucunement préjudice au pouvoir d'achat de la population. Il serait faux de supposer que la perte en pouvoir d'achat de l'acheteur individuel inhérente à l'inflation constitue également une perte sociale, car il est bien évident que ce qui est perdu par l'un, un autre en bénéficie. La perte de l'acheteur représente le bénéfice du vendeur. Acheteurs et vendeurs appartenant à la même société, cette dernière n'enregistre ni perte ni profit. Et comme la plupart des hommes sont simultanément acheteurs et vendeurs, la majeure partie de leurs pertes et profits s'annulent réciproquement. Dans la mesure où la répartition du revenu s'en trouve modifiée, cette modification resterait en grande partie sans effet et ne saurait être en aucun cas supérieure à ce qu'elle aurait été sans l'inflation ¹². »

La persistance d'une conjoncture favorable, avec stabilisation du chômage, permit aux théoriciens de la « Nouvelle Economique » de prétendre que cette cynique falsification de la fonction réelle de l'inflation se trouvait confirmée par les faits, jusqu'au jour où la hausse du taux d'inflation s'accompagna d'une montée du chômage, révélant ainsi tout ce que cette belle thèse avait de fallacieux. La théorie économique bourgeoise connut du coup une deuxième crise, si l'on considère que la première est représentée par la confusion qui régnait avant l'apparition de Keynes et que celui-ci était censé avoir dissipée. Il s'avéra que les mesures de contrôle d'inspiration keynésienne non seulement restent limitées et sont à double tranchant, mais encore qu'elles demeurent soumises aux contradictions immanentes au système capitaliste. L'économie politique, cette « science triste » devenue - à croire Samuelson - « une science gaie ¹³ », retomba dans sa tristesse initiale. « L'ère post-keynésienne, assurait ce dernier, s'est donné les moyens d'une politique de la monnaie et de l'impôt permettant de créer le pouvoir d'achat indispensable pour éviter de grandes crises. Quiconque est bien informé a cessé de se mettre martel en tête à propos de l'ampleur de la dette publique : tant que le produit social brut et la capacité fiscale, du pays restent en accord avec la croissance des intérêts à verser au titre de la dette publique, il est inutile de se faire du souci, et personne n'ira passer des nuits blanches à cause de l'automation accrue ou du cycle industriel. Mais un spectre persiste à nous hanter, à venir gêner notre triomphale autosatisfaction : l'inflation galopante. Tel est le nouveau fléau, dont les théoriciens d'avant 1914 ne pressentaient même pas l'existence. [...] Avec nos connaissances d'aujourd'hui, nous savons assurément comment éviter une récession chronique ou impulser la politique de dépenses voulue. Mais nous ignorons encore comment nous y prendre pour juguler l'inflation des coûts, sans que la thérapeutique appliquée à l'économie lui soit presque aussi dommageable que les maux dont elle souffre ¹⁴. »

Samuelson ne s'aperçoit absolument pas que « le triomphe de la politique de la monnaie et de l'impôt » a pour revers « le si redoutable fléau de l'inflation », et qu'il est vain de vouloir combattre l'inflation par l'inflation. En tout état de cause, il distingue deux sortes d'inflation : de la première, consécutive au gonflement de la demande et génératrice d'une spirale ascensionnelle des prix, il serait facile de venir à bout par compression du revenu ; quant à la seconde, la toute récente inflation par l'offre, qui résulte de « la pression des coûts salariaux autant que des tentatives des entreprises géantes visant à sauvegarder leurs marges bénéficiaires », on ne sait encore que faire pour la résorber, l'expérience enseignant que le contrôle étatique des salaires et des prix n'a d'effet qu'à court terme.

Comme la crise procède d'une demande insuffisante, dont la fameuse « politique de la monnaie et de l'impôt » était venue à bout, il est assez évident que cette résorption de la crise va à son tour donner naissance à un état de crise d'origine inflationniste, qui revêt une fois de plus l'aspect d'une montée du chômage. Or, pour surmonter cette nouvelle crise, il faudrait - dit Samuelson - réduire les profits et les salaires ; mais ce serait à coup sûr aller au devant

d'une contraction de la demande, dont on devrait derechef venir à bout à l'aide de la fameuse « politique » en question.

Samuelson considère comme « un truisme que le niveau des prix doit s'élever lorsque tous les facteurs de coûts augmentent plus vite que le volume de la production ¹⁵ ». Mais pour quelle raison le volume de la production n'augmente-t-il pas ? Parce que « les salaires s'élèvent plus vite que la productivité moyenne du travail », répond Samuelson. Et pour quelle raison encore la productivité du travail ne s'élève-t-elle pas plus vite que les salaires ? Comme les gains de productivité dépendent du progrès technique, qui dépend lui-même de l'accumulation, il est manifeste que le capital ne s'accumule pas à la vitesse requise. Pourquoi cela, alors que « les entreprises géantes sauvegardent leurs marges bénéficiaires » ? Eh bien, on n'en saura rien ! « Un bon savant, déclare Samuelson, se doit de reconnaître son ignorance ¹⁶ ». Le prix Nobel est venu couronner l'ignorance du bon savant.

Un autre lauréat du prix Nobel constate, résigné, « que, malheureusement, résoudre un problème en soulève toujours un nouveau. Depuis le début de l'ère keynésienne, on n'a cessé de craindre que le plein emploi n'engendre l'inflation. La théorie économique se fonde sur l'idée de l'équilibre de l'offre et de la demande sur tous les marchés, y compris le marché du travail, et implique la stabilité de prix qu'un excès d'offre ne manquerait pas de faire baisser. Le chômage devrait donc provoquer un fléchissement des salaires, ce qui ne fut pourtant pas le cas ces dernières années. Aussi la coexistence du chômage et de l'inflation constitue-t-elle une énigme et un fait gênant¹⁷ ». En attendant de résoudre cette énigme et de supprimer par là même ce fait gênant, on devrait pourtant garder présent à l'esprit « que les taux d'expansion n'ont pas jusqu'ici créé de problèmes insurmontables ni de difficultés extraordinaires, comparables à ceux des grandes dépressions du passé. Les hommes apprendront, voire ont déjà appris, à s'accommoder de l'inflation et à prendre leurs dispositions en conséquence ¹⁸. » Pour en finir et avec l'ignorance dont M. Samuelson fait état, et avec l'énigme dont M. Arrow cherche en vain la clé, il faudrait pouvoir quitter le terrain de la théorie économique bourgeoise. Mais renoncer à cette théorie serait scier à la base l'un des piliers idéologiques de la société capitaliste. Pourtant ce n'est pas seulement l'« énigme » de l'inflation avec montée corrélative du chômage, la faillite de la théorie keynésienne du plein emploi dans sa version néo-classique, mais bien tout le système de pensée de l'économie politique bourgeoise qui a perdu, face à la situation effective, jusqu'à l'apparence de rapport avec la réalité, qu'exige sa fonction idéologique. De nombreux économistes idéologues, admettant ¹⁹ eux-mêmes que la doctrine néo-classique des prix et de l'équilibre est indéfendable, essaient de s'en dégager pour élaborer des théories moins contraires aux conditions réelles. A vrai dire, la crise de l'économie politique académique est loin d'être généralement reconnue. La majorité de ses représentants ne s'émeut guère de voir ainsi la théorie divorcer d'avec la réalité. Cela n'a rien d'étonnant puisqu'on peut constater la même chose dans bien d'autres champs idéologiques : Dieu n'existe pas, mais les théologiens n'en pullulent pas moins.

Selon d'autres, la « deuxième crise » de l'économie théorique serait imputable non à la difficulté de comprendre pourquoi la politique de la monnaie et de l'impôt n'arrive pas à maintenir le plein emploi, mais à la carence des néo-classiques face au problème de la répartition. Tel est le sentiment des néo-marxistes à la Baran et Sweezy, tout disposés à admettre la possibilité d'élever la production à un niveau garantissant le plein emploi, grâce aux méthodes keynésiennes, et tel est aussi le sentiment des « keynésiens de gauche ». Mais contrairement aux premiers, les seconds ne jugent pas indispensable de recourir pour cela à une production pour le gaspillage. L'augmentation de la consommation populaire le permettrait tout aussi bien, font-ils valoir. Le concept de productivité marginale, qui prétend expliquer la répartition du revenu, est d'une valeur théorique nulle, soulignent-ils, et tend tout bonnement à faire l'apologie d'un mode de répartition inique. Il y aurait donc à la base de l'économie politique un problème de

distribution du produit social, comme Ricardo avait si bien su le voir. Aux dispositifs keynésiens visant à augmenter la production à grand renfort d'interventions de l'Etat, il fallait adjoindre une distribution réglée elle aussi par des moyens politiques, ce qui signifiait revenir de l'économie pure à l'économie politique. des Classiques.

Si la situation actuelle constitue pour les adeptes de la « Nouvelle Economique » une indéchiffrable énigme, les « keynésiens de gauche », quant à eux, se cramponnent plus que jamais à l'hypothèse d'une économie à l'abri des crises, et d'après laquelle il ne tient qu'à la société globale de jouir des bienfaits inhérents à une croissance régulière de la production. Voilà qui exige non seulement un autre principe de répartition que le principe aujourd'hui en vigueur, mais encore une distribution différente du travail social, en vue de passer de la production pour le gaspillage à une production pour la consommation de chacun. Comme la production induite par l'Etat se trouverait dès lors en concurrence directe avec la production pour compte privé, le secteur privé se verrait supplanté toujours davantage par le secteur public. Aussi la mise en œuvre de ce programme nécessite-t-elle un affrontement avec le capitalisme privé. Et, de fait, les « keynésiens de gauche » se prononcent en faveur du capitalisme d'Etat et, en ce sens, rejoignent les néo-marxistes - sans pour autant retrouver un rapport quelconque avec la réalité.

L'« énigme » encore obscure que constitue la stagnation économique, qu'accompagne une montée du chômage et du taux d'inflation, n'a somme toute rien d'indéchiffrable, même si elle a été hissée à la dignité de concept sous le nom de « stagflation ». Ne renvoie-t-elle pas à un phénomène connu de longue date et mis à contribution pour accroître de force le profit dans des conditions défavorables à la production de plus-value ? Le chômage alla de pair avec l'inflation dite « classique » que l'Allemagne subit après la Première Guerre mondiale. L'un et l'autre conjuguent aujourd'hui leurs effets dans le cadre de l'accumulation à outrance, propre aux pays pauvres en capital. Et l'inflation « rampante » que les pays développés connaissent en permanence, vient elle aussi de ce que la rentabilité du capital n'augmente pas de façon conforme aux exigences de l'accumulation, situation sans doute camouflée mais nullement supprimée par la croissance de la production. Loin d'être un phénomène naturel, l'inflation est la conséquence de mesures politiques, à la fois monétaires et fiscales, qui ne sont pas forcément indispensables. Si le gouvernement se refuse à abandonner la voie de l'inflation, c'est par crainte de la stagnation économique qui s'ensuivrait et qui lui serait préjudiciable autant qu'au capital lui-même. Toute mesure déflationniste, tout fléchissement de l'activité économique, rogne également la fraction de la plus-value allant aux pouvoirs publics.

On ne peut déterminer de manière empirique à combien se montent les exigences de l'accumulation ni, partant, la masse de plus-value nécessaire à les satisfaire. Seuls les événements du marché permettent indirectement de juger si le rapport entre celles-ci et celles-là est ou non « idoine ». C'est eux encore qui permettent de voir, toujours après coup, si les interventions de l'Etat, jouant sur la monnaie et l'impôt, ont été à même de rétablir transitoirement le rapport voulu du profit et de l'accumulation. Il n'existe donc que des réactions aveugles à des fluctuations déconcertantes auxquelles se rattachent les interventions de l'Etat visant, d'une part, à relancer l'activité économique, d'autre part, à préserver le niveau de rentabilité qu'exige cette relance. Or ceci va à l'encontre de cela, contradiction qui évidemment ne se fait sentir qu'après coup, par le biais des événements du marché, et qui ne commence à se manifester qu'avec une inflation doublée d'une montée du chômage.

Si la politique inflationniste de la monnaie et du crédit arrivait à augmenter la production, elle devrait empêcher le chômage de croître ainsi de nouveau. Mais les théoriciens de l'inflation eux-mêmes reculent devant les conséquences d'une mise en œuvre intégrale de leurs thèses. Poussés trop loin, le financement de la dépense publique par le déficit budgétaire

et la politique inflationniste de la monnaie et du crédit risqueraient - déclarent-ils - de mettre en cause la survie même du système. Faire cet aveu, c'est reconnaître aussi que l'inflation rampante n'est utile au capital que dans la mesure où elle permet d'élargir le profit aux dépens de la société globale, ce qui ne veut nullement dire qu'on obtiendra, grâce à ce profit élargi, un taux d'accumulation permettant de parler de prospérité (au sens capitaliste, s'entend). L'apparition d'un chômage toujours accru, assorti d'une inflation rampante, révèle l'impossibilité d'augmenter assez le profit, par le biais de l'inflation, pour parer à la stagflation qui se met en place.

L'inflation est un phénomène international qui dénote non seulement le degré d'interdépendance et d'imbrication poussées auquel l'économie mondiale est arrivée, mais encore l'exacerbation généralisée de la concurrence, laquelle exige aussi d'être poursuivie à l'aide de moyens monétaires. La soif de profit est universelle, mais la demande de capital additionnel est vouée à demeurer inassouvie alors que des masses de capital toujours plus grandes se font une guerre acharnée. Et ce n'est pas seulement pour venir à bout des autres qu'il leur faut grandir sans cesse, c'est aussi, c'est surtout pour éviter la stagnation économique qui surviendrait si jamais elles n'y parvenaient pas. Certes, les profits monopolistes peuvent se maintenir, voire augmenter, même dans ce cas-là, mais seulement au prix d'une stagnation aggravée et d'un irrésistible déclin de l'économie. D'où la nécessité de nouvelles interventions de l'Etat qui contribuent par elles-mêmes à désagréger encore le système. L'avenir du capital se trouve donc lié à son accumulation, même si l'accumulation ne lui ouvre aucun avenir.

De même que de longues années d'expansion n'ont pas bénéficié dans une égale mesure à tous les pays capitalistes, la crise qui se met en place a des effets encore différenciés sur chacun d'eux. Mais, dans tous, le tournant vers la stagnation a été pris et bien pris, tandis qu'à la crainte d'une reprise de l'inflation vient s'ajouter celle d'une nouvelle crise. Ce n'est pas au niveau théorique qu'il est possible de déterminer si les interventions de l'Etat - qui pallient les difficultés actuelles du capital au détriment de son espérance de vie - seront en mesure de juguler une crise qui va s'élargissant. Les pouvoirs publics s'y essaieront partout, c'est certain ; mais leurs interventions peuvent fort bien n'aboutir qu'à consolider de façon toute provisoire la précaire situation actuelle et, par là, à précipiter encore le déclin du système capitaliste. Tôt ou tard, un jour viendra où nous aurons à chaque instant sous les yeux la confirmation empirique de la théorie marxienne de l'accumulation, la crise du capital.

Notes

1. P. Mattick, *Marx et Keynes. Les limites de l'économie mixte* (1969), trad. S. Bricianer, Paris, 1972.
2. A. Hansen, *Fiscal policy and Business cycle*, New York, 1941, p. 150.
3. R. Harrod, c An essay in dynamic theory », *Economic Journal*, mars 1939.
4. E. Domar, *Essays in the Theory of Economic Growth*, New York, 1957.
5. P. Samuelson, *Economics* (1948), 9' éd. augmentée, New York, 1973, p. 757. (Le passage cité ne figure pas dans la trad. française : *L'Economique*, par G. Fain, Paris, 1964 [N. d. T.I.]
6. *Ibid.*, p. 266 (même remarque).
7. Rittershausen' in *Das Fischer Lexicon : Wirtschaft*, Francfort, 1958, p. 259.
8. Cf. notamment : J. Gillman, *The Falling Rate of Profit*, Londres, 1957 et *Prosperity in Crisis*, New York, 1965 ; P. Baran et- P. Sweezy, *Le Capitalisme monopoliste*, trad. C. Passadéos, Paris, 1969.
9. Cf. notamment : U. R5del, *Forschungsprioritäten und technologische Entwicklung*, Francfort, 1972 ; Braunmühl, Funken, Cogoy, Hirsch, *Probleme einer materialistischen Staatstheorie*, Francfort, 1973 ; R. Schmiede, *Grundprobleme der Marxschen Akkumulations- und Krisentheorie*, Francfort, 1973 ; C. Deutschmann, *Der linke Keynesianismus*, Francfort, 1973 ; Hermanin, Lauer, Schürmann, *Drei Beiträge zur Methode und Krisentheorie bei Marx*, Giessen, 1973 ; P. Mattick, *Kritik der Neomarxisten*, Francfort, 1973.
10. *Monthly Economic Letter. First National City Bank*, fév. 1974, p. 15.
11. P. Samuelson, *L'Economique* (trad. G. Fain), op. cit., p. 745.
12. A. P. Lerner, *Flation: not inflation of prices, noi deflations of jobs*, Baltimore, 1973, p. 59.
13. P. Samuelson, q Inflation des Preis des Wohlstandes », *Der Spiegel*, n' 35, 1971, p. 104.
14. *Ibid.*
15. *Ibid.*
16. *Ibid.*
17. K. Arrow, c Semehow, it has overcome », *New York Times*, 25-3-1975.
18. *Ibid.*
19. Dans un remarquable article, où il traite des principales erreurs de la théorie économique contemporaine, Oskar Morgenstern fait ressortir que celle-ci ne permet pas, si peu que ce soit, de résoudre les problèmes économiques. Après avoir constaté que la théorie n'a rien à voir avec la réalité, il s'attache à une critique immanente de ses postulats et démontre de façon convaincante que ses prémisses ne sauraient aucunement conduire aux conclusions qu'on en a tirées. Toutefois, Morgenstern s'en tient à la critique de la théorie néo-classique sans rien lui opposer d'autre que la théorie des jeux, dont il est l'auteur avec von Neumann, laquelle présente tout aussi peu de rapports avec la réalité (cf. O. Morgenstern., « Thirteen critical points in contemporary economic theory », *Journal of Economic Literature*, X, 4, déc. 1972).

INDEX

Aftalion, A., 65.
Arrow, K. J., 232.
Bailey, S., 63.
Baran, P. A., 233, 238.
Bauer, O., 138, 143, 145, 148, 150, 151, 162, 167, 177.
Benedikt, O., 176.
Bentham, J., 20.
Bernstein, E., 121, 122.
Böhm-Bawerk, E. von, 19, 26, 62.
Boukharine, N., 138-143, 167, 174, 175, 177.
Bouniatan, M., 64.
Braunmühl, 238.
Cassel, G., 29, 30, 64.
Clark, J. B., 25, 63.
Cogoy, M., 238.
Cunow, H., 123, 133.
Fisher, I., 48, 65.
Flamant, M., 181.
Funken, 238.
Gelderen, J. van, 65.
Gillman, J. M., 238.
Gossen, H. H., 19, 62.
Grossmann, H., 64, 87, 150, 153, 154, 158, 162, 163, 176, 177.
Hahn, L. A., 65.
Hansen, A., 189, 238.
Harrod, R.F., 195, 196. Hawtrey, R. G., 65.
Hegel, 68.
Hermanin, F., 2-38.
Hilferding, R., 130-133, 135, 136, 140, 152, 162, 177, 200.
Hirsch, J., 238.
Hobson, J. A., 38, 39, 43, 64.
Danielson, N. F., 63.
Darwin, E., 54.
De Wolff, 65.
Deutschmann, C., 238.
Domar, E., 195, 196.
Dupuit, A. J. EA., 63.
Eckstein, G., 183.
Engels, F., 27, 112, 121, 123.
Estey, J. A., 66.
Jevons, W. S., 19, 20, 27, 41, 62.
Juglar, C., 64.
Karmin, 64.
Kautsky, K., 122, 126, 128.
Keynes, J.-M., 38, 189, 229.
Kondratieff, 65.
Kuznets, S., 65.
Lauer, M., 238.

Lénine, W. 1., 68, 140, 176.
 Lerner, A. P., 239.
 Lescure, J., 64.
 Liefmann, R., 65.
 Lloyd, W. F., 63.
 Lôwe, A., 66, 178,
 Luxemburg, R., 39, 139, 143, 144, 148, 149, 150, 153, 162, 164, 170, 177.
 185. 133-146, 151, 167,
 Machlup, F., 64.
 Malthus, T.R., 54.
 Mandel, E., 65.
 Marshall, A., 22.
 Marx, K., passim.
 Mattick, P., 238.
 Mehring, F., 5.
 Menger, K., 19, 27, 62.
 Mill, J.S., 14.
 Mises, L. von, 30, 64.
 Mitchell, W. C., 49, 65.
 Mombert, P., 65.
 Morf, O., 115-
 Morgenstern, O., 49, 65, 239.
 Moszkowska, N., 178.
 Neumann, von, 239.
 Owen, R., 119
 Pannekoek, A., 177, 183, 185.
 Parvus (Helphand, A.), 65.
 Phillips, A.W., 228. Pieper, W., 63.
 Ricardo, D., 10, 36, 53, 54, 67, 233.
 Rittershausen, H., 238.
 Robbins, L., 66.
 Robinson, J., 30, 64.
 Rödel, U., 238.
 Rosenau, D., 65.
 Samuelson, P., 196, 211, 230-232.
 Say, J.-B., 17, 20, 35, 37, 52, 126, 189.
 Schmidt, C., 127, 128.
 Schmiede, R., 238.
 Schumpeter, J. A., 28, 41, 42, 43, 64.
 Schürmann, A., 238.
 Senior, N. W., 21, 63.
 Shuman, J. B., 65.
 Singer-Kerel, J., 188.
 Sismondi, J. C. L. Sismonde de, 37, 38, 39, 43, 64, 119.
 Smith, A., 34, 53, 127, 180.
 Sombart, W., 64.
 Spiethoff, A., 65.
 Sweezy, P.M., 233, 238.
 Tougan-Baranowsky, 124-130, 136, 137, 139, 141, 142, 152, 162, 177, 200.
 Trottmann, M., 87, 88, 115.

Veblen, T., 55, 57, 58, 59, 66.
Vogel, E.H., 65.
Wagemann, E., 64.
Wagner, A., 63.
Walras, L., 23, 24, 63.
Webb S. et B., 66.
Wieser, F. von, 19, 62.
Woltmann, L., 181.